



Rapport financier

ANNUEL

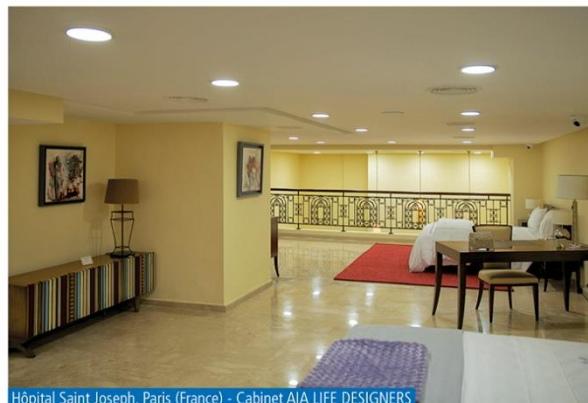
+

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019

Nos + RÉALISATIONS



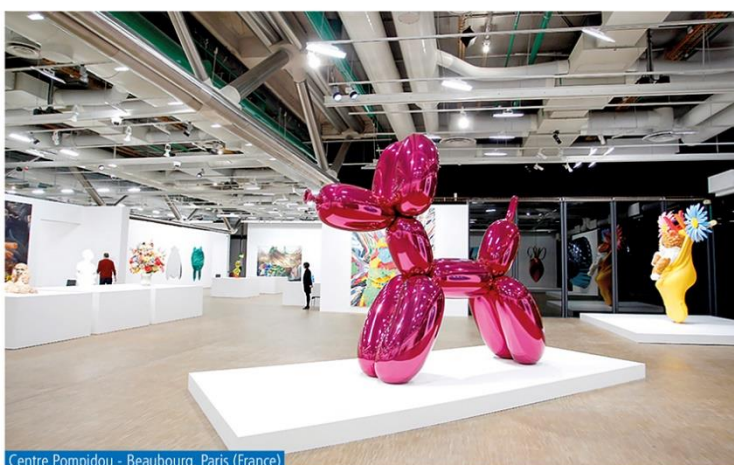
Hôpital Saint Joseph, Paris (France) - Cabinet AIA LIFE DESIGNERS



Hôpital Saint Joseph, Paris (France) - Cabinet AIA LIFE DESIGNERS



Caisse d'Epargne, Valence (France) - Cronos



Centre Pompidou - Beaubourg, Paris (France)



Collège Pierre Olivier Malherbe, Chateaubourg (France)



Comptoir Boulanger, Wasquehal (France)



Suspension Daisy - Confidence and Light



1. Rapport de gestion.....	4
1. Présentation du groupe.....	5
2. Analyse et faits marquants du groupe Lucibel sur l'exercice écoulé.....	8
3. Analyse des résultats et de la situation financière du groupe Lucibel.....	14
4. Analyse des résultats et de la situation financière de la société.....	19
5. Evolution récente et perspectives.....	22
6. Filiales et participations.....	24
7. Proposition d'affectation du résultat.....	26
8. Conventions règlementées.....	26
9. Actionnariat de la société.....	26
10. Rapport sur le gouvernement d'entreprise.....	29
11. Autres informations.....	36
2. Comptes consolidés 2019	40
3. Comptes annuels 2019.....	81
4. Rapports des commissaires aux comptes.....	111
1. Rapport sur les comptes consolidés.....	112
2. Rapport sur les comptes annuels.....	117

LUCIBEL SA

RAPPORT DE GESTION



Grand Palais, Paris (France)



Caisse d'Epargne, Valence (France) - Cronos



Collège Pierre Olivier Malherbe, Chateaubourg (France)



GHM - Les Portes du Sud, Vénissieux (France) - Cabinet AIA LIFE DESIGNERS

LUCIBEL
Société anonyme
Au capital de 14.193.496 euros
Siège social : 101, allée des vergers - 76 360 BARENTIN
507 422 913 RCS Rouen
(la « Société »)

RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 JUIN 2020
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Mesdames,
Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport de gestion a été arrêté par le Conseil d'Administration du 28 avril 2020.

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire (« l'Assemblée ») conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous rendre compte de sa gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les divers rapports prévus par la réglementation.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

1. PRESENTATION DU GROUPE

Lucibel SA (« Lucibel » ou « la Société »), société mère du Groupe Lucibel, est une société anonyme française constituée en 2008 et ayant son siège social à Barentin (France).

Lucibel et ses filiales forment un Groupe dont la principale activité est la conception, fabrication et commercialisation de solutions d'éclairage innovantes fondées sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe Lucibel est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, les bureaux, l'industrie et les musées.

ACTIVITÉ HISTORIQUE

L'activité du Groupe s'articule autour de plusieurs segments de marché.

1. Secteur tertiaire

Lucibel intervient sur le marché tertiaire avec une gamme de luminaires conçus en France et fabriqués en grande partie dans son usine de Barentin. Sur ce marché, la concurrence est forte et le Groupe a rapidement compris la nécessité de proposer des produits à plus forte valeur ajoutée intégrant de nouvelles fonctionnalités.

2. Secteur des musées

Procédés Hallier, société acquise fin 2013, est spécialisée dans l'éclairage de musées. En fournissant des produits haut de gamme, fabriqués à Montreuil (93) dans son propre atelier, Procédés Hallier bénéficie d'une très forte notoriété sur ce segment de marché. Procédés Hallier cherche à étendre son activité sur des secteurs connexes tels que les boutiques de luxe, qui ont les mêmes exigences que les musées sur la qualité de la lumière et le rendu des couleurs, et qui doivent répondre à des contraintes fortes pour l'intégration des luminaires dans le concept défini par la marque.

3. Secteur du commerce et de la grande distribution

Ce secteur est couvert par Lorenz Light Technic, société acquise par le Groupe en avril 2019 et qui intervient essentiellement auprès des indépendants (Leclerc, Intermarché, Système U). L'intérêt de cette approche est de permettre de toucher directement le décideur dans une approche client « final », ce qui permet de traiter des projets de taille plus significative et parfois, d'obtenir des compléments sur le projet (galerie marchande de l'hypermarché, parapharmacie, ...). Par ailleurs, Lorenz Light Technic propose à ses clients de mettre en place des solutions de financement pour leurs équipements.

Parallèlement, depuis fin 2018, le Groupe a décidé de développer, au sein de la structure Lucibel, une activité Retail afin de porter l'offre du Groupe auprès d'enseignes très ciblées dont le potentiel de croissance est important : il s'agit notamment des enseignes du luxe ou de celles pour lesquelles la désintermédiation opérée par internet est moins importante que dans le secteur du prêt-à-porter.

4. Secteur du luminaire mobilier

Grâce à l'acquisition, en octobre 2018, de la société Confidence SAS, société spécialisée dans les luminaires sur pied et lampes de bureau, le Groupe a accès au segment de marché du « luminaire mobilier », moins concurrentiel que le segment "historique" de Lucibel du luminaire intégré au bâtiment. En effet, le design du produit est un élément décisif dans la décision d'achat de ces « objets éclairants », qui conjuguent technicité de l'éclairage et signature visuelle du poste de travail.

AU-DELÀ DE L'ÉCLAIRAGE

Depuis plusieurs années, le Groupe a investi d'importants moyens financiers et a mobilisé de nombreuses ressources pour concevoir, développer et commercialiser des applications et services qui vont au-delà de l'éclairage. Lucibel est notamment pionnier dans les technologies de communication par la lumière.

1. Le LiFi : accéder à internet par la lumière

En septembre 2016, Lucibel a commercialisé la 1^{ère} solution industrialisée au monde de luminaires LiFi permettant d'accéder à internet par la lumière. Cette innovation, développée en partenariat avec l'entreprise écossaise pureLiFi, a déjà nécessité de nombreux investissements que le Groupe poursuit à la fois pour promouvoir la technologie auprès d'un nombre important de clients et pour proposer une solution encore plus performante sur le plan technique. Avec la mise sur le marché, en octobre 2018, de la 2^{ème} génération de luminaires LiFi, le groupe Lucibel a confirmé son avance dans la maîtrise de la technologie LiFi. Le Groupe est très impliqué dans le groupe de travail créé par l'IEEE qui doit définir la norme LiFi. En effet, c'est à l'issue de ce processus de normalisation, que les ventes de solutions LiFi vont connaître une forte progression, notamment par l'intégration dans les ordinateurs et smartphones de modules permettant de lire le signal LiFi. La clé LiFi, aujourd'hui indispensable pour se connecter, ne sera donc plus nécessaire et ouvrira au LiFi le marché des particuliers.

2. Le VLC : l'outil de géolocalisation intérieure le plus précis du marché

Lucibel est également présente dans la technologie VLC (Visible Light Communication), communication bas débit unidirectionnelle permettant une géolocalisation intérieure très précise et l'envoi de contenu contextualisé. Sur le segment de marché des commerces, le VLC offre un avantage décisif en permettant de fournir en temps réel, en boutique, à chaque client, des informations sur les stocks disponibles et les délais de livraison. Il permet également une vraie interactivité entre le client et l'enseigne, tout en maximisant le taux de transformation client.

3. Cronos : la lumière au service du bien-être et de l'efficacité

Lucibel a également développé une gamme de luminaires circadiens, c'est-à-dire capables de reproduire en intérieur le cycle de la lumière naturelle. En effet, des études récentes ont démontré qu'une exposition prolongée à la lumière artificielle avait un impact négatif sur notre santé car cela contribue à dérégler notre horloge biologique. Pour synchroniser le rythme circadien, qui régule de nombreuses fonctions physiologiques (cycle veille-sommeil, humeur, capacités de concentration et de mémorisation, appétit, ...), il faut donc reproduire, à l'intérieur des bâtiments, les conditions de la lumière naturelle, qui varie en couleur et en intensité tout au long de la journée.

Conçus en collaboration avec des médecins et chronobiologistes, les luminaires Cronos ont fait l'objet d'une étude clinique, menée par des médecins de l'Hôtel Dieu, à Paris, en novembre 2017, auprès de 70 collaborateurs de la société Nexity. Les résultats de cette étude, publiés en mai 2018, attestent de l'efficacité de ce dispositif. Pour plus de 3 utilisateurs sur 4, les bienfaits de cette solution se mesurent au niveau de la vigilance évaluée tout au long de la journée, de la performance à travers des tests cognitifs et de la qualité ressentie du sommeil. Le Groupe est convaincu de l'intérêt de cette solution qui peut parfaitement s'insérer dans les environnements tertiaires, scolaires ou dans les hôpitaux et cliniques. Cette solution présente également un intérêt pour tous les environnements dans lesquels la lumière naturelle n'est pas présente comme les galeries commerciales, les sites industriels, les entrepôts, Avec une offre de luminaires circadiens, Lucibel répond à de nouveaux besoins. C'est notamment grâce à ce dispositif innovant, qui apporte « plus que la lumière » que le Groupe a remporté l'appel d'offres pour le renouvellement des éclairages des agences de la Caisse d'Épargne.

4. LuciConnect : une nouvelle approche opérationnelle en phase avec les attentes du marché

LuciConnect est une nouvelle activité lancée par le Groupe début 2017, et qui propose à ses clients une solution clé en mains, intégrant l'ensemble des composants « du tableau électrique à l'éclairage ». Cette solution est maquetée, assemblée et testée sur le site industriel de Barentin en fonction du cahier des charges établi par le client et des contraintes techniques d'implantation. Les différents modules constitués sont ensuite livrés sur le site à la demande du client, en fonction de l'avancement de son chantier.

Cette solution présente trois avantages majeurs :

- elle élimine tout risque de vol ou de détérioration des matériels puisque, dès leur réception, les matériels peuvent être installés ;
- elle évite tout risque de non compatibilité des produits entre eux (éclairage/tableau électrique), puisque les configurations sont testées préalablement lors du prémontage ;
- enfin, elle permet également une optimisation dans l'organisation des chantiers en limitant le nombre d'intervenants.

LuciConnect propose une offre complexe sur des projets de taille significative (100 K€ minimum) avec des cycles de vente longs. La société a débuté sa prospection commerciale début 2017 et a déjà signé plusieurs projets significatifs qui comprennent la fourniture de luminaires Lucibel, mais aussi toute la prestation de programmation de la GTB (gestion technique du bâtiment), aidant ainsi les entreprises à se mettre en conformité avec les nouvelles normes techniques (RT2020). Le Groupe est convaincu que l'offre de LuciConnect permet une vraie différenciation par rapport aux acteurs intervenant dans l'éclairage tertiaire. Son approche consiste à accompagner le client sur l'ensemble de son projet, de la conception à l'installation, cette dernière étant notamment grandement facilitée par les tests préalables effectués sur les appareils et par la phase de « pré-connexion » du câblage et des différents appareils (armoires, coffrets, luminaires). Ainsi, les aléas liés à l'installation restent extrêmement limités et le client maîtrise mieux l'avancement de son chantier.

5. Line 5 : la lumière au service de la cosmétique

L'activité Line 5, qui consiste à commercialiser, par un réseau de vente directe, des pads cosmétiques (permettant de traiter les rides et vergetures par la lumière LED) et capillaires, a atteint son seuil de rentabilité au cours de l'exercice 2018 et enregistre une forte croissance de son activité depuis son lancement en 2014. Structurée autour de 150 VDI (vendeurs à domicile indépendants), cette activité présente l'avantage de supporter des coûts ajustables en fonction du niveau d'activité. Line 5 commercialise également ses produits sur des salons spécialisés ce qui lui permet d'accroître sa base clients.

Depuis le 3^{ème} trimestre 2018, Line 5 a décidé d'élargir son offre en proposant un luminaire d'aide à l'endormissement pour les particuliers. En s'appuyant sur les travaux menés avec les médecins et chercheurs pour la conception de Cronos, luminaire circadien, Lucibel a donc développé, pour le compte de Line 5, un luminaire spécifique. L'exposition à ce luminaire, qui n'émet aucune lumière bleue, favorise la sécrétion de mélatonine, hormone du sommeil, et facilite l'endormissement naturel, tout en permettant une meilleure qualité de sommeil. Ce produit, très complémentaire des produits cosmétiques et capillaires, génère des revenus additionnels.

Enfin, Line 5 commercialise, depuis mai 2019, un masque pour traiter, en une seule application, l'ensemble du visage. Ce produit est proposé aux particuliers par le biais du réseau de VDI mais aussi aux professionnels

de la beauté et de la cosmétique. Avec plus de 7 000 professionnels identifiés dans ce secteur, le potentiel de commercialisation de ce produit est très important. Line 5 a d'ailleurs choisi de proposer un modèle locatif sur 24 mois afin de s'assurer une récurrence de revenus.

Au 31 décembre 2019, le Groupe Lucibel compte 112 collaborateurs (dont 60 employés salariés en France par la Société Lucibel SA et 31 salariés pour la filiale Cordel). Suite à la liquidation de Cordel, intervenue au début de l'exercice 2020, le Groupe a choisi de présenter ses comptes en faisant apparaître son périmètre d'activité actuel, en indiquant le résultat de l'activité de Cordel sur une ligne spécifique du compte de résultat « Résultat des activités destinées à être abandonnées ». De même, le bilan présenté regroupe le solde des actifs et des passifs de Cordel estimés au 31 décembre 2019, sous une rubrique intitulée « Passif net des sociétés destinées à être abandonnées ». Ainsi, suivant cette présentation les effectifs Groupe ressortent à 81 collaborateurs et le chiffre d'affaires s'établit à 13,5 M€, étant rappelé que, pour l'année 2019, Cordel a réalisé un chiffre d'affaires de 6,7 M€.

2. ACTIVITÉ ET FAITS MARQUANTS DU GROUPE LUCIBEL AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Les commentaires suivants portent sur l'activité du Groupe Lucibel et sont établis sur la base des comptes consolidés en normes françaises

En accord avec ses Commissaires aux Comptes et avec l'AMF, le groupe Lucibel a décidé de présenter la contribution de sa filiale Cordel - mise en liquidation le 14 janvier 2020 - sur une ligne à part.

Les comptes 2019 présentés sont des comptes consolidés intégrant la société Lorenz Light Technic à compter de sa date d'acquisition, le 11 avril 2019.

Afin de permettre une comparaison homogène entre 2018 et 2019, une colonne correspondant aux comptes consolidés 2018 retraités des opérations de la société Cordel a été intégrée dans le tableau comparatif du compte de résultat consolidé, en application des dispositions des normes françaises pour le cas d'activités abandonnées.

2.1 Informations financières

COMPTE DE RÉSULTAT

Données en K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Chiffre d'affaires	13 551	8 088	17 564
Achats consommés	(7 651)	(3 392)	(8 827)
Marge sur achats consommés	5 900	4 696	8 737
en % du chiffre d'affaires	43,5%	58,1%	49,7%
Charges externes	(2 947)	(2 786)	(5 094)
Charges de personnel	(4 111)	(4 368)	(7 425)
Impôts et taxes	(294)	(289)	(344)
Autres produits d'exploitation	828	1 809	1 895
Autres charges d'exploitation	(76)	(67)	(72)
Excédent brut d'exploitation	(700)	(1 005)	(2 303)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(997)	(1 111)	(1 440)
Résultat d'exploitation	(1 697)	(2 116)	(3 743)
Résultat financier	20	(20)	(84)
Résultat courant des sociétés intégrées	(1 677)	(2 136)	(3 827)
Résultat exceptionnel	(578)	(281)	(1 301)
Impôt sur les bénéfices	(91)	75	75
Résultat des activités destinées à être abandonnées	(9 515)	(2 711)	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	(11 861)	(5 053)	(5 053)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(152)	(15)	(15)
Intérêts minoritaires	-	-	-
Résultat net	(12 013)	(5 068)	(5 068)
Résultat net par action	(0,85)	(0,42)	(0,42)
Résultat net dilué par action	(0,85)	(0,42)	(0,42)

(*) Les chiffres « 31/12/2018 retraité » correspondent aux chiffres « 31/12/2018 publié » desquels a été retraité le compte de résultat contributif de la société Cordel à cette même date. La contribution consolidée de Cordel au résultat du Groupe a été enregistrée sur la ligne « Résultat des activités destinées à être abandonnées ».

ACTIFS – en K€	31/12/2019	31/12/2018
Ecarts d'acquisition	2 365	8 231
Immobilisations incorporelles	1 335	2 965
Immobilisations corporelles	657	2 087
Immobilisations financières	178	179
Total actif immobilisé	4 535	13 462
Stocks et en-cours	3 051	4 813
Clients et comptes rattachés	1 382	1 816
Autres créances et comptes de régularisation	2 599	3 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 960	1 599
Total actif circulant	8 992	12 002
TOTAL ACTIF	13 527	25 464

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS en K€	31/12/2019	31/12/2018
Capital	14 193	14 193
Primes liées au capital	42 784	42 784
Réserves de conversion groupe	(194)	(187)
Réserves et résultats accumulés	(53 470)	(41 479)
Total Capitaux propres	3 313	15 311
Autres fonds propres	1 185	1 495
Provisions	454	867
Emprunts et dettes financières	1 899	1 670
Fournisseurs et comptes rattachés	2 053	3 441
Produits constatés d'avance	2 518	293
Autres dettes et comptes de régularisation	1 982	2 387
Total Dettes	8 452	7 791
Passif net des activités destinées à être abandonnées	123	-
TOTAL PASSIF	13 527	25 464

TABLEAU DE VARIATION DES FLUX DE TRESORERIE

Données consolidées - En K€	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	(12 013)	(5 068)
Marge brute d'autofinancement (1)	(3 794)	(3 452)
Variation du BFR (2)	2 232	(1 333)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (1+2)	(1 562)	(4 785)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	2 521	(2 723)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(84)	4 377
Incidence des variations des cours de devises	1	2
Trésorerie des activités abandonnées	(508)	-
Variation de trésorerie nette	368	(3 129)
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>1 592</i>	<i>4 721</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>1 960</i>	<i>1 592</i>

2.2 Faits marquants de l'exercice

2.2.1 Activité du Groupe

Chiffre d'affaires 2019 consolidé de 13,5 M€

Le groupe Lucibel a réalisé un chiffre d'affaires de 13 551 K€, en hausse de 68 % par rapport à l'exercice 2018 sur le périmètre comptable excluant Cordel. Cette hausse s'explique par la croissance externe, le Groupe ayant racheté 100% des titres de la société Lorenz Light Technic en avril 2019. La contribution de Lorenz Light Technic au chiffre d'affaires du Groupe est de 3 257 K€ sur 9 mois. Hors impact de cette croissance externe, le chiffre d'affaires du Groupe en 2019 aurait été de 10 294 K€, en croissance de 27% par rapport au même périmètre en 2018. La dynamique commerciale sur les activités historiques du Groupe hors Cordel a donc été forte au cours de l'exercice 2019.

Résultat d'exploitation

La perte d'exploitation du groupe Lucibel s'élève à 1 697 K€ en 2019 contre une perte d'exploitation de 3 743 K€ sur l'exercice précédent et une perte de 2 116 K€ en 2018 hors Cordel.

La réduction des pertes d'exploitation est en partie liée à l'intégration, dans le périmètre du Groupe, de Lorenz Light Technic à compter de sa date d'acquisition. Sa contribution au résultat d'exploitation consolidé du Groupe s'élève à 509 K€.

Il convient par ailleurs, de préciser que si l'on tient compte, dans les comparaisons, de la subvention d'exploitation non récurrente de 900 K€ enregistrée en 2018, l'évolution positive enregistrée au niveau du résultat d'exploitation serait plus significative.

Résultat des activités destinées à être abandonnées

La ligne « *Résultat des activités destinées à être abandonnées* » regroupe la perte de Cordel ainsi que l'ensemble des dépréciations comptables, sans impact sur la trésorerie, des actifs liés à Cordel (écart d'acquisition, marque, base clients, estimation des actifs et notamment des stocks en valeur liquidative) et permet d'isoler dans les comptes 2019, l'impact de la sortie de Cordel en 2020 du Groupe.

Résultat net

Après prise en compte du résultat de Cordel, du résultat financier (+ 20 K€) et du résultat exceptionnel constitué essentiellement de coûts de restructuration (169 K€), de provisions pour litiges (149 K€) et d'amortissements exceptionnels de frais de recherche et développement capitalisés (232 K€), la perte nette du Groupe s'établit à 12 013 K€.

Bilan

Au 31 décembre 2019, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 3,3 M€. Compte tenu d'une trésorerie brute disponible proche de 2 M€ au 31 décembre 2019, l'endettement financier net du Groupe se limite à 1,1 M€, ce qui représente 34% des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2019 (gearing de 34%).

Le Groupe n'ayant pas respecté l'un des covenants bancaires (résultat d'exploitation positif sur l'exercice), il a adressé à la banque CM-CIC, une demande de ne pas mettre en application la clause de remboursement anticipé attachée à ce bris de covenant, demande qui a été accordée par l'établissement avant la clôture de l'exercice.

2.2.2 Cession du site de Barentin

En avril 2019, la Société a cédé une partie de son site de Barentin (Normandie) au fonds d'investissement M7 FAF France dans le cadre d'un schéma de « Sale and Lease-back ». Cette opération, qui a permis d'encaisser 4 075 K€, s'est conclue avec un engagement ferme de location du site pendant 10 ans, mais n'est pas assortie d'une option d'achat au terme de la période de location.

Lucibel a cédé les bâtiments et une partie du terrain, pour une superficie totale de 33 007 m² mais a conservé deux parcelles de réserve foncière, pour une superficie totale de 11 957 m² qui pourront faire l'objet d'opérations de promotion immobilière, ou permettre une extension des bâtiments existants en fonction du développement de l'activité sur le site.

Concernant le traitement comptable de la plus-value réalisée sur la cession de ce site, la Société précise qu'elle a décidé de l'étaler sur les 10 ans d'engagement de location, cette plus-value venant compenser en partie les loyers versés. Ainsi, au titre de l'exercice 2019, aucun résultat exceptionnel n'a été dégagé sur cette opération ; une quote-part de cette plus-value a été comptabilisée en autres produits d'exploitation, pour un montant de 179 K€.

2.2.3 Acquisition de la société Lorenz Light Technic

La Société a acquis en avril 2019, 100% des titres de la société Lorenz Light Technic, spécialisée dans le négoce et l'étude de solutions d'éclairage pour la grande distribution.

Pour cette acquisition, le prix payé par Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement initial en numéraire de 1 100 K€ intervenu le 11 avril 2019 ;
- trois compléments de prix correspondant à :
 - 60% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 mars 2019, soit 191 K€ sur la base des résultats définitifs, payés en juillet 2019.
 - 30% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2019 (exercice comptable du 1^{er} avril 2019 au 31 décembre 2019), soit 85 K€ sur la base des résultats définitifs.

- 20% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2020 (exercice comptable du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020) : ce complément de prix a été évalué à 90 K€ sur la base du budget prévisionnel de 2020.

Le jour du closing, la société Lorenz Light Technic disposait d'une trésorerie, nette de toute dette bancaire, de 586 K€.

2.2.4 Rachat des minoritaires de LuciConnect et dissolution par transmission universelle de patrimoine

En 2019, la Société a racheté les 30% du capital de LuciConnect détenus par les minoritaires, portant ainsi sa participation à 100%. Pour cette acquisition, le prix payé par Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement initial de 75 K€ dont 54 K€ ont été payés en numéraire et le reste en titres Lucibel ;
- un complément de prix correspondant à 2,5% du chiffre d'affaires HT généré par l'activité LuciConnect entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2021. Sur la base des comptes de cette activité au 31 décembre 2019 et d'un budget prévisionnel pour la période allant jusqu'au 30 juin 2021, ce complément de prix a été estimé à 77 K€.

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé la dissolution anticipée de sa filiale LuciConnect et constaté la réalisation effective de la dissolution à compter du 1^{er} novembre 2019. Le tableau ci-après présente le bilan de LuciConnect au moment de la fusion :

ACTIF - en K€	31/10/2019	PASSIF - en K€	31/10/2019
Immobilisations corporelles	4	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	223
Créances clients et comptes rattachés	189		
Autres créances	43		
Valeurs mobilières de placement & disponibilités	40		
Total de l'actif	276	Total du passif	223

L'actif net repris s'élève à 53 K€ à comparer à la valeur des titres de LuciConnect soit 187 K€. La fusion entraîne donc la reconnaissance d'un mali technique de fusion de 134 K€ comptabilisé en résultat financier.

2.3 Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation du Groupe comprend 7 filiales, contrôlées à 100% par Lucibel SA à l'exception de Lucibel Africa (Maroc). Parmi les filiales, deux sont en sommeil (Lucibel Suisse et Diligent Factory). Lucibel Benelux a été liquidée à la fin de l'exercice 2019 et Cordel est en cours de liquidation. Le Groupe comprend également deux entités mises en équivalence, SLMS et Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis).

Enfin, après avoir racheté aux minoritaires les 30% du capital de LuciConnect, le Groupe a réalisé une fusion simplifiée par transmission universelle de patrimoine entre Lucibel SA et LuciConnect au 1^{er} novembre 2019.

Le détail des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2019 est indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

3. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE LUCIBEL

3.1 Compte de résultat consolidé

Analyse de la performance opérationnelle du Groupe

- **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 13 551 K€ sur l'année 2019, contre 17 564 K€ en 2018, le chiffre d'affaires de Cordel représentant plus de 9,5 M€ sur l'exercice 2018.

A périmètre comparable, c'est-à dire en excluant Cordel sur 2018, le chiffre d'affaires progresse de plus de 67% entre les 2 exercices, et de plus de 27% si on retraits le chiffre d'affaires de Lorenz (3 257 K€ sur 9 mois).

L'analyse du chiffre d'affaires selon la zone géographique des clients facturés s'établit comme suit :

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
France	12 585	6 892	16 092
Europe et reste du monde	966	1 197	1 472
Total	13 551	8 088	17 564
Part du CA réalisé avec des clients internationaux	7,1%	14,8%	8,4%

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

La part du chiffre d'affaires réalisée auprès de clients internationaux diminue encore et représente 7,1% du chiffre d'affaires total ce qui traduit le désengagement du Groupe sur les activités à l'étranger.

- **Marge sur achats consommés**

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du taux de marge sur achats consommés.

Données en K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Chiffre d'affaires	13 551	8 088	17 564
Achats consommés	(7 651)	(3 392)	(8 827)
Marge sur achats consommés	5 900	4 696	8 737
<i>En % du CA</i>	<i>43,5%</i>	<i>58,1%</i>	<i>49,7%</i>

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

La marge sur achats consommés au 31 décembre 2019 s'établit à 5 900 K€ contre 8 737 K€ en 2018 et 4 696 K€ sur le périmètre comparable 2018. La marge progresse mais dans des proportions moindres par rapport à l'évolution du chiffre d'affaires. Cette évolution s'explique notamment par l'intégration d'activités dont le taux de marge brute est moins élevé que celui des activités historiques du Groupe. Pour ces activités (Lorenz, LuciConnect et Confidence), les achats consommés incluent les achats de composants et de produits finis, mais aussi des prestations de sous-traitance. Le recours à ces prestataires a un impact sur la marge mais ne grève pas les charges de personnel, et en conséquence la marge nette.

L'évolution de la marge reflète aussi un environnement de plus en plus concurrentiel, qui conforte le Groupe dans sa stratégie d'innovation pour offrir des produits et des solutions à plus forte valeur ajoutée et également, dans sa stratégie de croissance externe, pour positionner le Groupe sur certains segments de marché moins concurrentiels.

- **Résultat d'exploitation**

Données en K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Chiffre d'affaires	13 551	8 088	17 564
Autres produits d'exploitation	828	1 809	1 895
Achats consommés	(7 651)	(3 392)	(8 827)
Charges externes	(2 947)	(2 786)	(5 094)
Charges de personnel	(4 111)	(4 368)	(7 425)
Impôts et taxes	(294)	(289)	(344)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(997)	(1 111)	(1 440)
Autres charges d'exploitation	(76)	(67)	(73)
Résultat d'exploitation	(1 697)	(2 116)	(3 743)

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

Pour l'exercice 2019, la perte d'exploitation s'élève à 1 697 K€ contre une perte de 3 743 K€ sur l'exercice précédent et une perte de 2 116 K€ à périmètre comparable.

La comparaison avec la situation 2018 retraitée confirme une amélioration du résultat d'exploitation même si celui-ci reste en perte.

Les autres produits d'exploitation diminuent entre les deux exercices car, en 2018, ce poste incluait une subvention d'exploitation de 900 K€ obtenue dans le cadre de l'acquisition du site de Barentin. En 2019, ce poste comprend une quote-part de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin.

Toujours à périmètre comparable, on note une augmentation modérée des charges externes entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019. Cependant, si on neutralise l'impact de l'entrée de Lorenz dans le périmètre de consolidation (les charges externes de Lorenz représentant 218 K€ sur 9 mois), le Groupe enregistre une légère diminution de ses charges externes, de l'ordre de 2%.

Hors personnel mis à disposition de Cordel, les charges de personnel enregistrent une baisse entre les deux exercices d'environ 6%, et de 13% si on retire les frais de personnel engagés par Lorenz sur 2019 (333 K€ sur 9 mois). Ces évolutions traduisent le plein effet des mesures prises par le Groupe pour optimiser sa structure de coût.

3.2 Bilan consolidé

Au 31 décembre 2019, le total du bilan consolidé s'établit à 13 527 K€ contre 25 464 K€ au 31 décembre 2018.

- **Actif immobilisé**

En K€	31/12/2019	31/12/2018 publié
Ecart d'acquisition	2 365	8 231
Immobilisations incorporelles	1 335	2 965
Immobilisations corporelles	657	2 087
Immobilisations financières	178	179
Total actif immobilisé	4 535	13 462

L'actif immobilisé a enregistré plusieurs variations exceptionnelles au cours de l'exercice :

- diminution de l'écart d'acquisition liée à la liquidation de Cordel qui a entraîné une dépréciation de l'intégralité de l'écart d'acquisition (6 114 K€). L'acquisition de Lorenz a entraîné la reconnaissance d'un écart d'acquisition de 248 K€. A la clôture de l'exercice, cet écart n'est pas affecté, le Groupe disposant d'un an pour faire cette affectation ;
- diminution des immobilisations incorporelles liée à la dépréciation de la marque Cordel pour 813 K€ et de la dépréciation de la relation clients Cordel pour 220 K€ ;
- diminution des immobilisations corporelles consécutive à la cession d'une partie du site de Barentin en avril 2019.

- **Actif circulant**

En K€	31/12/2019	31/12/2018 publié
Stocks et en-cours	3 051	4 813
Clients et comptes rattachés	1 382	1 816
Autres créances et comptes de régularisation	2 599	3 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 960	1 599
Total actif circulant	8 992	12 002

Le niveau des stocks diminue sensiblement entre les deux exercices et ce, malgré l'intégration du stock de Lorenz Light Technic pour environ 430 K€. Cette évolution est liée à la comptabilisation du stock de Cordel en « Passif net des activités destinées à être abandonnées ».

L'évolution du poste « *Clients et comptes rattachés* » est en adéquation avec celle de l'activité.

La trésorerie à la clôture s'élève à 1 960 K€. Elle a été renforcée au début du 2^{ème} trimestre 2019, avec la vente du site de Barentin qui a permis au Groupe de percevoir un peu plus de 4 M€ bruts.

- **Capitaux propres consolidés**

Les capitaux propres du Groupe s'établissent à 3 313 K€ au 31 décembre 2019, à comparer à des capitaux propres de 15 311 K€ au 31 décembre 2018.

La variation des capitaux propres consolidés sur l'exercice 2019 intègre notamment la perte nette de la période à hauteur de 12 013 K€.

- **Dettes**

Le total de l'endettement consolidé au 31 décembre 2019 s'établit à 8 452 K€ contre 7 791 K€ au 31 décembre 2018 et se décompose de la façon suivante :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts et dettes financières	1 899	1 670
Fournisseurs et comptes rattachés	2 053	3 441
Produits constatés d'avance	2 518	293
Autres dettes et comptes de régularisation	1 982	2 387
Total Dettes	8 452	7 791

L'évolution du poste « *Emprunts et dettes financières* » au cours de l'exercice est liée :

- aux remboursements des échéances d'emprunts et dettes financières pour 1 207 K€ ;
- l'émission de nouveaux emprunts pour 1 097 K€.

Au 31 décembre 2019, le Groupe disposait également d'avances conditionnées pour un montant de 1 185 K€. L'échéancier de ces dettes et emprunts figure en notes 25 et 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

3.3 Liquidités et ressources en capital

La variation nette de trésorerie sur l'exercice est présentée dans les informations financières reprises en début de rapport.

Sur l'exercice 2019, l'insuffisance d'autofinancement s'élève à 3 794 K€ et s'explique par les pertes réalisées sur l'exercice. La variation du besoin en fonds de roulement (BFR) est détaillée ci-dessous :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Variation des stocks	2 330	223
Variation des créances clients	1 755	302
Variation des dettes fournisseurs	(1 248)	(827)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(605)	(1 031)
Variation du besoin en fonds de roulement	2 232	(1 333)

La variation du BFR a entraîné une diminution des besoins de trésorerie liés à l'exploitation. La variation des stocks a eu un impact positif sur le niveau de trésorerie ; elle est en grande partie liée à la situation de Cordel dont les stocks ont été comptabilisés à leur valeur liquidative en fin d'exercice. La réduction des créances clients sur l'exercice a également eu un impact positif sur le besoin en fonds de roulement du Groupe.

En revanche, les financements apportés par les fournisseurs se sont réduits de manière significative entre les deux exercices ce qui a eu un impact négatif sur le niveau de trésorerie. Il en est de même pour les autres actifs et passifs opérationnels qui ont entraîné un besoin de trésorerie supplémentaire.

En 2019, les flux nets de trésorerie relatifs aux opérations d'investissement de 2 521 K€ sont principalement liés à la cession d'une partie du site de Barentin, à l'acquisition de la société Lorenz Light Technic et aux frais de développement.

Enfin, les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement intègrent essentiellement l'incidence des remboursements d'emprunts et des souscriptions de nouveaux emprunts intervenues au cours de l'exercice 2019.

3.4 Activité en matière de recherche et développement

L'innovation est un des axes majeurs de développement et de différenciation du Groupe.

Les équipes en charge du développement des produits, basées sur le site de Barentin, ont orienté leurs travaux autour des trois axes majeurs suivants :

- l'innovation technique : Lucibel assure une veille permanente sur l'arrivée de nouveaux matériaux, composants, puces LED et sous-ensembles proposés par les fabricants, avec l'objectif d'améliorer sans cesse les performances de ses produits en intégrant ou développant des technologies pertinentes pour faire face aux enjeux critiques de l'éclairage SSL (efficacité énergétique, réflexion et diffraction optique, dissipation thermique, stabilité de l'alimentation et de l'électronique embarquée...) ;

- l'innovation produit : les multiples possibilités de fonctionnalités offertes par le monde de l'électronique ouvrent autant de pistes de nouvelles applications de l'éclairage, dépassant la simple fonction de diffusion de la lumière et d'éclairage dans un lieu d'activité pour favoriser de nouveaux usages et bénéfices pour les clients ;
- la protection de la propriété intellectuelle de Lucibel et son extension.

En 2019, les équipes de recherche et développement de la Société ont poursuivi les développements dans les domaines :

- de la transmission de l'information par la lumière en exploitant notamment les technologies VLC et LiFi ;
- de l'éclairage avec la mise au point de produits d'éclairage circadien ;
- de la cosmétique et du bien-être avec la mise au point de produits destinés à ce segment de marché.

Au 31 décembre 2019, le portefeuille de propriété intellectuelle du Groupe comprend 37 familles de brevet assurant la protection de plusieurs technologies développées par LUCIBEL relatives au LiFi, à la photobiomodulation ainsi qu'à des configurations techniques de luminaires.

Parmi ces 37 familles, au moins 3 familles de brevet comprennent des membres à l'international, notamment à travers des extensions aux USA et en Europe qui sont actuellement en cours de procédure devant les offices nationaux compétents.

Par ailleurs, plus de la moitié de ces 37 familles comprennent au moins un titre délivré, c'est-à-dire dont la délivrance a été accordée par au moins un office national.

4. ANALYSE DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

Les données et commentaires présentés ci-après sont issus des comptes annuels de la Société.

4.1 Chiffres clés sociaux

Données du compte de résultat et du bilan (en K€)	2019	2018
Chiffre d'affaires	8 594	5 579
Résultat exploitation	(3 151)	(2 529)
Résultats financier et exceptionnel	(2 369)	(9 257)
Impôts sur les bénéfices	345	422
Résultat net	(5 175)	(11 364)
Endettement financier net (*)	(280)	(750)
Trésorerie	455	568
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*)	(735)	(1 318)
Capitaux propres	2 838	8 014
dont Capital social	14 193	14 193

(*) hors Avance de la Région Normandie comptabilisée au poste « Autres fonds propres » du bilan, et hors comptes courants intragroupe

4.2 Analyse des résultats de la Société

Lucibel a enregistré en 2019 un chiffre d'affaires de 8 594 K€, en nette progression par rapport à l'exercice précédent (+54%). Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires. La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Malgré la mise en œuvre de certaines actions pour maintenir les marges et contrôler les coûts, la Société enregistre une perte d'exploitation de 3 151 K€ sur l'exercice 2019 contre une perte de 2 529 K€ en 2018, qui intégrait la reconnaissance d'une subvention d'exploitation de 900 K€ obtenue dans le cadre de l'acquisition du site de Barentin à Schneider Electric.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 2 577 K€ entre 2018 et 2019 et s'élèvent à 12 296 K€ sur l'exercice. Les principales évolutions sont les suivantes :

- **Augmentation des achats de produits et composants** dont le montant s'établit sur l'exercice 2019 à 4 454 K€ contre 2 586 K€ en 2018. Cette hausse de 72% est à mettre en perspective avec l'évolution de l'activité sur l'exercice 2019. Elle traduit la pression concurrentielle exercée sur la Société et l'effet volume enregistré sur le chiffre d'affaires est en partie compensé par un effet prix.
- **Le poste « Autres achats et charges externes »** augmente de plus de 11% entre les deux exercices et s'établit à 2 722 K€, contre 2 434 K€ en 2018. Une grande partie de cette hausse s'explique par les loyers comptabilisés par la Société pour son site de Barentin suite à la cession de celui-ci, intervenue en avril 2019.
- **Les charges de personnel** sont restées quasiment stables entre les deux exercices et passent de 3 753 K€ en 2018 à 3 809 K€ en 2019.

- **Augmentation des dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises** qui s'élèvent sur l'exercice écoulé à 1 004 K€ contre 629 K€ sur la même période en 2018. L'augmentation s'explique surtout par des dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (frais de recherche et développement activés notamment) et corporelles plus élevées que sur l'exercice précédent (649 K€ nets des reprises contre 481 K€). Les dotations nettes aux provisions sur actifs circulants (stocks et créances notamment) sont également en hausse par rapport à 2018 : 520 K€ contre 247 K€ en 2018. Seules les reprises de provisions nettes pour risques sont un peu supérieures à celles de l'exercice précédent : 165 K€ contre 98 K€ en 2018.

Après prise en compte des pertes financières pour 1 855 K€ et exceptionnelles pour 514 K€, la Société enregistre sur l'exercice 2019 une perte nette de 5 175 K€, contre une perte de 11 364 K€ en 2018 (cf. notes 24 et 25 de l'annexe aux comptes sociaux de la Société).

4.3 Situation financière de la Société

Au 31 décembre 2019, le total du bilan s'établit à 16 292 K€ contre 21 554 K€ au 31 décembre 2018.

Il comporte, à l'actif, des actifs immobilisés à hauteur de 9 561 K€ contre 13 886 K€ au 31 décembre 2018 et des actifs circulants dont la valeur nette s'établit à 6 731 K€ au 31 décembre 2019 contre 7 666 K€ au 31 décembre 2018.

Les actifs immobilisés sont principalement constitués :

- d'immobilisations incorporelles dont la valeur nette au 31 décembre 2019 est de 888 K€ contre 1 425 K€ au 31 décembre 2018 ;
- d'immobilisations financières correspondant essentiellement à la valeur des titres de participation et des créances rattachées aux participations de la Société. La valeur nette du poste « *Immobilisations financières* » au 31 décembre 2019 s'élève à 8 219 K€ contre 10 444 K€ au 31 décembre 2018.

Les actifs circulants sont composés essentiellement :

- des stocks pour une valeur nette de 1 984 K€ au 31 décembre 2019 contre 2 224 K€ au 31 décembre 2018 ;
- du poste « *Clients et comptes rattachés* » qui s'élève à 463 K€ au 31 décembre 2019 contre 1 200 K€ au 31 décembre 2018 ;
- du poste « *Autres créances* » qui s'établit à 3 654 K€ au 31 décembre 2019 contre 3 558 K€ au 31 décembre 2018 et qui intègre la valeur des divers crédits d'impôts déclarés par la Société au titre des exercices précédents ainsi que des retenues de garantie constituées dans le cadre du contrat d'affacturage de la Société ;
- et enfin, du poste « *Valeurs mobilières de placement et disponibilités* » pour 455 K€ contre 568 K€ au 31 décembre 2018.

Au passif, les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2019 s'élèvent à 2 838 K€ contre des capitaux propres de 8 014 K€ au 31 décembre 2018. Ils comprennent un capital social de 14 193 K€. La variation du poste « *Capitaux propres* » sur l'exercice écoulé intègre l'incidence de la perte nette enregistrée sur 2019 à hauteur de 5 175 K€. Les capitaux propres au 31 décembre 2019 étant inférieurs à la moitié du capital social, la Société devra les reconstituer avant le 31 décembre 2022. Une assemblée générale extraordinaire sera consultée en vertu de l'article L.225-248 alinéa 1 du code de commerce à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Enfin, les autres postes de passif s'élèvent à 13 454 K€ au 31 décembre 2019 contre 13 539 K€ au 31 décembre 2018. Les principales variations constatées sur l'exercice écoulé portent sur les postes suivants :

- Autres fonds propres présentant un solde de 1 185 K€ au 31 décembre 2019 contre 1 495 K€ au 31 décembre 2018. Ce poste correspond au solde de l'avance consentie par la région Normandie pour l'implantation de la Société sur le site de Barentin.
- Provisions pour risques et charges présentant un solde de 347 K€ au 31 décembre 2019 contre 362 K€ au 31 décembre 2018 ;

- (iii) Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit dont l'encours restant dû au 31 décembre 2019 s'établit à 735 K€ contre 1 318 K€ au 31 décembre 2018 ;
- (iv) Emprunts et dettes financières diverses auprès du Groupe pour un montant de 5 991 K€ au 31 décembre 2019 contre 7 288 K€ au 31 décembre 2018. La diminution enregistrée entre les deux exercices s'explique en partie par la remontée de dividendes de la filiale Procédés Hallier qui est venue compenser le compte courant de cette filiale.
- (v) Dettes fournisseurs qui s'élèvent à 1 644 K€ au 31 décembre 2019 contre 1 588 K€ au 31 décembre 2018 ;
- (vi) Enfin, le montant des autres dettes s'établit au 31 décembre 2019 à 2 790 K€ contre 592 K€ au 31 décembre 2018. L'augmentation de ce poste sur l'exercice s'explique par la comptabilisation, en produits constatés d'avance, de la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin (2 279 K€).

4.4 Autres informations sur la Société

- **Conséquences sociales de l'activité**

Au 31 décembre 2019, l'effectif total de la Société s'élève à 60 contre 61 au 31 décembre 2018.

L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 39 heures, la différence entre cet horaire et les 35 heures étant constatée sous la forme d'heures supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2019, la Société a veillé à contenir dans des limites raisonnables les niveaux et l'évolution des rémunérations de ses salariés. Elle a consenti parfois à des augmentations de salaires individuelles pour retenir ou récompenser certains de ses collaborateurs. Ces augmentations sont intervenues dans le cadre de discussions individuelles, au cas par cas, et non dans le cadre de négociations collectives.

La Société a également veillé à ce que son organisation respecte les règles en matière de conditions d'hygiène et de sécurité.

En termes de politique salariale, la Société entend mettre en œuvre un juste milieu entre les rémunérations fixes et les parts variables. Cette politique devra tenir compte des contraintes imposées par l'application de la convention collective applicable et des acquis des salariés concernés.

Enfin, et afin d'inciter ses collaborateurs à donner en permanence le meilleur de leurs possibilités et d'attirer de nouvelles compétences, les actionnaires de la Société ont approuvé la mise en place de programmes d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et d'actions gratuites.

Au 31 décembre 2019, la Société n'a pas mis en place d'accord de participation des salariés aux résultats de l'entreprise. Nous vous précisons que la participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce est égale à 0 au 31 décembre 2019.

- **Rachat d'actions par la Société**

En application de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous informons que la Société a utilisé les 16 868 titres qu'elle détenait pour payer une partie des actions LuciConnect rachetées aux minoritaires, le complément ayant été payé en numéraire. Cette opération a entraîné une reprise de provisions de 47 K€. Au 31 décembre 2019, la Société ne détient plus aucune action propre.

- **Dépenses non déductibles fiscalement**

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la Société n'a pas engagé de charges non déductibles fiscalement telles que visées aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

5. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES

5.1 Evènements postérieurs à la clôture

Liquidation de la société Cordel, filiale de la Société

La Société, lors d'un conseil d'administration qui s'est tenu le 9 janvier 2020, a décidé de cesser le soutien financier à sa filiale Cordel, détenue à 100% et spécialiste de l'éclairage de commerces. Depuis le 2nd semestre 2017, cette filiale était confrontée à des difficultés croissantes notamment sur le plan opérationnel. Malgré les mesures prises par la société mère pour restructurer cette filiale et malgré le soutien financier apporté depuis plusieurs mois (avance en compte courant d'environ 4,1 M€), les difficultés se sont aggravées au cours du dernier trimestre 2019 ce qui a conduit la direction de Cordel à déclarer l'état de cessation des paiements le 10 janvier 2020 auprès du Tribunal de Commerce de Rouen. Ce dernier a prononcé la liquidation de la société Cordel le 14 janvier 2020. L'impact dans les comptes de la Société a été pris en compte au 31 décembre 2019 avec une provision à 100 % des titres (lesquels étaient déjà en grande partie provisionnés) et des créances sur cette filiale.

Crise sanitaire du COVID 19

Dès l'annonce des mesures de confinement par le gouvernement, la Société a décidé de placer la majeure partie de son personnel et de celui de ses filiales Procédés Hallier et Lorenz Light Technic, en chômage partiel. En effet, la crise du corona virus a eu un effet immédiat sur les clients de la Société et de ses filiales qui ont annulé ou reporté leurs commandes. Seuls quelques effectifs administratifs ont été maintenus pour répondre à certains impératifs (gestion de la paye, comptabilité, service clients, recouvrement des créances, ...). Les autorisations de recours au chômage partiel ont été accordées par les DIRECCTE concernées pour les 3 sociétés et sont valables jusqu'au 30 juin 2020, avec un quota d'heures permettant de mettre tout le personnel en chômage partiel total si nécessaire.

La Société a activé l'ensemble des dispositifs mis en place par le gouvernement : report d'échéances bancaires pendant 6 mois, suspension des remboursements de l'avance consentie par la région Normandie, report de paiement des charges sociales du 5 avril, négociation de prêt de trésorerie garanti par l'Etat. Au niveau du Groupe, le différé de remboursements d'emprunts et d'avance de la région Normandie représente 405 K€ sur l'exercice. Par ailleurs, le Groupe a obtenu la confirmation de la mise en place de 3 prêts garantis par l'Etat pour 1,6 M€ et d'autres discussions ont été amorcées pour compléter ces financements sur Lorenz Light Technic et Line 5 notamment.

La Société a également pris des mesures pour que l'ensemble des composants nécessaires à la production des commandes en portefeuille soit disponible de sorte que la livraison et la facturation puissent intervenir le plus tôt possible au moment de la levée des mesures de confinement. Une reprise partielle d'activité a été décidée au niveau du site de Barentin, à compter du 14 avril 2020 afin de servir certaines commandes clients et de préparer la reprise plus large de l'activité à compter du 11 mai 2020. En revanche, Procédés Hallier et Lorenz Light Technic ont répondu aux demandes de devis pendant le confinement mais ne reprendront sans doute pas les flux commerciaux avant la fin de celui-ci.

La Société complètera ces informations lors de l'assemblée générale par une communication spécifique sur ce sujet.

5.2 Perspectives

ACTIVITÉ

Le premier trimestre 2020 avait démarré par deux bons mois d'activité commerciale sur l'ensemble des divisions du Groupe. Ainsi, à fin février 2020, le chiffre d'affaires non audité du Groupe, s'élevait à 2,4 M€, en hausse de 56% par rapport à 2019 à périmètre constant (c'est-à-dire hors chiffre d'affaires de Lorenz Light Technic acquise en avril 2019). En intégrant le chiffre d'affaires de Lorenz Light Technic, le chiffre d'affaires progressait de 89% par rapport à la même période de 2019, à un peu plus de 2,8 M€ (chiffres non audités). A fin février, le Groupe était donc confiant sur l'atteinte de son objectif de croissance à deux chiffres de son

chiffre d'affaires et de l'atteinte de la rentabilité au niveau de l'excédent brut d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice.

La crise sanitaire du COVID-19 a soudainement mis entre parenthèses cette dynamique de croissance forte de l'activité commerciale initiée depuis 18 mois et les diverses annonces relatives au confinement ont entraîné un très fort ralentissement économique. Par conséquent, Lucibel a décidé d'abandonner les objectifs annoncés de croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires et d'atteinte d'un excédent brut d'exploitation positif au titre de l'exercice 2020.

Même si à ce jour, il est difficile de mesurer tous les impacts liés à cette situation inédite, le Groupe anticipe un ralentissement de son activité avec une reprise variable suivant les marchés qu'il vous détaille ci-après :

- **Lucibel Pro**

Pour l'activité Lucibel Pro qui intervient auprès des acteurs du secteur tertiaire, le contexte est compliqué avec l'arrêt total de toutes les commandes : la plupart des chantiers est arrêtée et ceux-ci reprendront sans doute après la levée des mesures de confinement (discussions en cours avec les donneurs d'ordre). Une incertitude demeure néanmoins sur le choix des clients dans un contexte de difficultés économiques : les clients vont-ils continuer à privilégier la qualité et le " *Made in France* " (et donc choisir les produits Lucibel) alors que leurs contraintes financières se seront aggravées avec la crise ? Il n'est pas exclu que certains clients feroient des arbitrages au profit de produits d'entrée de gamme en provenance d'Asie. Bien que le Groupe dispose d'une gamme de produits pour répondre à cette demande, ce n'est évidemment pas la stratégie privilégiée (impact négatif sur les marges). Cela nécessitera de plus un besoin de trésorerie pour répondre à ces demandes de produits de négoce (stocks, délai d'approvisionnement...), au moins à court-moyen terme, jusqu'à ce que la demande se rééquilibre.

- **Retail**

Parmi les objectifs de l'année, le Groupe envisageait avant la crise actuelle le démarrage d'une activité Retail sur quelques enseignes ciblées (magasins bio, jardineries, opticiens, audioprothésistes, ...), disposant d'un programme d'ouvertures de points de vente important en 2020 et pour lesquelles la concurrence d'internet est moins présente. Or, avec la crise engendrée par le coronavirus (après celle des grèves de décembre 2019), beaucoup de programmes risquent d'être stoppés ou différés. Le lancement de cette activité dans les conditions envisagées initialement est donc compromis sur 2020.

- **Lorenz Light Technic**

L'impact de la crise sur l'activité de Lorenz Light Technic, qui intervient essentiellement dans le secteur de la grande distribution, devrait être plus limité car il s'agit d'un des rares secteurs de l'économie peu impacté par la crise. La société reçoit de nombreuses demandes de devis pour de nouvelles affaires mais pendant la durée du confinement aucun chantier n'a pu être réalisé. Alors que le chiffre d'affaires de Lorenz affichait une progression depuis 2 ans, il devrait rester stable sur l'exercice en raison du report de ces chantiers.

- **LuciConnect**

L'activité de LuciConnect liée aux grands projets tertiaires va connaître un décalage dans la réalisation de ses projets, qui ne sera pas comblé sur 2020. Ainsi, le projet l'Amiral Bruix est à l'arrêt depuis le 16 mars 2020 et les discussions commerciales sont fortement ralenties avec les clients et prospects suite au confinement. Les perspectives demeurent positives à moyen terme.

- **Line 5**

L'activité Line 5, seule activité destinée au marché des particuliers, est à l'arrêt total puisque tous les salons et les ventes à domicile ont été annulés. Il est fort probable que l'interdiction perdure au-delà de la fin du confinement pour limiter encore les rassemblements de personnes. Aujourd'hui, l'activité dispose d'un relais avec la vente en ligne, mais les revenus générés par ce canal de vente restent limités. La structure de coûts de cette activité étant variable, elle s'adapte au niveau d'activité mais sa contribution à la rentabilité du Groupe risque d'être compromise si le confinement dure trop longtemps. Quant à la clientèle professionnelle, esthéticiennes et salons de bien-être, leurs points de vente sont fermés jusqu'à nouvel ordre. La crise nous prive donc de toute visibilité sur cette gamme, alors que le Groupe a réinternalisé la totalité de la gamme produits sur le site de Barentin début 2020 dans le but d'améliorer ses marges.

- **Procédés Hallier**

La crise du coronavirus a un impact majeur sur les acteurs de l'évènementiel dont l'activité va mettre du temps à redémarrer, la plupart des grands événements prévus jusqu'à l'été 2020 ayant été annulés.

Les commandes en provenance des musées devraient reprendre à leur réouverture (date incertaine) car les projets initiés avant la crise vont se poursuivre. Le Groupe anticipe donc un impact sur l'activité de Procédés Hallier du fait de la crise : une partie du chiffre d'affaires ne sera pas réalisée sur l'exercice même si un rattrapage en fin d'année est possible sur l'activité muséographie (mais pas sur le secteur de l'évènementiel).

Pour assurer le redémarrage de ses activités dans de bonnes conditions, le Groupe devra être en mesure de répondre favorablement aux demandes de ses clients dans les meilleurs délais par la fourniture de produits à valeur ajoutée, majoritairement issus de Barentin, avec un délai de livraison le plus court possible.

FINANCEMENTS

Les besoins de trésorerie pour financer l'exploitation se trouvent accentués par la crise du COVID-19, qui a eu pour conséquence directe de tendre les relations avec les fournisseurs. En effet, ces derniers sont devenus très attentifs à la situation économique de leurs clients et n'hésitent plus à demander un paiement d'acompte ou un paiement total à la livraison.

Malgré les mesures prises pour limiter l'impact de la crise sur le niveau de trésorerie, l'absence de revenus sur les différentes entités va peser sur la trésorerie, notamment en raison du maintien de certaines charges fixes comme les loyers et charges locatives, locations de véhicules, prestations informatiques, abonnements divers,

Même si le Groupe n'a pas identifié de risque particulier de défaillance au niveau de ses clients, il n'est pas exclu d'enregistrer certains retards de paiement. Néanmoins, le Groupe ayant recours à un contrat d'affacturage pour financer la plupart de ses encours, l'impact de ces retards devrait rester faible au niveau de la trésorerie disponible.

Dans ce contexte, et pour permettre au Groupe de poursuivre son activité avec un bon niveau de réactivité, des démarches ont été entreprises auprès de plusieurs partenaires financiers pour mettre en place des prêts garantis par l'Etat dans le cadre des dispositifs spécifiques adoptés par le gouvernement. A ce jour, la Banque Populaire d'Alsace a donné son accord à Lorenz Light Technic pour un prêt de 600 K€ et le CIC pour 2 prêts de 500 K€ chacun, l'un porté par la filiale Procédés Hallier et l'autre par la Société. Le Groupe attend des réponses d'autres banques dans les prochains jours notamment pour mettre en place ce dispositif pour Line 5 ou un complément sur Lorenz (370 K€).

6. FILIALES ET PARTICIPATIONS

6.1 Mouvements de participation et sociétés contrôlées

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation de la Société comprend 7 filiales contrôlées majoritairement par la Société et 2 entités (SLMS et Lucibel Middle East) mises en équivalence (cf. note 2 de l'annexe aux comptes consolidés)

6.2 Analyse des résultats des filiales

Procédés Hallier

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis le 30 décembre 2013 commercialise des solutions d'éclairage à destination des musées et enseignes de luxe. En 2019, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 2 161 K€ et généré un bénéfice net de 541 K€.

Lorenz Light Technic

Cette filiale, acquise à 100% par la Société le 11 avril 2020, propose des solutions d'éclairage à destination de la grande distribution. Intégrée au Groupe depuis sa date d'acquisition ; elle a réalisé un chiffre d'affaires de 3 257 K€ et dégagé un résultat net de 289 K€.

Line 5

Créée en novembre 2014, cette filiale, détenue à 100% par la Société, est spécialisée dans la vente de produits bien-être et cosmétiques à destination des particuliers a enregistré un chiffre d'affaires en léger retrait sur l'exercice (- 6 % par rapport à 2018), l'activité ayant été impactée par le mouvement des « gilets jaunes » en début d'exercice. Cependant, grâce à une meilleure maîtrise de certaines charges, notamment le système de rémunération des VDI (vendeurs à domicile indépendants), son résultat net s'est amélioré et s'élève à 22 K€ sur l'exercice 2019.

Cordel SAS

La société Cordel SAS, filiale à 100% de la Société, spécialisée dans le domaine de l'éclairage pour magasins, a réalisé un chiffre d'affaires de 6,7 M€ en 2019 et, compte tenu de difficultés opérationnelles importantes a enregistré une perte nette estimée à 2,5 M€. Les perspectives très dégradées de Cordel ont conduit la Société à prendre la décision de suspendre son soutien financier à sa filiale et de déclarer l'état de cessation des paiements le 10 janvier 2020. Le 14 janvier 2020, le Tribunal de Commerce de Rouen a déclaré la liquidation judiciaire directe de la société, rendant impossible l'établissement d'états financiers complets et fiables : dans ces conditions, l'audit des comptes n'a pu être réalisé. Les chiffres communiqués sont seulement des estimations, le Groupe ayant retenu une valeur liquidative pour les actifs notamment pour les stocks.

LuciConnect

Cette société a fait l'objet d'une fusion simplifiée par transmission universelle de patrimoine après le rachat des minoritaires par la maison mère. Cette opération est intervenue au 1^{er} novembre 2019. Avant la fusion, LuciConnect a réalisé un chiffre d'affaires de 581 K€ et dégagé un bénéfice de 177 K€, chiffres intégrés à la consolidation Groupe. Le chiffre d'affaires total de cette activité sur l'ensemble de l'exercice 2019 s'élève à 801 K€.

Lucibel Africa

Cette filiale, détenue à 80% par la Société, commercialise les produits du Groupe essentiellement au Maroc où est le siège de la filiale. Sur l'exercice 2019, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 317 K€ et enregistré une perte nette de 85 K€.

Lucibel Benelux

Cette filiale constituée en 2010 et détenue à 100% par la Société, n'avait plus d'activité depuis 2018 et a été liquidée au cours de l'exercice. La perte nette enregistrée au titre de l'exercice 2019 s'élève à 2 K€.

Lucibel Middle East

Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis) est une filiale détenue par la Société à hauteur de 40%, depuis juillet 2016. Sur l'exercice 2019, la filiale a rencontré d'importantes difficultés commerciales en raison d'un marché local qui s'est fortement resserré, beaucoup de projets tertiaires étant annulés ou reportés. La filiale a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 250 K€, en baisse de 50% par rapport à 2018, et a enregistré une perte de 165 K€ contre une perte nette de 32 K€ en 2018.

Lucibel Suisse

Lucibel Suisse, détenue à 100% par la Société, est une société mise en sommeil depuis le dernier trimestre 2016.

Diligent Factory (Chine)

En 2018, le Groupe a mis fin à l'activité de cette filiale (constituée en 2010 et détenue à 100% par Lucibel), qui consistait en une activité de support au sourcing de composants et de produits en Asie ainsi que de contrôle qualité.

6.3 Tableau des filiales et des participations

Nous vous prions de vous reporter à la note 32 de l'annexe aux comptes annuels 2019 de la Société.

7. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous proposons à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2019, de constater d'une part que la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élève à la somme de 5 174 773 ,95€ et d'affecter ladite perte au compte report à nouveau, qui présentera, après l'affectation du résultat proposée, un solde débiteur de 54 305 280,58 €.

Il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

8. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Nous vous remercions de prendre acte des conventions réglementées qui sont reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Suite aux modifications législatives, ce rapport ne prend pas en compte les conventions entre la Société et ses filiales détenues à 100%.

9. ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE

9.1 Montant et structure du capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social de Lucibel s'élève à 14.193.496 euros, divisé en 14.193.496 actions entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, d'une valeur nominale de 1 euro par action.

A cette date, le capital de la Société se répartit de la façon suivante (base non diluée) :

Actionnaires	Base non diluée			
	Nombre d'actions	% du capital et de droits de vote théoriques	Nb. de droits de vote exerçable en AG	% de droits de vote réels
F.Granotier et Etoile Finance (société holding)	1 753 394	12,35%	1 753 394	12,35%
Aster Capital	1 429 897	10,07%	1 429 897	10,07%
Flottant	11 010 205	77,58%	11 010 205	77,58%
TOTAL	14 193 496	100,00%	14 193 496	100,00%

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'autres porteurs détenant plus de 5% du capital. Aucune action ne dispose à la clôture de l'exercice d'un droit de vote double.

9.2 Titres non représentatifs de capital

Au 31 décembre 2019, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

9.3 Capital autorisé mais non émis, engagement d'augmentation de capital

Le tableau ci-après récapitule la situation des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières en vigueur à ce jour, telles qu'elles résultent de l'assemblée générale réunie le 25 juin 2019 :

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Nombre	
7 (AGM 25/06/2019)	Autorisation à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions	25/06/2019 25/12/2020 (18 mois)					
8 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	10.000.000 € (1) 20.000.000 € (2)				10.000.000 € 20.000.000 €
9 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	10.000.000 € (1) 20.000.000 € (2)				10.000.000 € 20.000.000 €
10 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée, par voie d'une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (placement privé)	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	15.000.000 € (1) dans la limite de 20% du capital social à la date de l'opération 20.000.000 € (2)				
11 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée	25/06/2019 25/12/2020 (18 mois)	10.000.000 € (1) 20.000.000 € (2)				10.000.000 € 20.000.000 €
12 (AGM 25/06/2019)	Autorisation d'augmenter, conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 8 ^{ème} à 11 ^{ème} résolutions	25/06/2019 Même échéance que la résolution concernée	10.000.000 € (1) 20.000.000 € (2)				10.000.000 € 20.000.000 €

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 30.000.000 € (en vertu de la 14^{ème} résolution de l'AGM du 25/06/2019)

(2) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 40.000.000 € (en vertu de la 14^{ème} résolution de l'AGM du 25/06/2019)

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Nombre	
13 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes, ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	10.000.000 € (1)				10.000.000 €
14 (AGM 25/06/2019)	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	-	30.000.000 € (1) 40.000.000 € (2)				
15 (AGM 25/06/2019)	Emission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	5% du capital social	-	-	-	Non utilisée
16 (AGM 25/06/2019)	Emission de BSPCE, avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce	25/06/2019 25/12/2020 (18 mois)	500.000 €				500 000 €
17 (AGM 25/06/2019)	Autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées conformément à l'article L225-197-1 du code de Commerce	25/06/2019 25/08/2022 (38 mois)	3% du capital social à la date de l'attribution				Non utilisée
18 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles sans droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'un échange de titres financiers	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	10.000.000 €				10.000.000 €

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 30.000.000 € (en vertu de la 14ème résolution de l'AGM du 25/06/2019)

(2) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 40.000.000 € (en vertu de la 14ème résolution de l'AGM du 25/06/2019)

9.4 Autres titres donnant accès au capital

• Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »)

Au 31 décembre 2019, le nombre de BSPCE attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 676 250, donnant le droit de souscrire à 676 250 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 2,86 € par action. A cette date, 416 750 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice de bons attribués au cours des années 2015 à 2017 à un prix moyen de 3,57 € par action. Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de l'attribution des bons et sous conditions de présence du salarié dans l'entreprise pour les BSPCE attribués à partir du Conseil d'administration du 6 avril 2016.

- **Options de souscription d'actions**

Au 31 décembre 2019, le nombre d'options de souscription attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 51 500, donnant le droit de souscrire à 51 500 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 6,95 € par action. A cette date, ces options sont toutes exerçables. Au risque de devenir caduques, elles devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution.

- **Attributions gratuites d'actions (« AGA »)**

Au 31 décembre 2019, le nombre d'AGA attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires en cours d'acquisition et non annulées s'établit à 10 000, donnant le droit de souscrire à 10 000 actions nouvelles de la Société. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à deux ans, soit jusqu'au 3 avril 2020. Lesdites actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période de conservation d'une année supplémentaire, soit le 3 avril 2021.

10. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

10.1 Composition et fonctionnement du conseil d'administration

La Société est constituée sous forme de société anonyme à conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée des fonctions d'administrateur est de trois ou six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Ils sont toujours rééligibles. Depuis l'assemblée générale du 28 juin 2018, toutes les nouvelles nominations ou les renouvellements se font pour 3 ans

Le conseil d'administration a opté, depuis la constitution de la Société, pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Au cours de l'exercice écoulé, un administrateur a démissionné le 31 juillet 2019. Un nouvel administrateur a été coopté par le conseil d'administration le 9 janvier 2020 pour un mandat de 3 ans à compter de 2020, soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes 2022. Sa cooptation sera ratifiée par l'assemblée générale réunie pour statuer sur les comptes de l'exercice 2019.

A la date d'approbation par le conseil d'administration du présent rapport, le conseil d'administration est composé de cinq membres dont quatre administrateurs personnes physiques et un administrateur personne morale.

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
Frédéric Granotier Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 Barentin	Président	22 octobre 2009 Président depuis le 24 novembre 2009	31 décembre 2020	Directeur Général	En dehors du Groupe : - Gérant d'Etoile Finance SARL - Vice-président du Conseil de surveillance de la société Younited Credit - Président de MUTUM SAS Au sein du Groupe : - Administrateur de SLMS - Gérant de la société Line 5 - Représentant de Lucibel SA, Président de Cordel SAS, Procédés Hallier SAS et Lorenz Light Technic SAS
Nicolas Reboud 45 rue de Richelieu 75 001 Paris	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2020	Néant	En dehors du Groupe : Gérant d'Arceus Finance France SARL
Catherine Coulomb 36-38 Avenue Kleber 75 016 Paris	Administrateur indépendant	20 février 2014 (Cooptation)	31 décembre 2020	Néant	En dehors du Groupe : Présidente d'Elemic2 Conseil SAS
Mark Fouquet 16, avenue des 27 Martyrs 78 400 Chatou	Administrateur indépendant	9 janvier 2020 (Cooptation)	31 décembre 2022	Néant	En dehors du Groupe : - Gérant de la société Simpl-Fi - Administrateur de Guerbet SA
Aster Capital Partners SAS représenté par Jean-Marc Bally 26, avenue de l'Opéra 75 001 Paris	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2020	Néant	En dehors du Groupe : Président de la société Aster Capital Partners SAS Président de la société Arcane SAS Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS : • Présidence société Aster Fab SAS • Présidence société Aster Class SAS Président du Comité d'Administration de Finalcad SAS Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS : • aux Conseils d'administration des sociétés : Jet Metal Technologies SAS, Ordinal Software SA, Solairedirect SA, Hightech Bio Activities SA, Casanova SAS, Next generation cooling Ltd ; • au Comité stratégique des sociétés Optireno SAS, MGF SAS (Easybike Group), Cosmotech SAS, Joul SAS (ekWateur), Eficia SAS, Karos SAS; • au Comité de suivi de Immo Digital Services (Habiteo) • au Conseil de surveillance de Teem Photonics SA

10.2 Direction générale

A la date du présent rapport, la direction générale de la Société est composée comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Mandat	Date de première nomination	Echéance du mandat	Principales fonctions hors de la Société
Frédéric Granotier Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	Président– Directeur Général	24 novembre 2009	Echéance de son mandat d'administrateur (à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2020)	Gérant de la société Etoile Finance SARL
Yves-Henry BREPSON Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	Directeur Général Délégué	15 mars 2017		Directeur Général de Procédés Hallier et de Cordel

Le mandat de Monsieur Yves Henry Brepson, nommé Directeur Général Délégué par le Conseil d'administration du 15 mars 2017, a été renouvelé par le conseil d'administration du 9 janvier 2020.

Messieurs Edouard Lebrun et Christophe Jurczak, directeurs généraux délégués de la Société ont quitté le groupe au 1^{er} trimestre 2019.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

10.3 Rémunérations et avantages de chaque dirigeant mandataire social

Le versement total ou partiel des rémunérations variables cibles des dirigeants mandataires sociaux est soumis à l'appréciation du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, apprécie l'atteinte ou non par chaque dirigeant des objectifs fixés, qui sont liés à la performance individuelle du dirigeant et à celle du Groupe, au regard des critères qui lui ont été préalablement fixés tels que : le respect des résultats par rapport au budget, la capacité à faire évoluer l'outil industriel et l'organisation du groupe, l'obtention de nouveaux financements et la notoriété générale du Groupe.

Rémunérations du Président-Directeur Général

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Frédéric GRANOTIER	Exercice 2018		Exercice 2019	
Président Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	109 600	109 600	130 000	130 000
Rémunération variable	33 333	- ⁽²⁾	23 333	33 333 ⁽³⁾
Rémunération indirecte (1)	150 000	150 000	150 000	150 000
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature			4 472	4 472
TOTAL	292.933	259 600	307 805	317 805

(1) Correspond aux honoraires versés par la Société à la société Etoile Finance, société holding familiale contrôlée par Monsieur Frédéric Granotier, dans le cadre de la convention de prestations de services de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques conclue avec la Société.

(2) Au titre de l'exercice 2017

(3) Au titre de l'exercice 2018

En complément à ces rémunérations, Monsieur Frédéric Granotier a bénéficié d'attributions de BSPCE de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Frédéric GRANOTIER par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	27/05/2011	07/12/2011	31.728	30.000	5,00	(1) (2)
Plan n°2	27/05/2011	09/02/2012	44.216	20.000	6,50	(1)(2)
Plan n°4	27/06/2013	04/07/2013	56.060	20.000	7,50	(1)(2)
Plan n°5	07/03/2014	07/03/2014	59.800	20.000	9,50	(1)(2)
Plan n°7	20/06/2016	07/07/2016	31.075	50.000	2,02	(3)
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(4)
Plan n°8	15/05/2017	03/04/2018	78 000	30.000	2,6	(4)
TOTAL				200.000		

(1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution.

(2) Les BSPCE n'ayant pas été exercés avant le terme du délai de 5 années d'exerçabilité, ont été annulés soit un total de 90 000 BSPCE

(3) Les BSPCE sont devenus exerçables à l'issue du Conseil d'administration du 15/03/2017 qui a arrêté les comptes consolidés 2016, l'objectif d'EBITDA Groupe ayant été dépassé.

(4) Les BSPCE ont été annulés, les critères d'attribution n'ayant pas été atteints.

Directeur Général Délégué en charge des Opérations

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Yves-Henry BREPSON	Exercice 2018		Exercice 2019	
Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	120 000	120 000	120 000	120 000
Rémunération variable	15 000	21 666 ⁽¹⁾	16 666	15 000 ⁽²⁾
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	6 515	6 515	6 513	6 513
TOTAL	141 515	148 181	143 179	141 513

(1) Au titre de l'exercice 2017

(2) Au titre de l'exercice 2018

En complément à ces rémunérations, Monsieur Yves Henry BREPSON a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(1)
Plan n°9	28/06/2018	26/04/2019	30.000	30.000	1,00	(1)
TOTAL				60.000		

(1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution sous conditions de présence dans la société.

Attribution d'Actions Gratuites (AGA) à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribuées	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	20/06/2016	15/03/2017	31 643	7 660	-	(1)
TOTAL				7 660		

(1) La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 2 ans, soit du 15 mars 2017 au 15 mars 2019 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 15 mars 2019 au 15 mars 2020.

Directeur Général Délégué en charge des Innovations

Pour rappel, Monsieur Edouard Lebrun a quitté l'entreprise le 25 février 2019 et a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué le 24 janvier 2019.

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Edouard LEBRUN	Exercice 2018		Exercice 2019	
Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	70 647	70 647	20 935	20 935
Rémunération variable	10 000	6 000 ⁽¹⁾		10 000 ⁽²⁾
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle			17 336 ⁽³⁾	17 336
Jetons de présence				
Avantages en nature	2 723	2 723	425	425
TOTAL	83 370	79 370	38 696	48 696

(1) Au titre de son activité en 2017

(2) Au titre de son activité en 2018

(3) Dans le cadre du licenciement économique

En complément à ces rémunérations, Monsieur Edouard LEBRUN a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Edouard LEBRUN par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°8	15/05/2017	03/04/2018	78 000	30.000	2,6	⁽¹⁾
TOTAL				30.000		

(1) Ces BSPCE sont devenues caducs puisqu'ils ne peuvent être exercées que sous condition de présence dans l'entreprise.

Attributions d'Actions Gratuites (AGA) à M. Edouard LEBRUN par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribuées	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	20/06/2016	15/03/2017	10 327	2 500	-	⁽¹⁾
TOTAL				2 500		

(1) Cette attribution d'actions gratuites n'a pas donné lieu à création d'actions nouvelles, Monsieur Edouard Lebrun ayant quitté l'entreprise avant l'expiration du délai d'acquisition fixé à 2 ans, soit jusqu'au 17/03/2019.

Directeur Général Délégué en charge de la Stratégie, de la Recherche et du Développement

Pour rappel, Monsieur Christophe JURCZAK a démissionné de son mandat de Directeur Général Délégué le 31 janvier 2019 et a quitté la Société à cette même date.

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Christophe JURCZAK ⁽¹⁾	Exercice 2018		Exercice 2019	
Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	81 506	81 506	6 764	6 764
Rémunération variable				
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature				
TOTAL	81 506	81 506	6 764	6 764

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur BREPSON (Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Directeur Général de Procédés Hallier et de Cordel) en cas de révocation sans juste motif ou de non-renouvellement de mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

Enfin, le conseil d'administration du 15 avril 2020 a décidé de proposer à l'assemblée générale de voter l'attribution d'une rémunération aux administrateurs de 10 K€ suite à leur implication toute particulière dans leur assistance à la direction dans la gestion des difficultés de la société Cordel.

10.4 Opérations sur titres réalisées par les directeurs généraux et administrateurs

Acquisitions /Exercices

Aucune opération d'acquisition ou d'exercice n'a été réalisée sur l'exercice 2019.

Cessions

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE (en €)	MONTANT DE L'OPERATION
F.Granotier et Etoile Finance	Actions	132 394	1,178	155 957 €

10.5 Comité d'audit

Le conseil d'administration réuni en date du 23 juin 2015 a décidé de mettre en place un comité d'audit composé de deux membres : Madame Catherine Coulomb, membre du conseil d'administration de Lucibel, administrateur indépendant, et le fonds Aster Capital, représenté par Monsieur Jean-Marc Bally, membre du conseil d'administration de Lucibel.

Ce comité d'audit a été constitué en dehors de toute obligation légale.

Le comité d'audit est chargé notamment :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- d'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- et, de manière générale, d'apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

Le comité d'audit se réunit au moins deux fois par an, selon un calendrier fixé par son président, pour examiner les comptes consolidés annuels et semestriels, sur un ordre du jour arrêté par son président. Il peut se réunir aussi à la demande de son président, de deux de ses membres, ou du président du conseil d'administration de la Société.

Le comité d'audit ne s'est pas réuni pour l'examen des comptes semestriels et annuels de l'exercice.

10.6 Conventions (article L.225-37-4 2° du code de commerce)

Nous vous signalons qu'en application de l'article L.225-37-4 2° du code de commerce nous n'avons connaissance d'aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de notre Société et, d'autre part, une autre société dont notre Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

10.7 Renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

Le Conseil d'administration de la Société indique que les mandats des commissaires aux comptes de la Société arrivant à expiration, l'assemblée générale du 29 juin 2020 sera amenée à statuer sur leur renouvellement ou sur la nomination de nouveaux commissaires aux comptes.

11. AUTRES INFORMATIONS

11.1 Prises de participation et de contrôle

Au cours de l'exercice écoulé, le périmètre des filiales et des participations de la Société a évolué suite au rachat de la société Lorenz Light Technic, au rachat des minoritaires de LuciConnect ensuite fusionnée avec la Société le 1^{er} novembre 2019.

La prise de participation de 100% de Lorenz Light Technic s'est réalisée pour une valeur de 1 533 K€.

11.2 Identité des détenteurs du capital

Les actionnaires identifiés détenant plus de 5% du capital au 31 décembre 2019 sont :

- Frédéric Granotier directement et indirectement via sa société Etoile Finance : 12,35%
- Aster Capital Partners : 10,07%

11.3 Etat des engagements hors bilan

Se reporter à la note 27 de l'annexe aux comptes annuels 2019 de la Société.

11.4 Informations sur les délais de paiement des clients et fournisseurs

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 avril 2016 pris en application de l'article D. 441-4 du code de commerce, nous vous présentons sous forme de tableau les informations requises sur les délais de paiement des clients et des fournisseurs correspondant à la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des créances sur les clients et des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance en K€ :

	Article D. 441 I. - 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour	1 à 30 jours	31à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement (hors factures fournisseurs non parvenues, hors factures clients à établir, clients effets à recevoir)												
Montant des factures concernées	-804	-207	-24	59	-46	-217	1 431	323	55	21	34	432
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	-10%	-3%	0%	1%	-1%	-3%	*					
Pourcentage du CA TTC de l'exercice												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Montant total des factures exclues					-72	-72	0	6	66	8	2 352	2 432

NB : les ventilations concernent les postes nets

L'établissement de l'analyse des factures clients non réglées à la clôture appelle les observations suivantes :

- Les factures cédées dans le cadre du contrat d'affacturage, du fait du caractère « confidentiel » de ce contrat sont comprises dans l'analyse ci-dessus alors que le montant correspondant figure dans les engagements hors bilan (1 498 K€) ;
- Dans les factures exclues figurent les factures en litige et les clients douteux.

11.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice social clos le 31 décembre 2015	Exercice social clos le 31 décembre 2016	Exercice social clos le 31 décembre 2017	Exercice social clos le 31 décembre 2018	Exercice social clos le 31 décembre 2019
1 – Capital en fin d'exercice					
Capital social	8 784 595 €	9 414 316 €	10 519 961 €	14 193 496 €	14 193 496 €
Nombre des actions ordinaires existantes	8 784 595	9 414 316	10 519 961	14 193 496	14 193 496
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- Par exercice de droits de souscription/AGA	1 519 341	1 166 750	989 294	828 334	737 750
2 – Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	11 707 082 €	12 621 809 €	6 268 234 €	5 578 966 €	8 594 220€
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(6 476 147 €)	(1 446 315 €)	(1 769 660 €)	(8 351 700 €)	(479 642 €)
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	-
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(7 319 113 €)	(905 215 €)	(1 966 152 €)	(11 364 139 €)	(5 174 774 €)
Résultat distribué	-	-	-	-	-
3 – Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,66 €)	(0,11 €)	(0,13 €)	(0,56 €)	0,06€
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(0,83 €)	(0,10 €)	(0,19 €)	(0,80 €)	(0,36 €)
Dividende attribué à chaque action					
4 – Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	53	27	26	60	60
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 184 970 €	1 524 954 €	1 721 938 €	2 713 986 €	2 751 727 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvre sociale...)	1 305 190 €	584 876 €	600 254 €	1 038 767 €	1 057 667 €

11.6 Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Se reporter au chapitre 4 « *Facteurs de risques* » du Prospectus de la Société visé par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 17 décembre 2015, disponible sur le site internet de Lucibel, espace Investisseurs, rubrique Documents.

11.7 Résultats financiers du Groupe au cours des 5 derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	2015	2016	2017	2018	2019
I. - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social (i)	8 785	9 414	10 520	14 193	14 193
b) Nombre d'actions émises	8 784 595	9 414 316	10 519 961	14 193 496	14 193 496
II. -Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe (i)	28 122	27 138	19 369	17 564	13 551
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions (i)	(5 213)	13	(994)	(2 645)	(10 389)
c) Impôts sur les bénéfices (i)	29	(2)	(2)	75	(91)
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (i)	(6 267)	(857)	(1 820)	(5 068)	(12 013)
e) Montant des bénéfices distribués (i)	-	-	-	-	-
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions (ii)	(0,59)	-	(0,17)	(0,19)	(0,73)
b) Bénéfice après impôts amortissements et provisions (ii)	(0,71)	(0,09)	(0,17)	(0,36)	(0,84)
c) Dividende versé à chaque action					
IV. - Personnel					
a) Nombre de salariés à la clôture	153	147	142	131	112 (iii)
b) Montant de la masse salariale (i)	7 911	5 829	5 479	5 439	4 737(iv)
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (i)	3 098	2 476	2 193	1 986	1 744 (v)

(i) Montant en K€

(ii) Montant en €

(iii) Dont 31 salariés Cordel

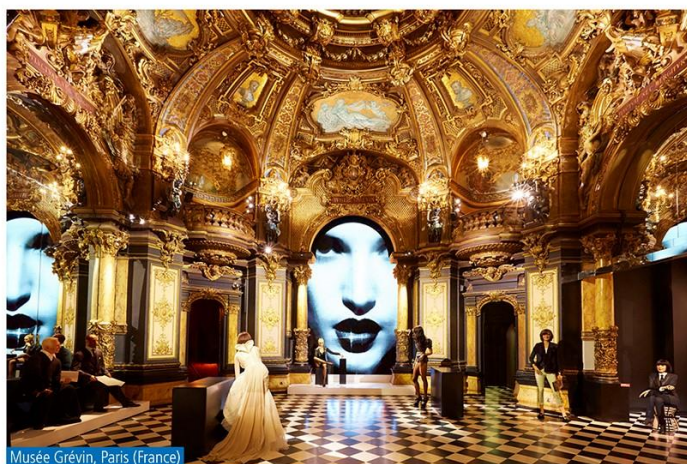
(iv) Dont 1 243 K€ pour Cordel

(v) Dont 422 K€ pour Cordel

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPTES CONSOLIDÉS 2019

GROUPE LUCIBEL



**Comptes consolidés établis en normes françaises
pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2019**

1. COMPTE DE RÉSULTAT

Données en K€	Notes	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Chiffre d'affaires	4	13 551	8 088	17 564
Achats consommés	5	(7 651)	(3 392)	(8 827)
Marge sur achats consommés		5 900	4 696	8 737
en % du chiffre d'affaires		43,5%	58,1%	49,7%
Charges externes	6	(2 947)	(2 786)	(5 094)
Charges de personnel	7	(4 111)	(4 368)	(7 425)
Impôts et taxes		(294)	(289)	(344)
Autres produits d'exploitation	8	828	1 809	1 895
Autres charges d'exploitation		(76)	(67)	(72)
Excédent brut d'exploitation		(700)	(1 005)	(2 303)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	9	(997)	(1 111)	(1 440)
Résultat d'exploitation		(1 697)	(2 116)	(3 743)
Résultat financier	10	20	(20)	(84)
Résultat courant des sociétés intégrées		(1 677)	(2 136)	(3 827)
Résultat exceptionnel	11	(578)	(281)	(1 301)
Impôt sur les bénéfices	12	(91)	75	75
Résultat des activités destinées à être abandonnées	13	(9 515)	(2 711)	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		(11 861)	(5 053)	(5 053)
Quote part des sociétés mises en équivalence	14	-	-	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(152)	(15)	(15)
Intérêts minoritaires		-	-	-
Résultat net		(12 013)	(5 068)	(5 068)
<i>Résultat net par action</i>	15	<i>(0,85)</i>	<i>(0,42)</i>	<i>(0,42)</i>
<i>Résultat net dilué par action</i>	15	<i>(0,85)</i>	<i>(0,42)</i>	<i>(0,42)</i>

(*) Les chiffres « 31/12/2018 retraité » correspondent aux chiffres « 31/12/2018 publié » desquels a été retraité le compte de résultat contributif de la société Cordel à cette même date. La contribution consolidée de Cordel au résultat du Groupe a été enregistrée sur la ligne « Résultat des activités destinées à être abandonnées ».

2. BILAN

ACTIFS – en K€	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Ecart d'acquisition	16	2 365	8 231
Immobilisations incorporelles	17	1 335	2 965
Immobilisations corporelles	18	657	2 087
Immobilisations financières		178	179
Total actif immobilisé		4 535	13 462
Stocks et en-cours	19	3 051	4 813
Clients et comptes rattachés	20	1 382	1 816
Autres créances et comptes de régularisation	21	2 599	3 773
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22	1 960	1 599
Total actif circulant		8 992	12 002
TOTAL ACTIF		13 527	25 464

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en K€	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Capital	23	14 193	14 193
Primes liées au capital		42 784	42 784
Réserves de conversion groupe		(194)	(187)
Réserves et résultats accumulés		(53 470)	(41 479)
Total Capitaux propres		3 313	15 311
Intérêts minoritaires		-	-
Autres fonds propres	25	1 185	1 495
Provisions	26	454	867
Emprunts et dettes financières	27	1 899	1 670
Fournisseurs et comptes rattachés	28	2 053	3 441
Autres dettes et comptes de régularisation	29	4 500	2 680
Total Dettes		8 452	7 791
Passif net des activités destinées à être abandonnées	30	123	-
TOTAL PASSIF		13 527	25 464

3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Données en K€ sauf nombre d'actions	Capital		Primes d'émission	Actions propres	Réserves et résultats accumulés	Ecart de conversion	Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère
	Nbre d'actions	Montant					
Au 31/12/2017 retraité	10 519 961	10 520	40 836	(396)	(36 015)	(178)	14 768
Augmentations de capital	3 673 535	3 673	1 948	-	-	-	5 621
Résultat net de la période	-	-	-	-	(5 068)	-	(5 068)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Au 31/12/2018	14 193 496	14 193	42 784	(396)	(41 083)	(187)	15 311
Opérations sur actions propres	-	-	-	22	-	-	22
Résultat net de la période	-	-	-	-	(12 013)	-	(12 013)
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	(7)	(7)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Au 31/12/2019	14 193 496	14 193	42 784	(374)	(53 096)	(194)	3 313

4. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	(12 013)	(5 068)
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants constatée dans la ligne de variation des créances clients et des stocks ci-dessous)	8 296	1 616
Gains ou pertes sur cession	(57)	0
Produit / Charge d'impôt sur le résultat	(20)	-
Marge brute d'autofinancement (A)	(3 794)	(3 452)
Variation des stocks	2 330	223
Variation des créances clients	1 755	302
Variation des dettes fournisseurs	(1 248)	(827)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	(605)	(1 031)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)	(1 562)	(4 785)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(351)	(1 924)
Décaissements liés aux frais de développement immobilisés	(112)	(369)
Décaissements liés aux prêts et dépôts	(95)	(35)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	4 146	-
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	105	16
Flux de trésorerie liés aux opérations de regroupement d'entreprise	(1 172)	(411)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (C)	2 521	(2 723)
Augmentation de capital de la société mère	-	5 521
Cession (acquisition) d'actions propres	26	-
Remboursement d'emprunts et de dettes financières (y.c avances conditionnées)	(1 207)	(1 714)
Emission d'emprunts et de dettes financières	1 097	570
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (D)	(84)	4 377
Incidence des variations des cours de devises (E)	1	2
Trésorerie des activités abandonnées (F)	(508)	0
Variation de trésorerie nette (B+C+D+E+F)	368	(3 129)
Trésorerie à l'ouverture	1 592 (*)	4 721
Trésorerie à la clôture	1 960	1 592 (*)

(*) la trésorerie se décompose en 1 599 K€ de trésorerie et 7 K€ de trésorerie passive

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

ASPECTS GENERAUX	46
Note 1 Comptes consolidés et principes comptables	46
Note 2 Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises	54
Note 3 Secteurs opérationnels	55
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	56
Note 4 Chiffre d'affaires	56
Note 5 Achats consommés	57
Note 6 Charges externes	57
Note 7 Effectifs et charges de personnel	58
Note 8 Autres produits d'exploitation	58
Note 9 Dotations aux amortissements et aux provisions	59
Note 10 Résultat financier	60
Note 11 Résultat exceptionnel	60
Note 12 Impôts sur les bénéfices	61
Note 13 Résultat des activités destinées à être abandonnées	62
Note 14 Entités mises en équivalence	63
Note 15 Résultat par action	63
NOTES RELATIVES AU BILAN	64
Note 16 Écarts d'acquisition	64
Note 17 Immobilisations incorporelles	66
Note 18 Immobilisations corporelles	67
Note 19 Stocks	68
Note 20 Clients et comptes rattachés	68
Note 21 Autres créances et comptes de régularisation	69
Note 22 Trésorerie et équivalents de trésorerie	69
Note 23 Capitaux propres et informations sur le capital	69
Note 24 Plans d'options et assimilés	70
Note 25 Autres fonds propres	73
Note 26 Provisions	73
Note 27 Emprunts et dettes financières	74
Note 28 Fournisseurs et comptes rattachés	76
Note 29 Autres dettes et comptes de régularisation	76
Note 30 Passif des activités destinées à être abandonnées	77
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	78
Note 31 Engagements hors bilan	78
Note 32 Informations sur les parties liées	79
Note 33 Événements post-clôture	79
Note 34 Honoraires des commissaires aux comptes	80

ASPECTS GENERAUX

Informations relatives à l'entreprise

Le Groupe Lucibel (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes basées en particulier sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché des professionnels pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les commerces, les musées, les bureaux et l'industrie. Le Groupe se diversifie dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière pour laquelle la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à internet par la lumière).

La société mère du Groupe, Lucibel SA (la « **Société** »), créée en 2008, est une société anonyme, régie par les dispositions de la loi française et dont le siège social est situé à Barentin (France).

Le Groupe Lucibel compte 112 collaborateurs au 31 décembre 2019 dont 31 salariés pour la filiale Cordel et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 13,5 M€ au cours de l'exercice 2019.

NOTE 1 – Comptes consolidés et principes comptables

Les comptes consolidés sont établis suivant le règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n°99-02 du 29 avril 1999.

Les comptes annuels consolidés 2019 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 28 avril 2020.

Au début de l'exercice 2020, la Société Lucibel a décidé de ne plus apporter de soutien financier à sa filiale Cordel, confrontée à d'importantes difficultés opérationnelles depuis plusieurs mois, difficultés qui s'étaient accrues sur les derniers mois de l'exercice rendant tout retour à la rentabilité quasiment impossible. Cette décision a conduit la direction de Cordel à déclarer l'état de cessation des paiements auprès du Tribunal de Commerce de Rouen qui a prononcé la liquidation judiciaire immédiate de cette société le 14 janvier 2020, rejoignant ainsi l'analyse financière faite par la direction du groupe Lucibel. Dans ce contexte, la production d'états financiers fiables au 31 décembre 2019 pour Cordel s'est avérée compliquée. Le Groupe a donc choisi de présenter le compte de résultat en isolant le résultat de Cordel sur une ligne intitulée « Résultat des activités destinées à être abandonnées ». De même, dans le bilan, figure une ligne intitulée « Passif net des activités destinées à être abandonnées » qui regroupe la valeur des actifs et des passifs de Cordel, les actifs étant évalués à leur valeur liquidative et les passifs étant maintenus tels qu'ils ressortent de la comptabilité de la filiale au 31 décembre 2019. Cette présentation reflète, pour l'exercice 2019, l'activité du Groupe selon son nouveau périmètre.

Pour permettre une comparaison entre l'exercice écoulé et l'exercice 2018, le Groupe a décidé de communiquer, lorsque cela était possible, les données pour 2018 telles qu'elles ont été publiées et des données 2018 retraitées, c'est-à-dire en excluant Cordel du périmètre. A défaut, il est fait mention dans chaque note de l'annexe d'informations relatives à Cordel afin de fournir une information précise sur l'impact de la liquidation de Cordel sur les comptes consolidés.

Financement et continuité d'exploitation

Au cours de l'exercice 2019, les besoins de financement de la Société et de ses filiales ont été couverts principalement grâce à la cession d'une partie du site de Barentin pour un montant de 4 075 K€ et à la souscription de 2 nouveaux emprunts pour un montant total de 1 096 K€.

Au 31 décembre 2019, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible de 1 960 K€ et de capitaux propres positifs à hauteur de 3 313 K€. A cette date, l'endettement du Groupe s'élève à 3 084 K€ (y compris 1 185 K€ d'avances conditionnées).

Dans le contexte de la crise sanitaire du COVID-19, le Groupe a entrepris des démarches auprès de ses partenaires financiers historiques pour mettre en place des prêts garantis par l'Etat, qui lui permettront de poursuivre le financement de l'exploitation avec un différé de remboursement d'un an. Le prêt garanti par l'Etat offrant la possibilité à l'emprunteur de transformer le prêt de trésorerie consenti en prêt moyen terme, le Groupe évaluera la nécessité de maintenir son endettement au terme du différé de remboursement. Le montant total des prêts garantis par l'Etat obtenu par le Groupe au moment de l'arrêté des comptes s'élève à 1,6 M€, et des discussions se poursuivent avec d'autres partenaires pour éventuellement augmenter ce montant.

Par ailleurs, des reports d'échéances de 6 mois ont été obtenus de la part des différents établissements de crédit et de la région Normandie pour les dettes conditionnées, allégeant sur l'exercice 2020 la charge normale de remboursement des emprunts en cours au 31 décembre 2019 (cf. notes 25 et 27) de 405 K€.

Les sociétés du Groupe ont également eu recours au dispositif de chômage partiel et sollicité les autorisations administratives afin de pouvoir utiliser cette possibilité jusqu'au 30 juin 2020 si nécessaire. Sur la base d'une hypothèse de reprise d'activité progressive en mai, le Groupe estime que les mesures de chômage partiel auront permis au Groupe d'alléger ses charges de personnel d'environ 500 K€ sur l'exercice 2020.

Le Groupe a demandé fin mars le remboursement du Crédit Impôt Recherche et du Crédit Impôt Innovation pour un montant total de 104 K€ et celui-ci est intervenu début avril.

Il convient également de préciser que la Société, dans le cadre du bail de son usine de Barentin, bénéficie d'une franchise de loyer de 85 K€, franchise prévue contractuellement et couvrant la période d'arrêt total de l'activité due, notamment, aux mesures de confinement.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2019.

Jugement et recours à des estimations

La préparation des états financiers nécessite, de la part de la Direction de Lucibel, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des actifs et des passifs, sur ceux des produits et des charges, et sur l'information donnée dans les notes aux états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont déterminées à partir de l'expérience opérationnelle accumulée, de données de marché disponibles et sur la base d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs dans l'application des principes comptables retenus par le Groupe. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Lucibel pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les estimations retenues qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers portent notamment sur les éléments suivants :

- Appréciation de la valorisation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée indéterminée

Le Groupe LUCIBEL considère qu'il n'y a pas de durée d'utilisation limitée aux écarts d'acquisition et aux marques comptabilisés à l'actif de son bilan. En conséquence, ces éléments incorporels ne font pas l'objet d'un amortissement mais de tests de valeur à la clôture de chaque exercice dont les modalités sont précisées aux notes 16 et 17 de l'annexe.

- Reconnaissance des frais de développement à l'actif

Lucibel consacre des efforts importants à la recherche et au développement. Dans ce cadre, Lucibel doit effectuer des jugements et interprétations :

- pour déterminer les frais de développement qui doivent être capitalisés lorsque les six critères définis par l'article 212-3 du Plan comptable général sont satisfaits ;
- pour apprécier le caractère recouvrable de ces actifs qui repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité.

- Provisions

Lucibel peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par Lucibel dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à sa charge. Lucibel se rapproche de ses conseils et met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer sa meilleure estimation du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque. Les provisions sont présentées en note 26.

Description des principes comptables

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe sur tous les exercices présentés, à l'exception de la société Cordel pour l'exercice 2019 où des valeurs liquidatives ont été retenues et notamment pour les stocks de cette entité.

Méthodes de consolidation

(i) Périmètre de consolidation

Les entités contrôlées par la Société sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les entités dans lesquelles la société détient une influence notable sont mises en équivalence.

(ii) Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leur exercice au 31 décembre de chaque année.

Principes de conversion

L'euro est la monnaie de présentation des comptes du Groupe et est également la monnaie fonctionnelle de la société mère Lucibel et de ses filiales, hormis celles qui sont établies hors de la zone euro.

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les ventes de marchandises et services en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en euro en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

Les différences de change relatives aux éléments monétaires qui font en substance partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans une filiale étrangère consolidée sont inscrites directement en écart de conversion dans les capitaux propres.

(ii) *États financiers des activités à l'étranger*

Pour les besoins de la consolidation, les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris l'écart d'acquisition, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en écarts de conversion, composante distincte des capitaux propres.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

Devises		Taux de clôture 31/12/2019	Taux Moyen 2019	Taux de clôture 31/12/2018	Taux Moyen 2018
AED	Dirham EAU	4,12031	4,16596	4,21160	4,32583
CHF	Franc Suisse	1,08540	1,11245	1,12690	1,12930
CNY	Yuan	7,82050	7,73549	7,87510	7,83980
HKD	Dollar de Hong Kong	8,74730	8,77150	8,96750	8,90260
MAD	Dirham Marocain	10,86957	10,91373	10,95790	11,07400

Méthodes d'évaluation

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe prend le contrôle :

- les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont évalués à la valeur d'utilité pour les biens destinés à l'exploitation ;
- les intérêts minoritaires sont évalués à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- le prix d'acquisition de l'entité acquise, prenant en considération les compléments de prix éventuels définis dans le contrat d'acquisition et les coûts directement imputables à l'acquisition ;
- l'évaluation totale des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise.

L'identification et la valorisation des actifs et passifs s'appuient sur une démarche explicite et documentée. Le Groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du 1^{er} exercice ouvert postérieurement à l'acquisition pour affecter l'écart d'acquisition dégagé. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses et les conditions déterminées lors de l'acquisition, étant rappelé qu'à ce jour aucune acquisition de titres n'a généré un écart d'acquisition négatif.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé. L'entité détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ce dernier n'est pas amorti. Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

L'entité doit apprécier, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur actuelle. Si sa valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est non limitée, le test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Les dépréciations comptabilisées ne sont jamais reprises.

Immobilisations incorporelles

(i) Immobilisations acquises (en dehors des regroupements d'entreprises)

Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et font l'objet d'un amortissement dès lors qu'elles ont une durée de vie limitée ; elles font l'objet de tests de valeur dans le cas contraire.

(ii) Recherche et développement

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de nouveaux produits ou pour en améliorer substantiellement les performances, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Ces conditions sont considérées remplies lorsque les six critères de capitalisation imposés par l'article 212-3 du Plan comptable général sont démontrés :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- intention de la Société d'achever le projet,
- capacité de celle-ci à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet,
- évaluation fiable des dépenses de développement.

Les autres dépenses de développement, engagées notamment en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

(iii) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

(iv) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations Clients	7 à 10 ans
Brevets, frais de recherche et développement	1 à 3 ans
Licences et logiciels	1 à 3 ans

(v) *Dépréciation*

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et les immobilisations incorporelles en cours, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre, ou lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Pour les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Immobilisations corporelles

(i) *Actifs dont le Groupe est propriétaire*

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (charges directes et indirectes engagées en vue d'amener les biens concernés en état de production), diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir. § *Dépréciation*).

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées de vie utile différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

(ii) *Actifs loués*

Les immobilisations financées au moyen d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan dès lors qu'elles incluent une clause de rachat. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessous et la dette correspondante figure au passif dans le poste « *Emprunts et dettes financières* » et est présentée entre une part courant et une part non courante.

(iii) *Coûts ultérieurs*

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

(iv) *Amortissements*

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée de vie utile estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules en location financement	4 à 5 ans

Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

Le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits. Lorsque ces ventes sont associées à une prestation d'installation, le chiffre d'affaires est reconnu au terme de la prestation de services.

Le Groupe offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux généralement d'une durée de 12 à 36 mois pour laquelle le Groupe comptabilise une provision pour garantie.

Le Groupe accorde des remises de fin d'année à certains distributeurs selon les accords de distribution signés. Ces remises de fin d'année sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Stocks

Les stocks sont constitués (i) de composants utilisés dans le cadre de la fabrication des produits et solutions LED commercialisés par le Groupe et (ii) de produits finis.

Les stocks sont évalués au coût d'achat, calculé principalement selon la méthode du coût moyen pondéré augmenté le cas échéant des frais d'approche. Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur des stocks détenus est inférieure à leur valeur de réalisation, notamment suite à des changements intervenus dans la gamme de produits vendus ou lorsque des difficultés d'écoulement existent.

Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsqu'il existe des risques identifiés d'irrecouvrabilité, étant rappelé que les entités du Groupe ont souscrit des assurances crédit dont les effets sont pris en compte dans l'évaluation des provisions éventuelles.

Le Groupe a recours à un prestataire d'affacturage (factor) auprès duquel il cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement à court terme. De ce fait, les sommes avancées par le factor, en règlement anticipé des créances clients, sont constatées en moins du poste clients en application de la réglementation comptable. Par ailleurs, il convient de préciser que les contrats d'affacturages ne sont pas sans recours pour le factor puisqu'ils stipulent que les créances clients cédées par le Groupe et non réglées 45 jours après leur échéance seront « définancées ».

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires.

Les découverts bancaires ou soldes créditeurs de banque figurent au bilan, dans la rubrique « *Emprunts et dettes financières* » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

Provisions

En accord avec les articles 322-3 et 322-2 du Plan comptable général, une provision est comptabilisée dans le résultat lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe.

Emprunts et passifs financiers

Les emprunts et autres dettes financières sont constitués :

- des emprunts bancaires, ainsi que d'autres emprunts divers et les intérêts courus afférents,
- des contrats de crédit-baux,
- des découverts bancaires.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Avantages du personnel

Les engagements de retraite sont les seuls avantages du personnel à long terme. Ils sont constitués par les indemnités de fin de carrière (IFC) légales et conventionnelles du personnel des entités françaises. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés ; il est comptabilisé en résultat d'exploitation dans le poste « *Dotations aux amortissements et provisions* ». L'incidence des variations d'hypothèse est constatée immédiatement en compte de résultat.

Les autres plans de retraite supportés par le Groupe sont des plans à cotisations définies pour lesquels l'engagement de l'employeur se limite au versement des cotisations prévues.

Impôt sur le résultat

Depuis 2014 le Groupe bénéficie du régime d'intégration fiscale auquel adhère toutes les entités détenues à plus de 95% et ce, dès l'exercice suivant celui de leur acquisition.

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires qui apparaissent dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Résultat par action

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat net de l'ensemble consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, calculé en fonction des dates d'encaissement des fonds provenant des augmentations de capital réalisées.

Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires et des immobilisations ou actifs employés, ventilation du résultat d'exploitation) par secteur d'activité ou zone géographique, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles, la segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle étant issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne de l'entreprise.

Titres de l'entreprise consolidante

Les actions propres sont portées en réduction des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées.

Subventions

Le Groupe réalise des dépenses de recherche et développement et peut bénéficier à ce titre d'un Crédit d'Impôt Recherche (CIR) ou d'un Crédit d'Impôt Innovation (CII), qui sont assimilés à des subventions publiques.

La part du CIR/CII relative à des frais de développement capitalisés est enregistrée en « *Produits constatés d'avance* » et reconnue en résultat au rythme de l'amortissement des actifs incorporels correspondants. La part concernant des frais de recherche est constatée en résultat sur le même exercice que les frais correspondants.

Le Groupe bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Ces avances sont enregistrées en « *Autres fonds propres* ».

NOTE 2 - Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises

Le Groupe a acquis 100% des titres de la société Lorenz Light Technic le 11 avril 2019 pour un prix d'acquisition total de 1 533 K€, y compris les coûts d'acquisition.

En 2019, la Société a racheté les 30% du capital de LuciConnect détenus par les minoritaires, portant ainsi sa participation à 100%. Le Groupe a ensuite réalisé une fusion simplifiée par transmission universelle de patrimoine.

Lucibel SA détient 20% de la société Citéclaire, mais le Groupe n'exerçant aucune influence notable sur cette filiale, elle n'entre pas dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation, constitué des filiales consolidées par intégration globale et des entreprises consolidées par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Adresse du siège social	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2019	% contrôle 2018
Lucibel SA	101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	France	IG	Société mère	
Cordel (2)	101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	France	IG	100%	100%
Diligent Factory (3)	Room 1025, Tongsheng Technology Building, Dalang, Longhua, Shenzhen, China	Chine	IG	100%	100%
LINE 5	9 avenue Edouard Belin 92 500 RUEIL MALMAISON	France	IG	100%	100%
Lorenz Light Technic (4)	7A rue Ampère 67 120 DUTTLENHEIM	France	IG	100%	-
Lucibel Africa	22 rue Charam Achaykh Palmier, 20000 Casablanca	Maroc	IG	80%	80%
Lucibel Asia (3)	Unit 109, 1/F., Morlite Building, 40 Hung To Road, Kwun Tong, KOWLOON, HONG KONG	Chine (Hong Kong)	IG	100%	100%
Lucibel Benelux (5)	Battelsesteenweg 455E 2800 MECHELEN - Belgique	Belgique	IG	100%	100%
Lucibel Suisse (3)	Chemin des Chalets 7, 1279 CHAVANNES DE BOGIS	Suisse	IG	100%	100%
Luciconnect (6)	9 avenue Edouard Belin 92 500 RUEIL MALMAISON	France	IG	100%	70%
Procédés Hallier	69, rue Victor Hugo 93 100 MONTREUIL	France	IG	100%	100%
Lucibel Middle East	P.O Box 341407 , Dubai Silicon Oasis, Suntech Tower, Office 609, DUBAÏ	EAU	MEQ	40%	40%
SLMS (3)	35 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON	France	MEQ	50%	50%(7)

(1) IG : Intégration globale, MEQ : Mise en équivalence

(2) société dont la liquidation a été prononcée le 14 janvier 2020

(3) société en sommeil

(4) société acquise en avril 2019

(5) société liquidée en décembre 2019

(6) société ayant fait l'objet d'une transmission universelle du patrimoine sur 2019

(7) depuis mars 2018

NOTE 3 - Secteurs opérationnels

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de Lucibel.

Il n'existe qu'un seul secteur d'activité au sein du Groupe Lucibel qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions LED.

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 4 - Chiffre d'affaires

Répartition du CA selon la zone géographique des entités de facturation	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
France	13 234	7 860	17 336
Afrique - Moyen Orient	317	228	228
Total	13 551	8 088	17 564

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
France	12 585	6 892	16 092
Afrique - Moyen Orient	533	485	479
Europe et reste du monde	433	711	993
Total	13 551	8 088	17 564

Répartition du CA par nature	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Ventes de marchandises	13 226	7 884	16 409
Prestations de service	325	204	1 155
Total	13 551	8 088	17 564

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

Le chiffre d'affaires diminue de manière significative entre 2018 et 2019, passant de 17 564 K€ à 13 551 K€. Pour mieux analyser cette évolution, il convient de rappeler que le chiffre d'affaires réalisé par Cordel en 2018 était de l'ordre de 9,5 M€. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires enregistre une forte hausse dont une partie s'explique par la croissance externe : en effet, la contribution de Lorenz Light Technic au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 3 257 K€ sur l'exercice. Ainsi, la croissance organique peut être évaluée à 27% entre les deux exercices, confirmant ainsi la dynamique commerciale sur les activités historiques du Groupe.

La part des prestations de service dans le chiffre d'affaires diminue fortement passant de 6,6% du chiffre d'affaires en 2018 à 2,4% en 2019. Cordel réalisant une partie de son chiffre d'affaires avec une offre « fournie posée », cette évolution est logique. A périmètre comparable, la part de chiffre d'affaires réalisée en prestations de service en 2018 s'élève à 2,5% et est donc quasiment stable sur 2019.

NOTE 5 – Achats consommés

Les achats consommés se décomposent comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Achats et variation de stock de matières premières	2 664	1 473	1 669
Achats et variation de stock de marchandises	4 023	1 578	6 556
Achats d'études et sous-traitance	761	32	64
Achats non stockés de matières et fournitures	203	309	538
Achats consommés	7 651	3 392	8 827

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

Entre 2018 et 2019, les achats consommés diminuent mais dans des proportions moins significatives que la baisse du chiffre d'affaires. En effet, l'intégration de Confidence (rachetée en octobre 2018) et de Lorenz Light Technic (rachetée en avril 2019), ainsi que le développement de l'activité LuciConnect ont induit une augmentation des achats d'études et de sous-traitance. Le recours à ces prestations de service permet d'ajuster les charges au niveau de l'activité, limite l'impact sur les charges de personnel mais de ce fait, a un impact sur ce niveau de marge brute.

A périmètre comparable, les achats consommés doublent entre les deux exercices : cette hausse est liée d'une part à l'évolution du chiffre d'affaires et d'autre part au recours à la sous-traitance.

NOTE 6 - Charges externes

Le tableau ci-dessous détaille les charges externes supportées par le Groupe :

En K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Sous-traitance générale	16	19	20
Locations et charges locatives	395	374	968
Entretiens et réparations	129	86	245
Assurances	79	63	190
Etudes et recherche	0	7	7
Honoraires et commissions	1 176	1 157	1 577
Publicité	218	265	336
Transports sur achats et ventes	459	331	660
Frais déplacements - Missions - Réception	251	263	783
Frais postaux et téléphone	145	125	194
Services bancaires	55	51	64
Autres	24	45	50
Total	2 947	2 786	5 094

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

L'analyse de l'évolution des charges externes entre 2018 et 2019 indique une baisse de l'ordre de 40% mais il est nécessaire de retraiter les charges engagées par Cordel en 2018 pour établir un comparatif fiable entre les deux exercices. Les éléments présentés dans la colonne intitulée « 31/12/2018 retraité » permettent de mesurer l'évolution des charges externes sur un périmètre comparable. La faible augmentation enregistrée

entre 2018 et 2019 (+5.7%) est essentiellement liée à l'augmentation des frais de transport, conséquence directe de la croissance de l'activité. Cette hausse est donc parfaitement maîtrisée et en adéquation avec le développement de l'activité.

De plus, il convient de souligner que ces charges externes incluent les charges externes de Lorenz Light Technic pour un montant d'environ 218 K€ sur 9 mois.

Parmi les autres évolutions, il faut souligner la quasi stabilité du poste « *Honoraires et commissions* » et des frais de déplacements. L'augmentation du poste « *Entretiens et réparations* » résulte d'une augmentation des frais de maintenance informatique avec l'intégration de l'activité Confidence dans le périmètre du Groupe qui a nécessité des ajustements du système d'informations.

Les frais de publicité ont été réduits au cours de l'exercice par rapport à l'exercice précédent, le Groupe ayant décidé de réduire le contrat conclu avec une agence de relations presse et de limiter la participation du Groupe aux salons commerciaux, ne conservant que ceux qui présentaient un intérêt commercial confirmé.

NOTE 7 - Effectifs et frais de personnel

Effectifs

Au 31 décembre 2019, l'effectif total du Groupe s'élève à 112 contre 131 au 31 décembre 2018, 31 personnes étant salariés de Cordel. Une partie du personnel de Lucibel SA a été mise à disposition de Cordel et représente un effectif moyen d'un peu plus de 8 personnes.

Charges de personnel

En K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Rémunérations et charges sociales	(4 111)	(4 368)	(7 425)

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

Au cours de l'exercice 2019, les charges de personnel, hors Cordel et personnel mis à disposition de Cordel, ont représenté 4 111 K€ à comparer avec les 4 368 K€ de l'exercice précédent hors Cordel. Cette diminution serait plus forte sans l'intégration, dans le Groupe, des effectifs de Lorenz Light Technic dont les charges de personnel se sont élevées à 333 K€ sur 9 mois au cours de l'exercice 2019.

En neutralisant l'impact de l'entrée de Lorenz Light Technic dans le périmètre de consolidation, le Groupe enregistre une diminution de 13,5 % de ses charges de personnel à périmètre constant. Ces évolutions traduisent le plein effet des mesures prises par le Groupe pour optimiser ses coûts de personnel.

NOTE 8 - Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Production stockée	102	27	27
Frais de développement capitalisés	103	473	473
Subvention d'exploitation	1	902	903
Autres produits	546	188	188
Transfert de charges	76	219	304
Total	828	1 809	1 895

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

Les frais de développement capitalisés correspondent à une partie des frais de personnel de recherche portée par Lucibel SA. La diminution constatée entre les deux exercices s'explique principalement par des projets de recherche moins conséquents que ceux entrepris sur les exercices antérieurs.

En 2018, le poste « *Subvention d'exploitation* » correspondait à une subvention de 900 K€ reçue lors de l'acquisition du site industriel de Barentin en contrepartie de l'embauche, depuis 2015, de salariés appartenant à la société SAEG, propriétaire du site de Barentin et filiale du groupe Schneider Electric.

Le poste « *Autres produits* » comprend :

- le crédit d'impôt recherche qui correspond à la part du CIR/CII 2019 attribuable aux dépenses de recherche conservées en charge et à la reprise en résultat des CIR des années antérieures au rythme de l'amortissement des dépenses de recherche capitalisées ;
- la quote-part de plus-value sur la cession du site de Barentin reconnue au titre de l'exercice 2019 pour un montant de 179 K€.

Le poste « *Transfert de charges* » est principalement constitué des reclassements des coûts relatifs aux opérations de restructuration en charges exceptionnelles. C'est sur ce dernier poste exclusivement que le retraitement des comptes 2018 a un impact mais celui-ci n'est pas significatif.

NOTE 9 - Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Dot. / (Rep.) - amortissements sur immo. incorporelles	598	390	578
Dot. / (Rep.) provisions - amortissements sur immo. corporelles	189	204	209
Dot. / (Rep.) provisions sur stock	147	(67)	57
Dot. / (Rep.) provisions sur créances clients	249	687	721
Dot. / (Rep.) provisions	(186)	(103)	(125)
Total	997	1 111	1 440

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

Les dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles concernent les dépenses de recherche et de développement qui sont capitalisées et amorties en moyenne sur 3 ans à compter du début de la commercialisation du produit visé par les frais de recherche.

En 2018, les dotations sur créances clients intègrent une provision de 600 K€ qui porte sur des créances commerciales envers Lucibel Middle East (société mise en équivalence). Une dotation complémentaire a été passée en 2019 permettant de provisionner l'intégralité des créances sur cette entité dont le recouvrement est devenu très incertain suite à un ralentissement significatif du marché au Moyen Orient (210 K€).

NOTE 10 - Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

En K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Intérêts et charges assimilées	(40)	(83)	(114)
Différences négatives de changes	(15)	(14)	(14)
Autres charges financières	(4)	(2)	(22)
Total des charges financières	(59)	(100)	(150)
Différences positives de changes	20	17	17
Autres produits financiers	59	63	49
Total des produits financiers	79	80	66
Résultat financier	20	(20)	(84)

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

NOTE 11 – Résultat exceptionnel

Les principales composantes du résultat exceptionnel sont les suivantes :

En K€	31/12/2019	31/12/2018 retraité (*)	31/12/2018 publié
Pertes sur cession	13		
Autres produits et charges exceptionnels	(209)	(238)	(336)
(Dot.) / Rep. provisions	(382)	(43)	(965)
Total	(578)	(281)	(1 301)

(*) Les chiffres 2018 retraités correspondent aux chiffres 2018 à périmètre comparable, c'est-à-dire sans Cordel

Le poste « *Autres produits et charges exceptionnels* » intègre les coûts du plan de restructuration mis en œuvre par le Groupe à partir du 2^{ème} trimestre 2018, dont certains concernaient directement Cordel, d'où l'évolution entre le montant publié et le montant retraité.

Pour rappel, le Groupe avait comptabilisé en 2018 (chiffres publiés), une dépréciation exceptionnelle de 662 K€ de la marque Cordel inscrite à l'actif du bilan. Cette dépréciation de 662 K€, sur un montant total de 1 475 K€, avait été estimée selon la méthode des redevances et tenait compte de l'évolution du marché des commerces de proximité. Cette provision ne figure pas dans les chiffres retraités car transférée en « Résultat des activités destinées à être abandonnées » (cf. note 13).

Ont été également enregistrées en résultat exceptionnel différentes provisions pour litiges.

NOTE 12 - Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

Le produit d'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
(Charge) Produit d'impôt courant	(111)	75
(Charge) Produit d'impôts différés	20	-
Total	(91)	75

Impôts différés par nature

En K€	31/12/2019	Variation	Entrée de périmètre	31/12/2018
Immobilisations incorporelles	(204)	310	0	(514)
Déficits reportables et autres différences temporaires	207	(289)	(18)	514
Total	3	21	(18)	0

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôt hors résultat des mises en équivalence et des activités abandonnées	(2 407)	(5 143)
<i>Taux d'impôt en vigueur</i>	<i>28,00%</i>	<i>33,33%</i>
(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur	674	1 714
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
Déficits antérieurs non activés utilisés	6	-
Déficits de la période non activés	(648)	(1 629)
Différentiel de taux	(2)	34
Autres éléments	(121)	(44)
(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat	(91)	75

Au 31 décembre 2019, les déficits fiscaux non activés du Groupe, qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs, s'établissent et se répartissent comme suit :

Montants en base en K€	31/12/2019	31/12/2018
France	42 715	42 521
Afrique	125	153
Total	42 840	42 774

Les déficits reportables en France, soit 42 840 K€ au 31 décembre 2019, sont reportables de manière indéfinie. L'utilisation des reports déficitaires est néanmoins plafonnée : conformément aux textes fiscaux en vigueur, l'imputation d'un déficit antérieur est plafonnée à 50% du bénéfice imposable de l'exercice au-delà de 1 M€.

Les déficits reportables au Maroc (125 K€) sont reportables sur une durée de 4 ans.

Les déficits reportables des entités en sommeil n'ont pas été repris car il y a peu de probabilité qu'ils puissent être utilisés par le Groupe.

Il est précisé que, depuis le 1^{er} janvier 2014, Lucibel SA a constitué un groupe d'intégration fiscale avec les sociétés Cordel Développement, Cordel, et Procédés Hallier. A partir du 1^{er} janvier 2015, la société Line 5 et à compter du 1^{er} janvier 2016, la société Lucibel Barentin ont rejoint l'intégration fiscale du Groupe. Lucibel Healthcare qui était dans le groupe d'intégration fiscale en 2014 et 2015 a été absorbée par voie de TUP en 2016. De même, Lucibel Barentin et Cordel Développement ont été absorbées par voie de TUP en 2018.

NOTE 13 - Résultat des activités destinées à être abandonnées

Les principaux agrégats du compte de résultat de Cordel sont présentés dans le tableau ci-après. Les données 2019 sont le résultat d'une estimation du Groupe sur la base des éléments comptables dont il disposait au moment de la décision de liquider Cordel (14 janvier 2020). Les chiffres n'ont pas été audités contrairement à ceux de 2018 qui ont été audités et intégrés aux états financiers consolidés du Groupe.

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Chiffre d'affaires	6 693	9 476
Résultat d'exploitation	(1 864)	(1 627)
Résultat financier	(88)	(65)
Résultat exceptionnel	(1 449)	(1 020)
Dépréciation écart d'acquisition	(6 114)	0
Résultat net des activités destinées à être abandonnées	(9 515)	(2 711)

Le résultat exceptionnel de 2018 inclut des provisions pour risques et charges et une dépréciation exceptionnelle de 662 K€ de la marque Cordel.

Pour l'exercice 2019, le résultat exceptionnel est essentiellement constitué :

- des provisions enregistrées au cours de l'exercice pour des litiges sociaux ;
- du complément de dépréciation de la marque (813 K€) ;
- du complément d'amortissement de la relation clients de sorte que celle-ci soit totalement amortie au 31 décembre 2019, soit 32 K€ d'amortissement supplémentaire qui auraient dû être enregistrés en 2020 (l'amortissement normal de 188 K€ restant comptabilisé en résultat d'exploitation).

Hors dépréciations des éléments incorporels et des dépréciations d'écarts d'acquisition, la contribution de Cordel à la ligne « résultat net des activités destinées à être abandonnées » s'élève à 2 368 K€.

NOTE 14 – Entités mises en équivalence

Depuis le 1^{er} juillet 2015, la société SLMS détenue à 47%, puis à 50% depuis mars 2018, dont le contrôle est exercé conjointement, et depuis le 1^{er} juillet 2016 la société Lucibel Middle East détenue à 40%, sont mises en équivalence dans les comptes du Groupe Lucibel.

En K€	SLMS	Lucibel Middle East
Pourcentage de contrôle	50%	40%
Valeur comptable de l'actif net détenu	-	-
Quote-part de résultat	-	-

Pour rappel, la société SLMS est une société mise en sommeil depuis le 1^{er} janvier 2018, date du transfert des salariés vers Lucibel SA.

L'information financière simplifiée 2019 des sociétés mises en équivalence est présentée ci-dessous (issue des comptes communiqués par ces entités) :

En K€	SLMS	Lucibel Middle East
Actifs courants	215	197
Actifs non courants	0	1
Capitaux propres	(512)	(1 554)
Passifs courants	726	1 750
Passifs non courants	-	2
Chiffre d'affaires	0	250
Résultat net	(5)	(165)

NOTE 15 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (hors titres d'autocontrôle)

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, actions gratuites et options, voir note 23) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Résultat par action	31/12/2019	31/12/2018
Résultat de l'exercice (en K€)	(12 013)	(5 068)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 184 900	12 060 174
Résultat de base par actions (€ / action)	(0,85)	(0,42)
Résultat dilué par action (€ / action)	(0,85)	(0,42)

NOTES RELATIVES AU BILAN

NOTE 16 - Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Valeur nette en début d'exercice	8 231	7 740
Mouvement de périmètre	400	491
Perte de valeur écart d'acquisition Cordel en résultat des activités abandonnées	(6 114)	
Perte de valeur en dotation dépréciation des écarts d'acquisition	(152)	-
Valeur nette en fin d'exercice	2 365	8 231

Répartition par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)

Au 31 décembre 2019, les écarts d'acquisition se décomposent, en valeur nette, de la façon suivante :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Cordel	0	6 114
Procédés Hallier	1 626	1 626
Confidence	491	491
Lorenz	248	0
Total	2 365	8 231

L'écart d'acquisition de Confidence n'ayant pu être affecté à des actifs incorporels identifiables, l'intégralité de l'écart d'acquisition figure donc au bilan et entre dans le processus des tests de dépréciation mené par le Groupe.

Les UGT utilisées par le Groupe dans le cadre des tests de dépréciation des écarts d'acquisition correspondent aux différents marchés identifiés au sein du Groupe (à savoir activité de développement et de commercialisation de solutions d'éclairage issues de la technologie LED) :

- l'UGT Cordel représente la présence du Groupe dans l'activité des commerces autres que la grande distribution ;
- l'UGT Procédés Hallier représente la présence du Groupe dans l'activité des musées ;
- l'UGT Confidence représente la présence du Groupe sur le secteur du luminaire-mobilier ;
- l'UGT Lorenz Light Technic représente la présence du Groupe dans le secteur de la grande distribution, et plus spécifiquement des indépendants (Leclerc, Intermarché, Système U).

L'UGT Lucibel (sans écarts d'acquisition attachés) représente l'activité de distribution de LED pour le segment de marché tertiaire principalement.

Tests de perte de valeur

Le test annuel a consisté à déterminer la valeur recouvrable de chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont rattachés les écarts d'acquisition et à la comparer à la valeur nette comptable des actifs correspondants.

Compte tenu de la décision prise par le Tribunal de Commerce de procéder à la liquidation directe de Cordel, le Groupe a considéré que la valeur recouvrable de Cordel étant nulle, l'écart d'acquisition devait être déprécié en totalité ce qui a été fait au 31 décembre 2019, permettant d'intégrer dans les comptes consolidés du Groupe tous les impacts de la liquidation de Cordel.

Pour Procédés Hallier et Confidence, les tests de dépréciation ont été réalisés en utilisant un taux d'actualisation de 11 % et une croissance à l'infini de 2,5%.

Sur la base de ces éléments, la direction de Lucibel estime qu'il n'y a pas lieu de déprécier ces écarts d'acquisition au 31 décembre 2019.

Concernant Procédés Hallier, au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, le Groupe estime sur la base des événements raisonnablement prévisibles à ce jour, que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés n'entraîneraient pas la comptabilisation d'une perte de valeur. La variation raisonnable des hypothèses clés correspond, pour le Groupe, à une hausse de 100 points des taux d'actualisation ou une baisse de 25 points du taux de croissance à l'infini servant au calcul de la valeur terminale ou encore une baisse de 50 points du taux de marge d'excédent brut d'exploitation du flux annuel normatif servant au calcul de la valeur terminale.

En ce qui concerne l'écart d'acquisition de Lorenz, il convient de rappeler que son analyse sera faite au cours de l'année 2020 afin d'apprécier s'il y a lieu d'identifier des actifs incorporels identifiables, les autres actifs et passifs présents à la date d'acquisition ayant été évalués à leur valeur d'acquisition pour le Groupe.

NOTE 17 - Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice correspondent principalement à des frais de développement sur des projets R&D terminés ou en cours de développement à la clôture.

Les projets de R&D activés les années précédentes dont les avantages économiques futurs n'ont pas été confirmés ont été sortis de l'actif immobilisé.

VALEUR BRUTE en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. Incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2018	1 937	2 023	2 051	648	48	6 707
Acquisitions	4	-	-	44	108	156
Sorties	-	-	-	(3)		(3)
Variations de périmètre	-	-	-	12		12
Reclassement en passif des activités abandonnées	-	(1 317)	(1 475)	(62)	(2)	(2 856)
Autres variations	99	-	4	-	(99)	4
Au 31 décembre 2019	2 040	706	580	639	55	4 020

AMORTISSEMENTS en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. Incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2018	(886)	(1 452)	(786)	(618)	-	(3 741)
Dotations	(662)	(291)	(813)	(20)	-	(1 786)
Sorties	-	-	-	3	-	3
Variations de périmètre	-	-	-	(12)	-	(12)
Reclassement en passif des activités abandonnées	-	1 317	1 475	62	2	2 856
Autres variations	-	-	(5)	-	-	(5)
Au 31 décembre 2019	(1 548)	(426)	(128)	(585)	2	(2 685)

VALEUR NETTE en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. Incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2018	1 051	571	1 265	30	48	2 965
Au 31 décembre 2019	492	280	452	54	57	1 335

NOTE 18 - Immobilisations corporelles

Les principales augmentations de l'exercice correspondent à :

VALEUR BRUTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
Au 31 décembre 2018	798	1 611	684	-	3 093
Acquisitions	42	91	174	107	414
Sorties	-	(1 691)	(138)	(61)	(1 890)
Variations de périmètre	19	-	120	95	234
Reclassement en passif net des activités abandonnées	(4)	-	(76)	-	(80)
Autres variations	-	76	(76)	-	-
Au 31 décembre 2019	855	87	688	141	1 771

AMORTISSEMENTS en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
Au 31 décembre 2018	(598)	(57)	(352)	-	(1 007)
Dotations	(66)	(18)	(174)	(22)	(280)
Sorties	-	73	112	23	208
Variations de périmètre	(19)	-	(81)	(16)	(116)
Reclassement en passif net des activités abandonnées	4	-	76	-	80
Autres variations	-	2	(2)	-	-
Au 31 décembre 2019	(679)	(0)	(421)	(15)	(1 115)

VALEUR NETTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
Au 31 décembre 2018	200	1 554	332	-	2 086
Au 31 décembre 2019	176	87	267	126	656

Les immobilisations financées par crédit-bail sont des véhicules mis à disposition des salariés du Groupe.

NOTE 19 - Stocks

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2019 s'établit à 3 051 K€ contre 4 813 K€ au 31 décembre 2018. Elle correspond principalement à la valeur nette des marchandises. La diminution enregistrée provient essentiellement de la comptabilisation des stocks de Cordel au 31 décembre 2019 dans la ligne « Passif net des activités destinées à être abandonnées », qui s'élevaient à 1 956K€ au 31 décembre 2018.

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Valeur brute matières premières et composants	1 886	1 707
Valeur brute marchandises	1 903	4 009
Provisions cumulées	(738)	(902)
Valeur nette	3 051	4 813

Les provisions pour dépréciation constatées à la clôture de l'exercice 2019 prennent en considération l'obsolescence et les difficultés d'écoulement de certains produits finis qui impactent l'ensemble des stocks.

Au cours de l'exercice, la variation des provisions sur stocks se décompose comme suit :

En K€	Provisions sur stocks
Au 31 décembre 2018	(902)
Dotations	(697)
Reprises	934
Variations de périmètre	(73)
Au 31 décembre 2019	(738)

NOTE 20 - Clients et comptes rattachés

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Valeur brute	3 302	3 575
Provisions cumulées	(1 920)	(1 759)
Valeur nette	1 382	1 816

Le Groupe Lucibel dispose d'un contrat de cessions de créances commerciales sous forme d'affacturage avec FactoFrance concernant les sociétés Lucibel SA et Procédés Hallier. Au 31 décembre 2019, le montant total financé par le factor pour le Groupe hors Cordel représente 1 853 K€.

Dans le cadre de ce contrat, les sociétés ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les sociétés, en tant que cédantes, demeurent exposées aux risques de crédit et de délais de paiement.

Le Groupe bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance de ses clients. Ces contrats s'appliquent aux clients à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec un paiement d'avance.

NOTE 21 - Autres créances et comptes de régularisation

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Fournisseurs avances et acomptes	666	645
Etat – crédit d'impôt recherche	403	725
Créances fiscales et sociales	171	645
Charges constatées d'avance	209	175
Autres créances	1 150	1 583
Total des autres actifs courants	2 599	3 773

La créance « *Etat – crédit d'impôt recherche* » enregistrée à hauteur de 403 K€ au 31 décembre 2019 correspond, pour le groupe d'intégration fiscale :

- aux créances de crédit impôt recherche, soit une quote-part des CIR 2016 et 2017 (76 K€) et le montant des CIR 2018 (223 K€) et 2019 (97 K€). Le montant du CIR 2018 a été encaissé par la Société en février 2020 ;
- à une créance de crédit impôt innovation (7 K€).

Le poste « *Autres créances* » représente essentiellement le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions.

Ces créances sont, pour l'essentiel, à moins d'un an.

NOTE 22 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31/12/2018	31/12/2018
Disponibilités	1 960	1 599
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	0	0
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 960	1 599

NOTE 23 - Capitaux propres et informations sur le capital

Capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à 14 193 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 193 496 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action.

Au 31 décembre 2019, 12,4 % du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding et 10,1% par le fonds d'investissement Aster Capital. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

La société n'a procédé à aucune augmentation de capital sur l'exercice 2019. En revanche, dans le cadre du rachat des minoritaires de LuciConnect, la Société a décidé de payer le prix des actions à la fois en numéraire et avec les actions auto détenues à savoir 16 868 titres. Au 31 décembre 2019, la Société ne détient plus aucune action, ainsi chaque action en circulation a un droit de vote attaché.

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe veille à disposer des ressources financières nécessaires au financement de sa croissance organique et de ses opérations de croissance externe.

Depuis sa création, le Groupe a financé son développement :

- par voie d'augmentations de capital successives ;
- par une émission d'obligations convertibles en actions (décembre 2013) ;
- par la souscription d'emprunts bancaires ;
- et, de manière moins significative, par l'obtention d'aides publiques ou encore par le remboursement de créances de crédit impôt recherche.

Le Groupe continuera à financer son développement et ses besoins en fonds de roulement par des financements appropriés, tout en veillant au maintien de ratios financiers sains.

NOTE 24 - Plans d'options et assimilés

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel ainsi qu'aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- en cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent également des conditions de performance.

Entre 2010 et 2018, huit programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA. Les plans d'attributions de BSPCE de 2015 à 2018 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 1 059 500 BSPCE ont été attribués, 291 916 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2019, la Société a mis en place un nouveau programme et a attribué 175.000 BSPCE. Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2017	872 584	4,89
Attribués	180 000	2,60
Exercés	-	-
Annulés	(285 000)	5,87
Solde au 31 décembre 2018	767 584	4,00
Attribués	175 000	1,00
Exercés	-	-
Annulés	(266 334)	4,90
Solde au 31 décembre 2019	676 250	2,86

Au 31 décembre 2019, 416 750 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour, avec des prix d'exercice variant de 1 € à 4,55 € suivant les attributions.

Options de souscription d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plans d'attributions d'options de souscription d'actions de 2013 à 2018 sont toujours en cours. 147 750 options ont été attribuées à des prix compris entre 3,75 et 9,50 €. 87 000 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires et aucune option n'a été exercée pour ces plans sur les exercices antérieurs.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice et 9 250 options ont été annulées car devenues caduques.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2017	93 250	6,23
Attribuées	-	0
Exercées	-	-
Annulées	(32 500)	5,00
Solde au 31 décembre 2018	60 750	6,88
Attribuées	-	0
Exercées	-	-
Annulées	(9 250)	6,5
Solde au 31 décembre 2019	51 500	6,95

Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un premier programme d'attribution d'actions gratuites. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Du fait du départ d'un salarié, 53.000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter, comme le précédent, sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 34 960 AGA, dont 24 960 attributions faites en mars 2017 et 10 000 en avril 2018. Sur la 1^{ère} attribution, 15 160 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 17 mars 2019) et 4 500 AGA ont été annulées du fait du départ de salariés en 2019 avant la fin de la période d'acquisition. Les attributions d'actions gratuites faites en 2018, soit 10 000, sont en cours d'acquisition jusqu'au 3 avril 2020.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
Solde au 31 décembre 2017	23 460
Attribuées	10 000
Acquises	0
Annulées	(3 800)
Solde au 31 décembre 2018	29 660
Attribuées	-
Acquises	15 160
Annulées	(4 500)
Solde au 31 décembre 2019	10 000

NOTE 25 – Autres fonds propres

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Avances conditionnées	1 185	1 495
Total autres fonds propres	1 185	1 495

Au 31 décembre 2019, les autres fonds propres sont constitués d'avances consenties par la région Normandie dans le cadre de l'implantation de Lucibel sur le site de Barentin. En 2018, ils intégraient également le solde d'un emprunt OSEO pour l'innovation dont le solde (151 K€) a été entièrement remboursé sur l'exercice 2019.

Courant 2019, la Société a obtenu un rééchelonnement de l'avance de la région Normandie à compter du 1^{er} janvier 2020, avec un allègement des mensualités dues sur le 1^{er} semestre 2020. Le tableau ci-dessous présente le nouvel échéancier de cette avance au 31 décembre 2019 :

En K€	Montant initial	Taux d'intérêt effectif	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
Avance Région Normandie	1 750	0%	210	975	0	1 185

Cependant, dans le cadre des dispositifs mis en place par la région Normandie suite à la crise sanitaire du COVID-19, le remboursement des avances a été suspendu pendant une période de 6 mois, à compter de mars 2020. Le montant des remboursements sur l'exercice 2020 s'élèvera donc à 67 K€.

NOTE 26 – Provisions

Les provisions s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Variation de périmètre	Reclassement en Passifs nets des activités abandonnées	31/12/2019
Provisions pour risque produit	223	68	(202)	75	-	164
-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour engagement de retraite	137	6	(104)	11	-	50
Autres provisions	507	560	(355)	-	(472)	240
Total provisions	867	634	(661)	86	(472)	454

Provisions

La provision pour risque produit couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe durant la période de garantie (généralement comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse historique des coûts du service après-vente et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les provisions pour engagement de retraite concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Au 31 décembre 2019, les engagements de retraite s'élèvent à 50 K€.

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions des conventions collectives des commerces de gros, de la métallurgie, du négoce de l'ameublement, relatives au départ et à la mise à la retraite. La provision relative aux indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 2.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sont les suivantes :

- application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 1,5 % à 2% ;
- application d'un taux d'actualisation brut de 0,77% pour 2019 ;
- l'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années lorsque cet historique existe ou évalué à 5% dans le cas où l'historique n'existe pas ;
- départ à l'initiative du salarié ;
- âge de départ à la retraite : 67 ans ;
- charges sociales patronales : entre 40% et 45% suivant les catégories de personnel ;
- table de mortalité : INSEE 2013 / INSEE 2018

Les autres provisions sont évaluées au cas par cas.

Passifs éventuels

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures contentieuses ou pré contentieuses qui n'ont pas donné lieu à la constitution de provisions pour risques. Le Groupe estime que la situation financière consolidée ne serait pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable de ces procédures.

NOTE 27 - Emprunts et autres dettes financières

Le poste « Emprunts et dettes financières » se ventile de la façon suivante :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts et dettes bancaires	1 771	1 661
Emprunts sur contrats de crédit-bail	127	-
Concours bancaires / intérêts courus	1	9
Total emprunts et autres dettes financières	1 899	1 670

L'évolution de ce poste au cours de l'exercice est détaillée dans le tableau ci-dessous :

En K€	31/12/2018	Souscriptions	Remboursement ^s	Variation de périmètre	Reclassement en Passifs nets des activités abandonnées	31/12/2019
Emprunts et dettes bancaires	1 661	1 096	(836)	-	(150)	1 771
Emprunts sur contrats de crédit-bail	-	107	(59)	79	-	127
Concours bancaires / intérêts courus	9	70	(2)	-	(76)	1
Total emprunts et autres dettes financières	1 670	1 273	(897)	79	(226)	1 899

Les remboursements des différents emprunts bancaires sur les exercices futurs se ventilent de la façon suivante :

Emprunts	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	31 déc 2019	31-déc-20	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-24
OSEO - PPA	févr-12	5,80%	15	15	-	-	-	-
CIC / Neuflyze - Refinancement Procédés Hallier	mars-15	2,80%	75	75	-	-	-	-
BRED	déc-17	1,00%	134	134	-	-	-	-
CIC - financement acquisition Confidence	nov-18	2,25%	437	114	114	114	95	-
Caisse d'Epargne IDF	juin-19	1,30%	348	98	99	100	51	-
BPALC	nov-19	0,80%	689	138	139	140	141	130
Assurance Prospection Export	2014	0,00%	74	25	25	24	-	-
Total Emprunts et concours bancaires			1 771	598	377	379	287	130

Devise des emprunts et dettes financières

Le Groupe est endetté uniquement en euros et n'est pas exposé à des risques de change sur sa dette.

Covenants

L'emprunt à moyen terme contracté en 2015 auprès des banques CM-CIC et Neuflyze (1.500 K€ de nominal), est sujet à des covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel. L'un d'entre eux (EBITDA) n'est pas respecté au 31 décembre 2019 mais le solde de cet emprunt devant être payé au cours du 1^{er} semestre 2020, la dette résiduelle est exigible à court terme. La Société n'a donc pas demandé un accord de bris de covenant à ses partenaires financiers.

L'emprunt à moyen terme contracté en 2018 auprès de la banque CM-CIC (570 K€ de nominal), est soumis au respect de covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel SA. Ils sont détaillés ci-après :

- Maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ ;
- Résultat d'exploitation positif à compter du 31 décembre 2019 ;
- Maintien d'un ratio Dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur Fonds propres inférieur à 0,5.

Au 31 décembre 2019, au moins l'un des covenants n'est pas respecté mais à la demande de Lucibel, le CIC a signifié son accord en décembre 2019 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2019, soit 437 K€, malgré le bris de covenant.

Dans le cadre des dispositifs mis en place par les banques suite à la crise sanitaire du COVID-19, la Société a demandé à ses partenaires financiers de suspendre le remboursement des emprunts du Groupe pendant 6 mois, pour les emprunts en cours. L'ensemble des banques a donné son accord et le différé de remboursements sur l'exercice 2020 des dettes bancaires représentera 262 K€.

NOTE 28 - Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « *Fournisseurs et compte rattachés* » inclut le poste « *Factures non parvenues* » et s'élève à 2 053 K€ au 31 décembre 2019 contre 3 441 K€ au 31 décembre 2018, la baisse s'expliquant essentiellement par la sortie de périmètre de Cordel.

NOTE 29 - Autres dettes et comptes de régularisation

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Dettes sur immobilisations	252	394
Dettes fiscales et sociales	1 129	1 728
Produits constatés d'avance	2 518	269
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	277	254
Autres dettes	324	35
Total	4 500	2 680

Les dettes sur immobilisations sont relatives à l'acquisition des titres de la société Lorenz Light Technic à hauteur de 175 K€ et des titres de LuciConnect pour un montant de 77 K€.

Les dettes fiscales et sociales correspondent aux provisions de fin d'année et à la TVA collectée.

Le poste « *Produits constatés d'avance* » correspond essentiellement à la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin. La Société a décidé d'étaler celle-ci sur les 10 ans d'engagement de location pris par la Société au moment de la vente, étant rappelé que cette cession n'est pas assortie d'une option d'achat à l'issue de la période de location. La plus-value reconnue au titre de 2019 qui s'élève à 178 K€ est comptabilisée en Produits d'exploitation tandis que la plus-value résiduelle de 2 279 K€ est comptabilisée en Produits constatés d'avance.

Ce poste comprend également, à hauteur de 156 K€, l'étalement du produit de crédit impôt recherche (CIR) relatif à des dépenses de développement capitalisées.

Le poste « *Clients avoirs à établir, avances et acomptes* » comprend les remises de fin d'année octroyées aux clients du Groupe pour 86 K€ et 190 K€ d'acomptes reçus par les différentes entités du Groupe.

NOTE 30 – Passif net des activités destinées à être abandonnées

La nature des actifs et passifs de la société Cordel reclassés en « *Passif net des activités destinées à être abandonnées* » au 31 décembre 2019, est la suivante :

En K€	31/12/2019
Ecart d'acquisition	0
Stock	150
Autres actifs courants	835
Trésorerie et équivalents de trésorerie	584
Total des actifs des activités destinées à être abandonnées	1 569
Provisions pour risques	472
Emprunts et dettes financières	226
Autres passifs courants	994
Total des passifs des activités destinées à être abandonnées	1 692
Passif net des activités destinées à être abandonnées	123

Les chiffres mentionnés n'ont pas été audités et résultent d'une estimation de la part du Groupe qui a notamment considéré que la valeur de réalisation des stocks de Cordel devait être fortement dépréciée compte tenu de la liquidation directe de Cordel. Cet avis a été renforcé par la crise sanitaire du Covid-19 qui va réduire la capacité financière de nombreuses entreprises et empêcher la revente du stock de Cordel à des conditions de marché normales.

Au 31 décembre 2019, le montant des créances cédées au factor s'élevait à 1 688 K€.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 31 - Engagements hors état de la situation financière

Dans le cadre de son activité, le Groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions, tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2019, la nature des engagements portés par le Groupe reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2018. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

(i) *Engagements de location*

Le Groupe loue des bureaux et des entrepôts pour son activité. Au 31 décembre 2019, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre des baux conclus s'établissent à 3 696 K€ contre 612 K€ en 2018. Cette évolution s'explique essentiellement par l'engagement ferme de location du site de Barentin pendant 10 ans, pris au moment de la vente de celui-ci.

Enfin, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2019 par le Groupe dans le cadre de ses contrats se sont établies à 139 K€.

(ii) *Sûretés réelles*

Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'emprunts bancaires

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place de deux emprunts bancaires, à respecter un ensemble de « covenants » développés en note 27. Par ailleurs, pour ces mêmes emprunts, la Société a nanti au profit des établissements de crédit concernés :

- CM-CIC et Neuflyze, 50% des titres de Procédés Hallier. Le montant restant à rembourser s'élève à 75 K€ à la clôture de l'exercice ;
- CM-CIC, 25% du capital de Procédés Hallier. Au 31/12/2019, le solde de cet emprunt destiné à refinancer l'acquisition des titres de la société Confidence s'élève à 437 K€ sur un montant initial de 570 K€.

Le Groupe a également nanti, au profit de la Banque Populaire d'Alsace Champagne Ardennes, le fonds de commerce de la société Lorenz Light Technic dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire de 700 K€ en novembre 2019.

La direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessus.

Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu, dans l'attente du paiement complet du prix de cession, le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclaire

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclaire portant sur un montant global HT de 561 704 €. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclaire

remboursera progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif sur le semestre courant. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 331 609 € HT. Aucun remboursement, n'est intervenu à ce jour.

NOTE 32 - Informations sur les parties liées

Dirigeants

Les principes de rémunérations et avantages assimilés alloués au Président du Conseil d'administration et aux Directeurs Généraux sont revus chaque année par le Conseil d'administration.

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration en 2019.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme en numéraire et avantages en nature versés aux dirigeants mandataires sociaux s'est élevé à 515 K€ en 2019 contre 569 K€ en 2018. Ce montant intègre les rémunérations variables versées en 2019 au titre de 2018.

30.000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au cours de l'exercice au prix d'exercice de 1 €.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Brepson, Directeur Général Délégué de Lucibel SA et Procédés Hallier et Directeur Général de Cordel, en cas de révocation sans juste motif ou de non renouvellement du mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Il n'y a pas d'avantages postérieurs à l'emploi pour les dirigeants de la Société.

Prestations Actionnaires

Lucibel SA bénéficie de prestations de conseil de la part de la société ETOILE FINANCE en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la société et du Groupe et de leurs orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment. A ce titre, le Groupe a comptabilisé des charges de 150 K€ au cours de chacun des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2019.

Transactions avec les autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

NOTE 33 - Événements postérieurs à la clôture

Liquidation de la société Cordel, filiale de la Société

La Société, lors d'un conseil d'administration qui s'est tenu le 9 janvier 2020, a décidé de cesser le soutien financier à sa filiale Cordel, détenue à 100% et spécialiste de l'éclairage de commerces. Depuis le 2nd semestre 2017, cette filiale était confrontée à des difficultés croissantes notamment sur le plan opérationnel. Malgré les mesures prises par la société mère pour restructurer cette filiale et malgré le soutien financier apporté depuis plusieurs mois (avance en compte courant d'environ 4,1 M€), les difficultés se sont aggravées au cours du dernier trimestre 2019 ce qui a conduit la direction de Cordel à déclarer l'état de cessation des paiements le 10 janvier 2020 auprès du Tribunal de Commerce de Rouen. Ce dernier a prononcé la liquidation de la société Cordel le 14 janvier 2020. L'impact dans les comptes du Groupe, tel qu'il a pu être estimé en fonction des informations disponibles, figure en « Résultat des activités destinées à être abandonnées ».

Crise sanitaire du COVID 19

Dès l'annonce des mesures de confinement par le gouvernement, la Société a décidé de placer la majeure partie de son personnel et de celui de ses filiales Procédés Hallier et Lorenz Light Technic, en chômage partiel. En effet, la crise du corona virus a eu un effet immédiat sur les clients de la Société et de ses filiales qui ont annulé ou reporté leurs commandes. Seuls quelques effectifs administratifs ont été maintenus pour répondre

à certains impératifs (gestion de la paye, comptabilité, service client, recouvrement des créances, ...). Les autorisations de recours au chômage partiel ont été accordées par les DIRECCTE concernées pour les 3 sociétés et sont valables jusqu'au 30 juin 2020, avec un quota d'heures permettant de mettre tout le personnel en chômage partiel total si nécessaire.

La Société a activé l'ensemble des dispositifs mis en place par le gouvernement : report d'échéances bancaires pendant 6 mois, suspension des remboursements de l'avance consentie par la région Normandie, report de paiement des charges sociales du 5 avril, négociation de prêt de trésorerie garanti par l'Etat. Au niveau du Groupe, le différé de remboursements d'emprunts et d'avance de la région Normandie représente 405 K€ sur l'exercice.

Par ailleurs, le Groupe a obtenu la confirmation de la mise en place de 3 prêts garantis par l'Etat qui se répartissent ainsi :

- 500 K€ financés par le CIC pour Procédés Hallier ;
- 500 K€ financés par le CIC sur l'entité Lucibel ;
- 600 K€ financés par la Banque Populaire d'Alsace sur Lorenz Light Technic.

D'autres discussions ont été amorcées pour compléter ses financements sur Lorenz et Line 5 notamment.

La Société a également pris des mesures pour que l'ensemble des composants nécessaires à la production des commandes en portefeuille soit disponible de sorte que la livraison et la facturation puissent intervenir le plus tôt possible au moment de la levée des mesures de confinement. Une reprise partielle d'activité a été décidée au niveau du site de Barentin, à compter du 14 avril 2020 afin de servir certaines commandes clients et de préparer la reprise plus large de l'activité à compter du 11 mai 2020. En revanche, Procédés Hallier et Lorenz Light Technic ont répondu aux demandes de devis pendant le confinement mais ne reprendront sans doute pas les flux commerciaux avant la fin de celui-ci.

NOTE 34 - Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe pris en charge au cours de l'exercice 2019 s'élèvent au titre de leur mission à 170 K€ contre 177 K€ en 2018 et sont détaillés ci-dessous :

2019	LUCIBEL	CORDEL	TOTAL
01 AUDIT ASSISTANCE	67	0	67
-Certification des comptes	63		
- Autres missions	4		
ERNST & YOUNG	68	35	103
-Certification des comptes	63		63
- Autres missions	5	35	40
TOTAL	135	35	170

LUCIBEL SA

COMPTES ANNUELS 2019



ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

1. BILAN	3
2. COMPTE DE RESULTAT	4
3. SITUATION NETTE	5
4. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS	6
GENERALITES	11
Note 1 Principes et méthodes comptables	7
Note 2 Faits marquants de l'exercice	9
NOTES RELATIVES AU BILAN	11
Note 3 Immobilisations incorporelles	11
Note 4 Immobilisations corporelles	11
Note 5 Immobilisations financières	12
Note 6 Stocks et en-cours	13
Note 7 Clients et comptes rattachés	13
Note 8 Autres créances	14
Note 9 Disponibilités et valeurs mobilières de placement	14
Note 10 Capitaux propres	15
Note 11 Autres fonds propres	17
Note 12 Provisions pour risques et charges	18
Note 13 Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	18
Note 14 Emprunts et dettes financières diverses	19
Note 15 Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19
Note 16 Dettes fiscales et sociales	19
Note 17 Autres dettes	20
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	21
Note 18 Chiffre d'affaires	21
Note 19 Autres produits d'exploitation	21
Note 20 Achats consommés	21
Note 21 Charges externes	22
Note 22 Effectifs et charges de personnel	23
Note 23 Dotations et reprises aux amortissements et provisions	24
Note 24 Résultat financier	24
Note 25 Résultat exceptionnel	25
Note 26 Impôts	25
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	26
Note 27 Engagements hors bilan	26
Note 28 Evénements postérieurs à la clôture	27
Note 29 Transactions avec les parties liées	27
Note 30 Honoraires des commissaires aux comptes	28
Note 31 Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	29
Note 32 Tableau des filiales et des participations	30

1. BILAN

ACTIF - Données en K€	Notes	Brut 31/12/2019	Amortissements et dépréciations	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Immobilisations incorporelles	3	2 877	(1 989)	888	1 425
Immobilisations corporelles	4	988	(534)	454	2 017
Immobilisations financières	5	18 351	(10 132)	8 219	10 444
Total de l'actif immobilisé		22 216	(12 655)	9 561	13 886
Stocks et en-cours	6	2 583	(599)	1 984	2 224
Créances clients et comptes rattachés	7	2 797	(2 334)	463	1 200
Autres créances	8	4 488	(834)	3 654	3 558
Valeurs mobilières de placement & disponibilités	9	455		455	568
Charges constatées d'avance		175		175	116
Total de l'actif circulant		10 498	(3 767)	6 731	7 666
Ecart de conversion actif				-	2
Total de l'actif		32 714	(16 422)	16 292	21 554

PASSIF - Données en K€	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Capital social		14 193	14 193
Primes d'émission		42 784	42 784
Report à nouveau		(49 130)	(37 766)
Résultat de l'exercice		(5 175)	(11 364)
Subventions d'investissement		15	25
Provisions réglementées		151	142
Total des capitaux propres	10	2 838	8 014
Autres fonds propres	11	1 185	1 495
Provisions pour risques et charges	12	347	362
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13	735	1 318
Emprunts et dettes financières diverses	14	5 991	7 288
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15	1 644	1 588
Dettes fiscales et sociales	16	762	896
Autres dettes	17	2 790	592
Total des dettes		11 922	11 682
Ecart de conversion passif			1
Total du passif		16 292	21 554

2. COMPTE DE RESULTAT

Données en K€	Notes	2019	2018
Chiffre d'affaires net	18	8 594	5 579
Autres produits d'exploitation	19	551	1 611
Total produits d'exploitation		9 145	7 190
Achats consommés	20	(4 454)	(2 586)
Autres achats et charges externes	21	(2 722)	(2 434)
Impôts, taxes et versements assimilés		(258)	(252)
Charges de personnel	22	(3 809)	(3 753)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	23	(1 004)	(629)
Autres charges d'exploitation		(49)	(66)
Total charges d'exploitation		(12 296)	(9 719)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(3 151)	(2 529)
RESULTAT FINANCIER	24	(1 855)	(8 918)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(5 006)	(11 448)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	25	(514)	(339)
Impôts sur les bénéfices	26	345	422
RESULTAT NET		(5 175)	(11 364)

3. SITUATION NETTE

Données en K€ (sauf nombre d'actions)	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Subv. d'investiss ¹	Prov. réglementées	Total
Au 31 décembre 2017	10 519 961	10 520	40 836	(35 800)	(1 966)		117	13 707
Augmentation de capital résultant de la souscription de 1 548 535 actions au prix de 1€	1 548 535	1 549	688	-	-		-	2 236
Augmentation de capital résultant de la souscription de 2 000 000 actions au prix de 1€	2 000 000	2 000	1 197	-	-		-	3 197
Augmentation de capital résultant de l'incorporation de 62 500 actions au prix de 1€	62 500	63	30					93
Augmentation de capital résultant de la souscription de 62 500 actions au prix de 1€	62 500	63	33					95
Affectation de résultat	-	-	-	(1 966)	1 966		-	-
Subvention d'investissement						25		25
Dotation aux provisions réglementées	-	-	-	-	-		25	25
Résultat net de la période	-	-	-	-	(11 364)		-	(11 364)
Au 31 décembre 2018	14 193 496	14 193	42 784	(37 766)	(11 364)	25	142	8 014
Affectation de résultat	-	-	-	(11 364)	11 364			-
Subvention d'investissement						(10)		(10)
Dotation aux provisions réglementées	-	-	-				9	9
Résultat net de la période	-	-	-		(5 175)			(5 175)
Au 31 décembre 2019	14 193 496	14 193	42 784	(49 130)	(5 175)	15	151	2 838

4. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

GÉNÉRALITÉS

Informations relatives à l'entreprise

Lucibel S.A. (« la Société » ou « Lucibel ») est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en août 2008.

La Société et ses filiales sont spécialisées dans le développement, la promotion et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions/ technologiques innovantes d'éclairage LED destinées aux réseaux de distribution généralistes et spécialisés et aux entreprises. La Société se diversifie également dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière où la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à Internet par la lumière) et le bien-être.

Lucibel SA comprend deux établissements, l'un à Rueil Malmaison et l'autre, le siège social situé à Barentin (Normandie). La Société emploie 60 collaborateurs au 31 décembre 2019 et a généré un chiffre d'affaires de 8,6 M€ sur l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Elle a également deux autres implantations géographiques, une à Olivet qui gère l'activité luminaires sur pied et une à Lorient qui regroupe la force commerciale dédiée aux clients de l'ouest de la France.

Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes annuels de la Société sont présentés dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité de l'exploitation, et ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France et les règles et méthodes relatives aux comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des biens inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Financement et continuité d'exploitation

Au cours de l'exercice 2019, les besoins de financement de la Société ont été principalement couverts par la vente d'une partie du site de Barentin pour 4 075 K€.

Au 31 décembre 2019, la Société dispose d'une trésorerie brute de 455 K€ et des capitaux propres de 2 838 K€. Les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, la société dispose d'un délai de 2 ans afin de les reconstituer, soit avant le 31 décembre 2022.

A cette date, le montant des avances conditionnées remboursables perçues par la Société, classées en autres fonds propres, et l'endettement bancaire s'élèvent respectivement à 1 185 K€ et 735 K€ dont un montant total à plus d'un an de 1 298 K€.

Pour poursuivre son développement et financer son activité, la Société cherche à mettre en place de nouveaux financements. Elle a notamment étudié la possibilité de financer ses stocks en s'appuyant sur de nouveaux partenaires financiers mais le processus en cours a été ajourné en raison de la crise du COVID-19. La Société a donc sollicité la mise en place d'un Prêt Garenti par l'Etat auprès du CIC à hauteur de 500 K€ qui lui a été accordé fin avril 2020. Ce même dispositif a été activé par Procédés Hallier et Lorenz Light Technic, filiales de la Société, respectivement à hauteur de 500 K€ et 600 K€.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels.

NOTE 1 - Principes et méthodes comptables

1.1. Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Lucibel offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux d'une durée pouvant aller jusqu'à 36 mois au titre de laquelle la Société comptabilise dans ses comptes une provision pour garantie clients.

1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Ces immobilisations correspondent principalement à des brevets, licences et logiciels acquis et aux frais de développement engagés par la Société en vue de la production de solutions et produits nouveaux ou substantiellement améliorés.

Les dépenses de développement sont inscrites à l'actif du bilan dès lors que la Société peut notamment démontrer la faisabilité technique et commerciale du projet de développement, sa rentabilité ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Les autres dépenses de recherche et développement, qui sont principalement engagées en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des solutions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de recherche et développement donnent droit, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt reconnu dans l'exercice au cours duquel les dépenses ont été comptabilisées. La Société a déclaré en 2019 un crédit d'impôt recherche de 97 K€ et un crédit d'impôt innovation de 7 K€. Compte tenu du fait que Lucibel SA est en déficit fiscal et de son statut de PME au sens communautaire, la Société demande le remboursement de l'ensemble des crédits impôt recherche et innovation auxquels elle est éligible.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en linéaire sur les durées suivantes :

Brevets, frais de recherche et développement.....	1 à 3 ans
Licences et logiciels.....	1 à 3 ans

1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du bien, comme suit :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

1.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des titres de participation et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont inscrits à leur coût d'acquisition complété le cas échéant d'une évaluation des compléments de prix susceptibles d'être versés en application des protocoles d'accord signés. Une dépréciation des titres est comptabilisée si cette valeur est durablement inférieure à la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est appréciée en fonction des perspectives de développement à moyen terme des participations ainsi que du retour sur investissement. Les frais d'acquisition des titres de participation sont inscrits à l'actif et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 ans.

Les créances rattachées aux participations sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement de ces créances.

1.5. Stocks

Les stocks sont essentiellement constitués de marchandises et de composants. Les stocks sont évalués au coût d'achat (coût de transport inclus), calculé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une dépréciation des stocks est constituée de façon individuelle par produit en fonction de leur valeur de marché, leur obsolescence éventuelle et de leurs perspectives d'écoulement.

1.6. Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients. Cette évaluation du risque de non-recouvrement s'applique également aux créances clients cédées par la Société dans le cadre de son contrat d'affacturage et pour lesquelles des difficultés de recouvrement sont identifiées, étant précisé que la société bénéficie également d'un contrat d'assurance de ses créances clients.

1.7. Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance résultent de facturations de produits et services qui n'ont pas été consommés (charges) ou rendus (produits) au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2019, a également été enregistrée dans le poste Produits constatés d'avance la plus-value sur la cession du site de Barentin. Elle sera reprise sur 10 ans sur la durée de location du site.

1.8. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers (d'ordre juridique ou découlant de pratiques du groupe ou d'engagements publics) et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

1.9. Engagements de retraite

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. A ce titre, le montant des cotisations retraite versées par la Société au titre de l'exercice 2019 s'est établi à 217 K€. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

Les engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes. Ces engagements ont été évalués à 25 K€ au 31 décembre 2019.

1.10. Valeur de marché des actifs et passifs d'exploitation et de la dette

Au 31 décembre 2018 et 31 décembre 2019, les valeurs d'inventaire des actifs et passifs tels que les disponibilités, les créances clients et fournisseurs, les autres créances et autres dettes d'exploitation étaient proches de leur valeur de marché, en raison de leurs échéances à court terme et compte tenu des dépréciations constatées, le cas échéant.

1.11. Opérations en devises

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin de période au taux de clôture. Les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion actifs et passifs. Les écarts de conversion actifs sur soldes monétaires en devises, sont intégralement provisionnés à la clôture.

Les dettes et créances en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euro sur la base du dernier cours de change. Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversions sont inscrites dans des comptes transitoires.

1.12. Risque de change

Compte tenu du caractère international de son activité, la Société se trouve exposée à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs.

1.13. Risque de crédit et risque de concentration

Les instruments financiers sur lesquels la Société encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients. La Société commercialise ses produits et services auprès d'une clientèle concentrée essentiellement sur la France mais aussi dans une moindre mesure en Europe et Afrique. La Société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes constatées au cours des deux derniers exercices est demeuré maîtrisé et est resté dans les limites anticipées par la direction.

Dans le cadre du développement de son activité en France, la Société a mis en place depuis le mois de février 2011 un contrat d'affacturage lui garantissant la mobilisation d'une partie de son poste clients. Elle bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance. Ces contrats s'appliquent aux clients internationaux à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec la mise en place de crédits documentaires.

1.14. Orientation industrielle

La Société a organisé, depuis le 2nd semestre 2015, la fabrication de l'ensemble de ses produits à forte valeur ajoutée, ou nécessitant une customisation pour s'adapter à la demande des clients, sur son site de production et d'assemblage de Barentin (Normandie), ce qui permet de garantir un haut niveau de qualité, de réduire les délais de production et de diminuer les coûts de transport.

La fabrication des autres produits est confiée à des sous-traitants européens ou asiatiques, permettant ainsi de disposer de capacités de production adaptées à l'évolution de l'activité. La plateforme de Barentin gère depuis le 1^{er} semestre 2016, la logistique et effectue également des travaux de recherche et développement.

1.15. Plans d'options de souscription d'actions, de bons de souscription d'action et d'actions gratuites

Les actions émises dans le cadre de l'exercice de BSPCE ou de bons de souscription d'actions sont inscrites en augmentation des capitaux propres à la date d'exercice et au prix d'exercice des options ou des bons.

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de ces plans, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution n'est pas comptabilisée.

Les attributions d'actions gratuites se font soit en allouant des actions propres détenues par la Société, la charge correspondante est alors portée au compte frais de personnel, soit par émission d'actions nouvelles. Dans ce dernier cas, l'augmentation de capital est compensée par un prélèvement sur la prime d'émission.

1.16. Recours à des estimations du management dans l'application des normes comptables

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction certaines estimations et hypothèses, telles que des provisions qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les coûts réels supportés par la Société peuvent s'avérer différents de ces estimations.

NOTE 2 - Faits marquants de la période

L'exercice a été marqué par les faits suivants :

- **Cession du site de Barentin**

En avril 2019, la Société a cédé une partie de son site de Barentin (Normandie) au fonds d'investissement M7 FAF France dans le cadre d'un schéma de « Sale and Lease-back ». Cette opération, qui a permis d'encaisser 4 075 K€, s'est conclue avec un engagement ferme de location du site pendant 10 ans, mais n'est pas assortie d'une option d'achat au terme de la période de location.

Lucibel a cédé les bâtiments et une partie du terrain, pour une superficie totale de 33 007 m² mais a conservé deux parcelles de réserve foncière, pour une superficie totale de 11 957 m² qui pourront faire l'objet d'opérations de promotion immobilière, ou permettre une extension des bâtiments existants en fonction du développement de l'activité sur le site.

Concernant le traitement comptable de la plus-value réalisée sur la cession de ce site, la Société précise qu'elle a décidé de l'étaler sur les 10 ans d'engagement de location, cette plus-value venant compenser en partie les loyers versés. Ainsi, au titre de l'exercice 2019, aucun résultat exceptionnel n'a été dégagé sur cette opération ; une quote-part de cette plus-value a été comptabilisée en autres produits d'exploitation, pour un montant de 179 K€.

- **Acquisition de la société Lorenz Light Technic**

La Société a acquis en avril 2019, 100% des titres de la société Lorenz Light Technic, spécialisée dans le négoce et l'étude de solutions d'éclairage pour la grande distribution.

Pour cette acquisition, le prix payé par Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement initial en numéraire de 1 100 K€ intervenu le 11 avril 2019 ;
- trois compléments de prix correspondant à :
 - 60% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 mars 2019, soit 191 K€ sur la base des résultats définitifs, payés en juillet 2019.
 - 30% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2019 (exercice comptable du 1^{er} avril 2019 au 31 décembre 2019), soit 85 K€ sur la base des résultats définitifs.
 - 20% du résultat net de la société Lorenz Light Technic au titre de son exercice clos le 31 décembre 2020 (exercice comptable du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020) : ce complément de prix a été évalué à 90 K€ sur la base du budget prévisionnel de 2020.

Le jour du closing, la société Lorenz Light Technic disposait d'une trésorerie, nette de toute dette bancaire, de 586 K€.

- **Rachat des minoritaires de LuciConnect et dissolution par transmission universelle de patrimoine**

En 2019, la Société a racheté les 30% du capital de LuciConnect détenus par les minoritaires, portant ainsi sa participation à 100%. Pour cette acquisition, le prix payé par Lucibel se décompose de la façon suivante :

- un paiement initial de 75 K€ dont 54 K€ ont été payés en numéraire et le reste en titres Lucibel ;
- un complément de prix correspondant à 2,5% du chiffre d'affaires HT généré par l'activité LuciConnect entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2021. Sur la base des comptes de cette activité au 31 décembre 2019 et d'un budget prévisionnel pour la période allant jusqu'au 30 juin 2021, ce complément de prix a été estimé à 77 K€.

La société Lucibel SA en sa qualité d'associé unique, a décidé la dissolution anticipée de sa filiale LuciConnect et constaté la réalisation effective de la dissolution à compter du 1^{er} novembre 2019. Le tableau ci-dessous présente le bilan de LuciConnect au moment de la fusion :

ACTIF - en K€	31/10/2019	PASSIF - en K€	31/10/2019
Immobilisations corporelles	4	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	223
Créances clients et comptes rattachés	189		
Autres créances	43		
Valeurs mobilières de placement & disponibilités	40		
Total de l'actif	276	Total du passif	223

L'actif net repris s'élève à 53 K€ à comparer à la valeur des titres de LuciConnect soit 187 K€. La fusion entraîne donc la reconnaissance d'un mali technique de fusion de 134 K€ comptabilisé en résultat financier.

NOTES RELATIVES AU BILAN

NOTE 3 - Immobilisations incorporelles

Les acquisitions nettes de la période s'élèvent à 129 K€. Elles correspondent principalement aux frais de développement engagés par la Société pour la conception de nouveaux produits LED et procédés associés (122 K€), à des licences et logiciels (7 K€) exploités par les structures de recherche et développement.

En K€	Brevets, Frais de recherche et développement	Licences et logiciels	Fonds de commerce et autres immo. Incorporelles	Total
Valeur Brute au 31 décembre 2018	2 094	343	311	2 748
Acquisitions	123	6		129
Valeur Brute au 31 décembre 2019	2 217	349	311	2 877
Amortissements au 31 décembre 2018	(998)	(324)	(1)	(1 323)
Dotations	(658)	(8)	(0)	(666)
Amortissements au 31 décembre 2019	(1 656)	(332)	(1)	(1 989)
Valeur nette au 31 décembre 2018	1 096	19	310	1 425
Valeur nette au 31 décembre 2019	561	17	310	888

NOTE 4 - Immobilisations corporelles

En K€	Terrain	Batiment	Mat Outillage industriel et mat labo	Installations générales et agencements	Matériel de manutention	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Immo. corp. en cours	Total
Valeur Brute au 31 déc. 2018	326	1 280	391	269	47	113	69	10	2 505
Acquisitions	27	145	37	22		24		92	347
Sorties / reclassements	(266)	(1 425)		(111)				(81)	(1 883)
TUP				19					19
Valeur Brute au 31 déc. 2019	87	0	428	199	47	137	69	21	988
Amortissements au 31 déc. 2018	0	(56)	(231)	(63)	(33)	(62)	(42)	(1)	(488)
Dotations		(17)	(51)	(102)	(7)	(29)	(8)		(215)
Sorties		73		111					184
TUP				(15)					(15)
Amortissements au 31 déc. 2019	0	-	(282)	(70)	(40)	(91)	(50)	(1)	(534)
Valeur nette au 31 déc. 2018	326	1224	160	205	14	51	27	9	2 017
Valeur nette au 31 déc. 2019	87	0	146	129	7	46	19	20	454

Les sorties d'immobilisation constatées sur l'exercice correspondent essentiellement à la vente d'une partie du site de Barentin.

NOTE 5 - Immobilisations financières

En K€	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total
Valeur Brute au 31 décembre 2018	12 641	3 184	148	15 973
Acquisitions (1)	1 685	923	106	2 714
Sorties	(51)	-	(98)	(149)
TUP	(187)			(187)
Valeur Brute au 31 décembre 2019	14 088	4 107	156	18 351
Dépréciations au 31 décembre 2018	(5 516)	(9)	(4)	(5 529)
Dotations	(557)	(4 097)		(4 654)
Reprises	51			51
Dépréciations au 31 décembre 2019	(6 022)	(4 106)	(4)	(10 132)
Valeur nette au 31 décembre 2018	7 125	3 175	144	10 444
Valeur nette au 31 décembre 2019	8 066	1	152	8 219

(1) Y compris frais d'acquisition

Au 31 décembre 2019, la valeur nette des titres de participation s'établit à 8 066 K€ contre 7 125 K€ au 31 décembre 2018.

Les provisions pour dépréciation des titres de filiales déficitaires en 2019 s'élèvent à 6 022 K€. La dotation de 557 K€ enregistrée au cours de l'exercice concerne les titres Cordel et vient compléter celle passée fin 2018 pour 3 648 K€, permettant ainsi de provisionner à 100% les titres de Cordel.

Au 31 décembre 2019, la valeur nette des créances rattachées à des participations est quasiment nulle. En effet, la Société a décidé de provisionner la totalité des créances de sa filiale Cordel dont la liquidation a été prononcée le 14 janvier 2020.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels de ses filiales, la Société peut être amenée, le cas échéant, à émettre des lettres de confort l'engageant à garantir la continuité d'exploitation de ces structures dans le cas d'une insuffisance de fonds propres à la clôture résultant notamment des pertes enregistrées sur l'exercice.

Au 31 décembre 2019, le poste « *Autres immobilisations financières* » comprend des dépôts et cautionnements dont la valeur s'établit à 111 K€, des prêts dans le cadre de l'obligation des employeurs à l'effort de construction à hauteur de 36 K€, des prêts au personnel à hauteur de 8 K€. Les dépôts et cautionnements ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 4 K€.

NOTE 6 - Stocks et en-cours

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Valeur brute	2 583	2 610
Dépréciations cumulées	(599)	(386)
Valeur nette	1 984	2 224

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2019 s'établit à 1 984 K€ contre 2 224 K€ au 31 décembre 2018. En valeur brute, le stock reste à un niveau comparable. En revanche, en valeur nette la valeur du stock diminue. Cette évolution s'explique par le fait que la Société a décidé de provisionner certains composants de la 1^{ère} génération de sa solution LiFi qui ne pourront plus être utilisés du fait d'une évolution de la technologie. L'impact est de l'ordre de 115 K€ sur le montant des dépréciations enregistrées sur l'exercice.

Le stock comprend à la fois la valeur nette des produits et solutions LED destinés à la commercialisation et la valeur nette des composants utilisés par la société dans le cadre de son activité de production et d'assemblage.

NOTE 7 - Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Valeur brute	2 797	3 226
Dépréciations cumulées	(2 334)	(2 026)
Valeur nette	463	1 200

La diminution du poste « *Créances clients et comptes rattachés* » en valeur brute est essentiellement liée à un meilleur recouvrement des créances commerciales.

La Société a décidé de déprécier des créances commerciales détenues sur ces filiales Lucibel Middle East et Lucibel Africa respectivement à hauteur de 210 K€ et 78 K€, le recouvrement de ces créances étant incertain sur les exercices à venir.

Par ailleurs, pour les créances domestiques, il convient de rappeler que la Société s'appuie sur un contrat d'affacturage de type « confidentiel ». Au 31 décembre 2019, le montant des créances cédées au factor et non recouvrées s'élève à 1 498 K€ contre 982 K€ à fin décembre 2018.

Au 31 décembre 2019, la valeur brute des créances libellées en devises étrangères est non significative.

NOTE 8 - Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Personnel et organismes sociaux.	4	14
Etat –Crédit de TVA.		-
Etat – TVA	87	210
Etat - Impôt société - Crédit d'impôts	403	725
Fournisseurs débiteurs groupe		-
Créances et retenue de garantie Contrat d'affacturage	806	374
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	481	469
Débiteurs divers.	133	172
Comptes courants groupe	2 574	2 428
Dépréciations cumulées.	(834)	(834)
Total autres créances	3 654	3 558

La créance sur l'Etat - Impôt sur les sociétés – Crédit d'impôts enregistrée à hauteur de 403 K€ au 31 décembre 2019 correspond, pour le groupe d'intégration fiscale :

- aux créances de crédit impôt recherche, soit une quote-part des CIR 2016 et 2017 (76 K€) et le montant des CIR 2018 (223 K€) et 2019 (97 K€). Le montant du CIR 2018 a été encaissé par la Société en février 2020
- à une créance de crédit impôt innovation (7 K€)

Le poste « *Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage* » représente le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage (686 K€), ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions (120 K€).

NOTE 9 - Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités détenues en banque sont quasi exclusivement libellées en euros.

Au 31 décembre 2019, la société ne dispose pas de comptes à terme.

NOTE 10 - Capitaux propres

10.1. Capital social

Au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à 14 193 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 193 496 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale de 1 euro par action.

Au 31 décembre 2019, 12,4% du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding et 10,1% par le fonds d'investissement Aster Capital. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

La société n'a procédé à aucune augmentation de capital sur l'exercice 2019. En revanche, dans le cadre du rachat des minoritaires de LuciConnect, la Société a décidé de payer le prix des actions à la fois en numéraire et avec les actions auto détenues à savoir 16 868 titres. Au 31 décembre 2019, la Société ne détient plus aucune action, ainsi chaque action en circulation a un droit de vote attaché.

10.2. Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE » ou « bons »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel ainsi qu'aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées. La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent également des conditions de performance.

Entre 2010 et 2018, huit programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA. Les plans d'attributions de BSPCE de 2015 à 2018 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 1 059 500 BSPCE ont été attribués, 291 916 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2019, la Société a mis en place un nouveau programme et a attribué 175.000 BSPCE. Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2017	872 584	4,89
Attribués	180 000	2,60
Exercés	-	-
Annulés	(285 000)	5,87
Solde au 31 décembre 2018	767 584	4,00
Attribués	175 000	1,00
Exercés	-	-
Annulés	(266 334)	4,90
Solde au 31 décembre 2019	676 250	2,86

Au 31 décembre 2019, 416 750 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour, avec des prix d'exercice variant de 1 € à 4,55 € suivant les attributions.

10.3. Options de souscription d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plans d'attributions d'options de souscription d'actions de 2013 à 2018 sont toujours en cours. 147 750 options ont été attribuées à des prix compris entre 3,75 et 9,50 €. 87 000 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires et aucune option n'a été exercée pour ces plans sur les exercices antérieurs.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice et 9 250 options ont été annulées car devenues caduques.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2017	93 250	6,23
Attribuées	-	0
Exercées	-	-
Annulées	(32 500)	5,00
Solde au 31 décembre 2018	60 750	6,88
Attribuées	-	0
Exercées	-	-
Annulées	(9 250)	6,5
Solde au 31 décembre 2019	51 500	6,95

10.4. Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un premier programme d'attribution d'actions gratuites. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Du fait du départ d'un salarié, 53.000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter, comme le précédent, sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 34 960 AGA, dont 24 960 attributions faites en mars 2017 et 10 000 en avril 2018. Sur la 1^{ère} attribution, 15 160 actions ont été effectivement et

définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 17 mars 2019) et 4 500 AGA ont été annulées du fait du départ de salariés en 2019 avant la fin de la période d'acquisition. Les attributions d'actions gratuites faites en 2018, soit 10 000, sont en cours d'acquisition jusqu'au 3 avril 2020.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
Solde au 31 décembre 2017	23 460
Attribuées	10 000
Acquises	0
Annulées	(3 800)
Solde au 31 décembre 2018	29 660
Attribuées	-
Acquises	15 160
Annulées	(4 500)
Solde au 31 décembre 2019	10 000

NOTE 11 - Autres fonds propres

Les autres fonds propres correspondent à l'avance consentie par la région Normandie pour l'implantation de la Société sur le site de Barentin en 2014, au titre « du soutien régional aux investissements des entreprises ». Cette aide a consisté en l'octroi de deux prêts à taux nul respectivement de 800 K€ et 950 K€. En juin 2018, la Société a obtenu une suspension des remboursements mensuels pendant un an et courant 2019, la Société a obtenu un rééchelonnement de la dette restante à compter du 1^{er} janvier 2020, avec un allègement des mensualités dues sur le 1^{er} semestre 2020. Le tableau ci-dessous présente le nouvel échéancier de cette avance au 31 décembre 2019 :

En K€	Montant initial	Taux d'intérêt effectif	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
Avance Région Normandie	1 750	0%	210	975	0	1 185

Dans le cadre des dispositifs mis en place par la région Normandie suite à la crise sanitaire du COVID-19, le remboursement des avances a été suspendu pendant une période de 6 mois, à compter de mars 2020. Le montant des remboursements sur l'exercice 2020 s'élèvera donc à 67 K€.

NOTE 12 - Provisions pour risques et charges

Les provisions s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2019
Provision pour risque produit	210	96	-	(210)	96
Autres provisions pour risques	152	155	(56)	-	251
Total provisions	362	251	(56)	(210)	347
En exploitation	261	101	(56)	(210)	96
En financier	10	1	-	-	11
En exceptionnel	91	149	-	-	240

La provision pour garantie produits couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par la Société durant la période de garantie (comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse de la nature et de la criticité des défauts identifiés et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les provisions pour risques correspondent à la meilleure estimation du management des risques de sortie d'actif pour la Société, prenant en compte l'information disponible à la date d'arrêt des comptes. Les coûts réels auxquels la Société pourrait faire face pourraient différer de ces estimations. Ces provisions concernent essentiellement des risques prud'honnaires et un litige avec un fournisseur.

NOTE 13 - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Au 31 décembre 2019, les caractéristiques des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, hors découverts bancaires, sont les suivantes :

Libellé	Durée	Montant initial	Début	Fin	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
OSEO / PPA	60 mois +diff. 3 ans	150	19/04/12	30/04/20	15			15
COFACE	Assurance export	67	01/01/14	31/03/20	74			74
CM-CIC / Neufлизе	60 mois	1 500	20/06/15	20/03/20	75			75
BRED	36 mois	396	22/12/17	22/12/20	134			134
CM-CIC	60 mois	570	31/10/18	31/10/23	114	323		437
Intérêts Courus					0	0		0
TOTAL		2 683			412	323	0	735

L'emprunt à moyen terme contracté en 2015 auprès des banques CM-CIC et Neufлизе (1.500 K€ de nominal), est sujet à des covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel. L'un d'entre eux (EBITDA) n'est pas respecté au 31 décembre 2019 mais le solde de cet emprunt devant être payé au cours du 1^{er} semestre 2020, la dette résiduelle est exigible à court terme. La Société n'a donc pas demandé un accord de bris de covenant à ses partenaires financiers.

L'emprunt à moyen terme contracté en 2018 auprès de la banque CM-CIC (570 K€ de nominal), est soumis au respect de covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel SA. Ils sont détaillés ci-après :

- Maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ ;

- Résultat d'exploitation positif à compter du 31 décembre 2019 ;
- Maintien d'un ratio Dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur Fonds propres inférieur à 0,5.

Au 31 décembre 2019, au moins l'un des covenants n'est pas respecté mais à la demande de Lucibel, le CIC a signifié son accord en décembre 2019 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2019, soit 437 K€, malgré le bris de covenant.

Dans le cadre des dispositifs mis en place par les banques suite à la crise sanitaire du COVID-19, la Société a demandé à ses partenaires financiers de suspendre le remboursement des emprunts de la Société pendant 6 mois, pour 3 des 4 emprunts en cours. Les banques CIC et BRED ont donné leur accord et le remboursement sur l'exercice 2020 des dettes bancaires s'élèvera donc à 195 K€.

NOTE 14 – Emprunts et dettes financières diverses

Dans ce poste du bilan, figure le montant des dettes de la Société vis-à-vis de ces filiales. A fin décembre 2019, il s'élève à 5 991 K€ contre 7 288 K€ au 31 décembre 2018.

NOTE 15 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs.	1 326	1 111
Dettes fournisseurs - Factures non parvenues	318	477
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 644	1 588

NOTE 16 - Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Dettes sociales	599	588
Dettes fiscales	163	307
Dettes fiscales et sociales	762	895

Le poste « *Dettes sociales* » intègre les provisions pour congés payés et pour rémunérations variables liées à l'activité 2019 à régler par la Société au cours du 1^{er} semestre 2020. Les dettes fiscales correspondent essentiellement à de la TVA et au prélèvement à la source à reverser en janvier 2020.

NOTE 17 - Autres dettes

Les autres dettes s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2019	31/12/2018
Clients créditeurs	150	105
Créditeurs divers	294	501
Produits constatés d'avance	2 346	-
Autres dettes	2 790	606

Le poste « *Clients créditeurs* » comprend notamment les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs de la Société, des acomptes et des avoirs à établir.

Le poste « *Créditeurs divers* » inclut notamment les compléments de prix à verser respectivement dans le cadre du rachat de Lorenz (175 K€) et de LuciConnect (77 K€).

Enfin, le poste « *Produits constatés d'avance* » correspond essentiellement à la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin. La Société a décidé d'étaler celle-ci sur les 10 ans d'engagement de location pris par la Société au moment de la vente. La plus-value reconnue au titre de 2019 qui s'élève à 179 K€ est comptabilisée en Produits d'exploitation tandis que la plus-value résiduelle de 2 279 K€ est comptabilisée en « *Produits constatés d'avance* ».

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 18 - Chiffre d'affaires

La Société opère sur un seul secteur d'activité : le développement et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions d'éclairages de nouvelle génération issues de la technologie LED.

Sur l'exercice écoulé, le chiffre d'affaires de la Société s'établit à 8 594 K€ contre 5 579 K€ en 2018. 90% du chiffre d'affaires enregistré en 2019 a été réalisé en France (7 761 K€) ce qui confirme le recentrage depuis plusieurs années sur le territoire national. Les ventes réalisées à l'export sur l'exercice écoulé s'établissent à 833 K€.

NOTE 19 – Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont en nette diminution par rapport à l'exercice 2018, car en 2018, la Société avait enregistré une subvention d'exploitation de 900 K€ au moment de l'acquisition du site de Barentin.

En K€	2019	2018
Production stockée	102	7
Production immobilisée	103	474
Subventions d'exploitation		902
Transferts de charges d'exploitation	64	200
Autres produits	282	28
Autres produits d'exploitation	551	1 611

La production immobilisée correspond à une partie des frais de personnel de recherche portés par la Société. La diminution constatée entre les deux exercices s'explique principalement par des projets de recherche moins conséquents que ceux entrepris sur les exercices antérieurs.

Le poste « *Transfert de charges* » est principalement constitué des reclassements des coûts relatifs aux opérations de restructuration en charges exceptionnelles.

Le poste « *Autres produits* » comprend notamment la quote-part de plus-value sur la cession du site de Barentin reconnue au titre de l'exercice 2019 pour un montant de 179 K€.

NOTE 20 - Achats consommés

Ce poste se décompose comme suit :

En K€	2019	2018
Achats matières premières	2 295	1 386
Variation de stocks matières premières	(94)	(167)
Achats de marchandises	1 985	904
Droits de douane sur achats de marchandises	44	47
Variation de stocks de marchandises	224	416
Achats consommés	4 454	2 586

La Société achète des composants et matières premières pour pouvoir assurer son activité de production et d'assemblage et également des produits finis lorsqu'elle ne peut en assurer elle-même la production. L'augmentation des achats de matières premières et de marchandises entre les deux exercices est à mettre en perspective avec l'évolution des ventes de marchandises.

NOTE 21 - Charges externes

Les « *Charges externes* » s'établissent sur l'exercice écoulé à 2 722 K€ contre 2 434 K€ en 2018 et se décomposent ainsi :

En K€	2019	2018	Variation	
			En valeur	En %
Achats d'études	73	5	68	1350,1%
Fournitures non stockables et petit équipement	140	262	(122)	-46,4%
Locations mobilières	158	115	43	37,8%
Locations immobilières	328	156	172	110,3%
Charges locatives / entretien des locaux	73	77	(4)	-5,0%
Entretien, réparation, maintenance	118	82	36	43,3%
Assurances	82	73	9	11,7%
Personnel intérimaire ou détaché	37	6	31	516,2%
Honoraires	709	668	41	6,1%
Publicité, catalogues, expositions	120	143	(23)	-16,3%
Frais de Transport	508	416	92	22,1%
Voyages et déplacements - Réceptions	202	261	(59)	-22,5%
Affranchissement / téléphone / internet	112	92	20	22,1%
Services bancaires	32	29	3	10,2%
Autres	30	49	(19)	-38,2%
Autres achats et charges externes	2 722	2 434	288	11,8%

La Société ayant cédé une partie du site de Barentin en avril 2019, elle assume désormais des charges de loyer ce qui explique l'évolution à la hausse des postes « *Location immobilière* », « *Entretien, réparation, maintenance* ».

La baisse enregistrée au niveau du poste « *Fournitures non stockable et petits équipements* » provient d'une meilleure maîtrise de ces postes.

Le poste « *Personnel intérimaire ou détaché* » a légèrement augmenté car la Société a eu recours à quelques intérimaires pour faire face à un accroissement d'activité en production.

Les frais de transport ont également progressé entre les deux exercices ce qui reflète l'évolution de l'activité.

NOTE 22 - Effectifs et charges de personnel

22.1 Effectifs

Au 31 décembre 2019, l'effectif total s'élève à 60 contre 61 en 2018. Cet effectif se répartit selon les catégories suivantes :

	2019	2018
Cadres (cadres dirigeants et autonomes)	31	36
Non cadres et agents de maîtrise	29	25
Total Effectif	60	61

22.2 Charges de personnel et engagements de retraite

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les charges de personnel, y compris les rémunérations variables liées aux performances et les charges patronales, se sont élevées à 3 809 K€ contre 3 753 K€ en 2018.

Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés n'ont pas fait l'objet d'une provision. L'engagement calculé selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.) s'élève à 25 K€ au 31/12/2019.

Les hypothèses mises en œuvre dans l'évaluation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation brut : 0,77 %
- Taux de revalorisation des salaires : 1,5%
- Charges sociales patronales : 45%
- Table de mortalité : INSEE 2013
- Droits conventionnels : l'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective si celle-ci est plus favorable que le régime légal. La convention collective appliquée est celle du commerce de gros.
- Départ à la retraite : à l'initiative du salarié
- Age de la retraite : 67 ans

NOTE 23 - Dotations et reprises sur amortissements et provisions

Les dotations et reprises sur amortissements et provisions se ventilent de la façon suivante :

En K€	2019	2018
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	649	481
Dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	1 025	1 333
Dotations aux provisions pour risques et charges	101	234
Sous total dotations aux amortissements et aux provisions	1 775	2 048
Reprises sur provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	(505)	(1 086)
Reprise sur provisions pour risques et charges	(266)	(332)
Sous total reprises aux amortissements et aux provisions	(771)	(1 418)
Total net	1 004	630

Le poste « *Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles* » sur 2019 est principalement constitué d'amortissements des frais de R&D.

NOTE 24 - Résultat financier

En K€	2019	2018
Gains de change	10	19
Reprise de provisions	51	1 445
Produits des immobilisations financières	3 065	-
Autres produits financiers	4	248
Produits financiers	3 130	1 712
Pertes de change	(17)	(20)
Dotations financières aux provisions	(4 654)	(4 203)
Pertes sur créances liées à des participations	(185)	(6 273)
Intérêts et autres charges financières	(129)	(134)
Charges financières	(4 985)	(10 630)
Résultat financier	(1 855)	(8 918)

Sur l'exercice écoulé, les dotations financières aux provisions s'établissent à 4 654 K€ et sont liées à la décision prise par le tribunal de Commerce de Rouen, début janvier 2020, de liquider Cordel, filiale de la Société. Cette liquidation est intervenue à la suite de la déclaration de l'état de cessation des paiements constaté début janvier. La décision de liquidation a conduit la Société à provisionner la totalité des créances rattachées à Cordel à hauteur de 4 097 K€ et à enregistrer une dépréciation complémentaire de 557 K€ sur les titres Cordel afin de les provisionner à 100%.

Les pertes sur créances liées à des participations correspondent à l'impact de la fusion simplifiée avec LuciConnect pour 134 K€ et à la liquidation de Lucibel Benelux pour 51 K€, compensée par une reprise de provision du même montant.

Les intérêts et autres charges financières comprennent des intérêts sur comptes courants pour 93 K€ et des intérêts d'emprunts à hauteur de 22 K€.

Les produits des immobilisations financières comprennent le versement de dividendes par la société Procédés Hallier pour un montant de 3 000 K€ et les intérêts sur les comptes courants des différentes filiales de la Société.

NOTE 25 - Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels regroupent les opérations de nature inhabituelle et/ou dont la survenance est rare.

Sur l'exercice 2019, la perte exceptionnelle nette de 514 K€ correspond essentiellement à :

- des charges exceptionnelles de restructuration à hauteur de 169 K€ ;
- des dotations exceptionnelles aux provisions pour 149 K€, qui comprennent principalement des provisions pour motifs sociaux et pour litiges divers ;
- des dotations exceptionnelles sur certains frais de recherche et développement capitalisés (154 K€) pour lesquels les perspectives de vente ne permettent pas de couvrir les amortissements initialement prévus. La Société a donc décidé par prudence d'enregistrer des amortissements exceptionnels.

NOTE 26 - Impôts

L'incidence sur le résultat des dispositions fiscales est la suivante :

En K€	2019	2018
Impôts sur les bénéfices	(219)	(220)
Crédits d'impôt	(125)	(202)
Impôts sur les bénéfices	(345)	(422)

Compte tenu de la perte de l'exercice, aucune charge d'impôt n'a été comptabilisée au 31 décembre 2019 par la Société. A cette date, la Société dispose de déficits fiscaux cumulés de 42.839 K€ dont 25.834 K€ dans le cadre du régime d'intégration fiscale. Ces déficits peuvent être reportés indéfiniment ; cependant, le montant du déficit pouvant être déduit d'un bénéfice ultérieur est plafonné à un montant de 1 M€ par année, auquel s'ajoute, le cas échéant, 50 % de la fraction du bénéfice excédant 1 M€.

La Société a comptabilisé en 2019 en produits d'impôts l'économie d'impôt générée par sa filiale Procédés Hallier dans le cadre de l'intégration fiscale pour 219 K€ et l'ensemble des crédits d'impôt auquel elle est éligible, pour un montant global de 125 K€ (CIR et CII), montant comprenant l'ajustement du CIR 2018.

NOTE 27 - Engagements hors bilan

Dans le cadre de son activité, la Société est amenée à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2019, la nature des engagements portés par la Société reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2018. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

27.1 Engagements de location

Dans le cadre de la cession d'une partie de son site industriel de Barentin, la Société a pris un engagement ferme de location de 10 ans au travers d'un bail ayant pris effet le 8 avril 2019. Le loyer annuel pour les 2 premières années s'élève à 340 K€ HT, puis à 395 K€ HT pour les 8 années suivantes. Une franchise de loyer de 3 mois a été accordée pour la 2^{ème} année.

Au 31 décembre 2019, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 3 507 K€.

La Société loue des bureaux à Rueil-Malmaison au travers d'un bail commercial ayant pris effet le 12 avril 2019 pour une durée de neuf ans, avec possibilité de résiliation anticipée à la fin de chaque période triennale moyennant un préavis de 6 mois. Le loyer annuel hors taxes est de 36 K€.

Au 31 décembre 2019, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 81 K€.

La Société loue des bureaux à Lorient au travers d'un bail commercial ayant pris effet le 1^{er} octobre 2019 pour une durée de neuf ans avec possibilité de résiliation anticipée à compter du 1^{er} avril 2020 moyennant un préavis de 6 mois. Le loyer annuel hors taxes est de 6 K€.

Au 31 décembre 2019, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 4,5 K€.

La Société loue également des bureaux à Olivet au travers d'une convention d'occupation précaire signée avec la Métropole d'Orléans, ayant pris effet le 1^{er} avril 2019 et renouvelable chaque année. Le loyer annuel hors taxes est de 8 K€.

Au 31 décembre 2019, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de cette convention s'établissent à 1,4 K€, la surface occupée ayant été réduite à compter du 1^{er} février 2020.

Enfin, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2019 par la Société dans le cadre de ses contrats se sont établies à 139 K€.

27.2 Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place de deux emprunts bancaires, à respecter un ensemble de « covenants » développés en note 13. Par ailleurs, pour ces mêmes emprunts, la Société a nanti au profit des établissements de crédit concernés :

- CM-CIC et Neuflyze, 50% des titres de Procédés Hallier. Le montant restant à rembourser s'élève à 75 K€ à la clôture de l'exercice ;

- CM-CIC, 25% du capital de Procédés Hallier. Au 31/12/2019, il reste 437 K€ à rembourser sur cet emprunt destiné à refinancer l'acquisition des titres de la société Confidence et dont le montant initial était de 570 K€.

27.3 Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclair

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclair en 2015 et 2016, la Société a reçu dans l'attente du paiement complet du prix de cession le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

27.4 Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclair

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclair portant sur un montant global HT de 562 K€. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclair rembourse progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif généré sur le semestre courant. Aucun remboursement n'est intervenu au 31 décembre 2019. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 332 K€.

Au 31 décembre 2019 la Société ne bénéficiait pas d'autres engagements donnés ou reçus significatifs.

NOTE 28 - Evénements postérieurs à la clôture

- **Liquidation de la société Cordel, filiale de la Société**

La Société, lors d'un conseil d'administration qui s'est tenu le 9 janvier 2020 a décidé de cesser le soutien financier à sa filiale Cordel, détenue à 100% et spécialiste de l'éclairage de commerces. Depuis le 2nd semestre 2017, cette filiale était confrontée à des difficultés croissantes notamment sur le plan opérationnel. Malgré les mesures prises par la société mère pour restructurer cette filiale et malgré le soutien financier apporté depuis plusieurs mois (avance en compte courant d'environ 4,1 M€), les difficultés se sont aggravées au cours du dernier trimestre 2019 ce qui a conduit la direction de Cordel à déclarer l'état de cessation des paiements le 10 janvier 2020 auprès du Tribunal de Commerce de Rouen. Ce dernier a prononcé la liquidation directe de la société Cordel le 14 janvier 2020. L'impact dans les comptes de la Société a été pris en compte au 31 décembre 2019 avec une provision à 100 % des titres (lesquels étaient déjà en grande partie provisionnés) et des créances sur cette filiale.

- **Crise sanitaire du COVID 19**

Dès l'annonce des mesures de confinement par le gouvernement, la Société a décidé de placer la majeure partie de son personnel en chômage partiel. En effet, la crise du corona virus a eu un effet immédiat sur les clients de la Société qui ont annulé ou reporté leurs commandes. Les deux établissements de la Société sont concernés et seuls quelques effectifs administratifs ont été maintenus pour répondre à certains impératifs (gestion de la paye, comptabilité, service client, recouvrement des créances, ...).

La Société a activé l'ensemble des dispositifs mis en place par le gouvernement : report d'échéances bancaires pendant 6 mois, suspension des remboursements de l'avance consentie par la Région Normandie, report de paiement des charges sociales du 5 avril, négociation de prêt de trésorerie garanti par l'Etat.

NOTE 29 - Transactions avec les parties liées

29.1 Rémunération des dirigeants et administrateurs

Les principes de rémunération et avantages assimilés alloués au Président du conseil d'administration et au Directeur général délégué ont été définis au cours du conseil d'administration du 26 avril 2019 et ont été revus lors du conseil d'administration du 9 janvier 2020, en ce qui concerne l'arrêté des rémunérations variables dues au titre de 2019.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature versés aux mandataires sociaux et aux organes d'administration par la Société s'est élevé à 515 K€ en 2019 contre 569 K€ en 2018.

30.000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au cours de l'exercice au prix d'exercice de 1 €.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Brepson, Directeur Général Délégué de Lucibel SA en cas de révocation sans juste motif ou de non renouvellement du mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

29.2 Informations concernant les parties liées et entreprises liées

Le tableau ci-dessous ne présente que les transactions résultant d'une convention règlementée, les autres transactions avec les parties liées ayant été conclues aux conditions normales de marché.

31/12/2019 - En K€, net	Société actionnaire (Etoile Finance)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15
Charges d'exploitation	(150)

NOTE 30 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes de la Société pris en charge au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 135 K€ au titre de leur mission et se décomposent ainsi :

2019	LUCIBEL
01 AUDIT ASSISTANCE	67
- Certification des comptes	63
- Autres missions	4
ERNST & YOUNG	68
- Certification des comptes	63
- Autres missions	5
TOTAL	135

NOTE 31 - Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

31.1 Créances

31/12/2019 - en K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations	4 107	4 107	
Prêts	44	8	36
Autres immobilisations financières	112		112
ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	2 432		2 432
Autres créances clients	365	365	
Personnel et comptes rattachés	4	4	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques	491	491	
Groupe et associés	2 574	87	2 487
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	481	236	245
Débiteurs divers	938	821	117
Charges constatées d'avance	175	175	
TOTAUX	11 723	6 294	5 429

31.2 Dettes

31/12/2019 - en K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	735	338	397	
Avances conditionnées	1 185	210	975	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 644	1 644		
Personnel et comptes rattachés	293	293		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	306	306		
Etat et autres collectivités publiques	163	163		
Groupe et associés	8 991	8 991		
Autres dettes	444	294	150	
Produits constatés d'avance	2 346	313	983	1 050
TOTAUX	16 107	12 552	2 505	1 050

NOTE 32 - Tableau des filiales et participations

	Capital (en devises locales)	Capitaux propres (i)	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus (K€)		Prêts et Avances (ii) consentis et non encore remboursés (K€)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires H.T du dernier exercice clos (K€)	Résultat du dernier exercice clos (K€)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
1 – Filiales (Plus de 50% du capital détenu)											
Diligent Factory (Chine)	KRMB 4 503	17	100%	500	-		-	8	(41)	-	
Lucibel Asia	KHKS			50							Société en cours de liquidation
Lucibel Suisse	K CHF 1100	(192)	100%	902	-	10	-		()	-	Au 31 décembre 2019 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 10
Cordel	K€ 120	(3 356)	100%	4 205	-	4 097	-	6 810	(1 814)		Au 31 décembre 2019 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 4 097
Procédés Hallier	K€ 18	7 475	100%	6 533	6 533	(4.072)	-	2 161	541		
Lucibel Africa	KMAD 1 000	(157)	80%	73	-	11	-	317	(85)		
Line 5	K€ 10	(675)	100%	10	-	1 004	-	925	22		Au 31 décembre 2019 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 615
Lorenz	K€ 20	1 522	100%	1 533	1 533	-	-	3 257	284		
2 – Participations (10% à 50% du capital détenu)											
SLMS	K€ 500	(512)	50%	250	-	104	-	0	(5)		Au 31 décembre 2019 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 101
Citéclaire	K€ 100		20%	24	-	-	-				Chiffres non disponibles
Lucibel Middle East	KAED 100	(1 554)	40%	8	-	29	-	250	(165)		

(i) Y compris résultat de l'exercice

(ii) Y compris le cas échéant, les comptes courants et débiteurs divers

LUCIBEL SA

RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



01 AUDIT ASSISTANCE

33 rue Anna Jacquin
92 100 Boulogne Billancourt
SARL au capital de 106.928 €

Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles



ERNST & YOUNG Audit

Tour First – TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex
SAS à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles

Lucibel S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Lucibel S.A.,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Lucibel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

La société Cordel, filiale du groupe Lucibel détenue à 100 %, a été placée en liquidation judiciaire en date du 14 janvier 2020. Suite à cette décision, la contribution de la société Cordel a fait l'objet, dans les comptes consolidés de la société Lucibel S.A., d'une présentation sur une ligne distincte du compte de résultat intitulée « Résultat des activités destinées à être abandonnées ou cédées » et sur une ligne distincte du bilan pour le net des actifs et passifs de la société Lucibel S.A. « Passif des activités destinées à être cédées ou abandonnées ». Du fait de ce contexte particulier, la direction du groupe Lucibel a été dans l'incapacité de nous mettre à disposition l'ensemble des éléments nécessaires à la réalisation de nos diligences sur la contribution de la société Cordel au 31 décembre 2019. Nous ne sommes donc pas en mesure d'apprécier la part de résultat correspondant à la perte de la société Cordel d'un montant de K€ 2 368 enregistrée sur la ligne « Résultat des activités destinées à être abandonnées ou cédées » ni le montant net des actifs et passifs de la société Cordel enregistré sur la ligne « Passif des activités destinées à être cédées ou abandonnées » pour un montant de K€ 123.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Le paragraphe « Financement et continuité de l'exploitation » de la note 1 de l'annexe des comptes consolidés précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité de l'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à apprécier que l'annexe donne une information appropriée.

Votre groupe estime la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée selon les modalités décrites dans les paragraphes « Jugement et recours à des estimations », « Regroupement d'entreprises » et « Dépréciation des immobilisations incorporelles » de la note 1 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur recouvrable de ces actifs ainsi que les hypothèses et estimations retenues, et l'information fournie dans les notes 16 et 17 de l'annexe des comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 28 avril 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
 - il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Boulogne Billancourt et Paris-La Défense, le 30 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

01 AUDIT ASSISTANCE

ERNST & YOUNG Audit

Brigitte Guillebert

Claire Pajona



01 AUDIT ASSISTANCE

33 rue Anna Jacquin
92 100 Boulogne Billancourt
SARL au capital de 106.928 €

Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles



ERNST & YOUNG Audit

Tour First – TSA 14444
92 037 Paris - La Défense Cedex
SAS à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux comptes
Membre de la CRCC de Versailles

LUCIBEL S.A

Société anonyme au capital de 14.193.496 €

Parc d'Activités du Hoquet – 101 allée des Vergers

76300 BARENTIN

RCS Rouen 507 422 913

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

du 29 juin 2020

statuant sur les comptes de l'exercice

clos le 31 décembre 2019

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

LUCIBEL S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée Générale de la société LUCIBEL S.A.,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LUCIBEL S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 28 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de

notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe « Financement et continuité d'exploitation » de la note « Généralités » de l'annexe des comptes annuels précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à vérifier que l'annexe donne une information appropriée.

Les méthodes retenues pour l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées figurent dans le paragraphe 1.4 de la note 1 de l'annexe des comptes annuels et l'application qui en résulte est détaillée dans les notes 5 « Immobilisations financières » et 24 « Résultat financier » de l'annexe des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les approches et les hypothèses retenues par la société au regard notamment des décisions prises par la direction et de ses plans d'actions et à réaliser des tests sur les calculs effectués par votre société.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 28 avril 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture tel que prévu par cet article.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne Billancourt et à Paris-La Défense, le 30 avril 2020

Les commissaires aux comptes

01 AUDIT ASSISTANCE

ERNST & YOUNG Audit

Brigitte GUILLEBERT

Claire PAJONA

Commissaire aux comptes associée

Commissaire aux comptes associée